



**L'EVOLUTION DES CONCEPTS DE COOPERATION
AMERICAINE EN IRAK : L'EFFICACITE DE L'APPROCHE
« BY, WITH and THROUGH » COMME FONDEMENT D'UNE
STRATEGIE IMMUNITAIRE.**

Chef de bataillon Vincent LEHMULLER

25^e promotion de l'Ecole de Guerre – 2017/2018

Sous la direction du Professeur Julie d'Andurain, Professeur des Universités en histoire contemporaine
à l'université de Lorraine, Metz.

Résumé

Depuis toujours, les différents États ou autres acteurs de puissance recherchent le modèle stratégique le plus efficace pour assurer leur positionnement sur la scène internationale, sauvegarder leurs intérêts vitaux et faire face à l'évolution des menaces qui les visent. La mise en avant actuelle d'une stratégie nouvelle appelée « hybride », mêlant approche directe et indirecte témoigne de cette quête, qui pour autant, s'avère ancienne tant dans sa recherche que dans sa mise en pratique. En réalité, la véritable question concerne le dosage de chacune des approches pour définir un mix stratégique adapté au contexte actuel. L'étude de la transformation du modèle stratégique américain au cours de leurs quinze années de guerre au Moyen-Orient témoigne de cette recherche d'équilibre. Ainsi, après avoir abordé la *Global War on Terror* avec une guerre directe, ils ont peu à peu replacer l'humain au centre de leur stratégie pour arriver à l'adoption du concept « *by, with and through* » qui propose une approche partenariale respectueuse de la souveraineté du pays hôte. Couplée au concept de « *Global Land Network* » cette nouvelle stratégie d'influence semble pouvoir garantir une hégémonie discrète. Considérant les contraintes mais surtout les atouts français, cette stratégie pourrait être une voie prometteuse pour la France. En adaptant et optimisant ces différents aspects, une véritable stratégie immunitaire pourrait être utilement développée.

Abstract

Since always, the different states or other actors of power have been looking for the most effective strategic model to ensure their position on the international scene, to safeguard their vital interests and to deal with the evolution of threats that Aim at them. The current introduction of a new strategy called "hybrid", combining direct and indirect approach testifies to this quest, which, however, proves to be ancient both in its research and in its implementation. In fact, the real question concerns the determination of each approach to define a strategic mix adapted to the current context. The study of the transformation of the American strategic model during their fifteen years of war in the Middle East testifies to this search for balance. Thus, after tackling the Global war on Terror with a direct war, they gradually put the human at the centre of their strategy to arrive at the adoption of the concept of "by, with and through" which proposes a partnership approach respectful of sovereignty of the host country. Coupled with the concept of "Global Land Network" This new strategy of influence seems to guarantee a discreet hegemony. Considering the constraints but especially the French strengths, this strategy could be a promising path for France. By adapting and optimizing these different aspects, a true immune strategy could be usefully developed.

Table des matières

Résumé.....	2
Chapitre 1 INTRODUCTION.....	6
Chapitre 2 : La lente maturation de la stratégie de coopération militaire américaine : un contexte historique et géopolitique complexe	9
1. Rappel historique de la coopération militaire américaine : un lien politico-militaire compliqué	9
2. Une longue histoire avec le Moyen-Orient.....	13
Chapitre 3 : Coercition <i>versus</i> stabilisation, l'évolution de l'action militaire américaine en Irak de 2003 à nos jours.....	15
1. L'invasion de l'Irak en 2003 : du regime change à la contre-insurrection.....	16
2. Une phase de stabilisation et de reconstruction laborieuse	18
3. 2006-2009 : le retour d'une contre insurrection rénovée	23
4. 2009-2012 : de l'incertitude stratégique à la préférence pour le contre-terrorisme (CT).....	28
5. 2014-2018 : le renforcement de la place du SFA avec l'émergence du concept « by, with and through » (BWT).....	34
Chapitre 3 : Quelles leçons en tirer/ analyse	51
1. l'évolution des doctrines et concept	51
2. les principaux enseignements tirés de ces 15 années de guerre américaine au Moyen-Orient .	60
3. Les enseignements spécifiques à l'approche BWT	61
Chapitre 4 Quelles leçons en tirer pour la stratégie française	69
1. Généralités sur le contexte opérationnel.....	69
2. La stratégie immunitaire.....	71
3. propositions	75
Chapitre 5 : CONCLUSION	87
Références bibliographiques	92
Ouvrages et documents institutionnels	92

Chapitre 1 INTRODUCTION

Depuis l'antiquité, les hauts responsables militaires et politiques s'interrogent et hésitent sur le modèle de stratégie à suivre. La tension permanente entre stratégie indirecte et stratégie directe reste vivace si bien que la première est parfois appelée « *operations others than war* » ou « petite guerre » en opposition à la « grande guerre ». Cette dernière s'appuierait davantage sur une approche conventionnelle et sur l'emploi de la technologie alors que la stratégie indirecte reposerait davantage sur la ruse et l'humain. Ainsi, les fervents défenseurs, souvent occidentaux, de la stratégie directe seraient donc plus tentés à penser la guerre au travers le prisme de l'évolution dialectique entre la cuirasse et l'épée. Depuis des siècles l'évolution stratégique a suivi l'évolution technologique. Ceci se percevait déjà chez les hoplites avec leurs boucliers et leurs lances et s'observait aussi au moyen âge avec l'apparition du *longbow* ou du carreau d'arbalète. Les deux guerres mondiales furent également des laboratoires, initiateurs de grands changements stratégiques. L'arme aérienne et les blindés redonnèrent de la mobilité tactique et stratégique quand l'arme nucléaire figea la guerre, à priori à jamais. Emporté par le progrès technologique, on en oublierait presque les enseignements des nombreux stratèges et stratégestes au premier rang desquels Sun Tsu, Machiavel, Clausewitz, Lyautey, Mangin et Liddel Hart. Ceux-ci plaçaient l'homme au centre de la guerre et définissaient leur stratégie moins par la tension entre la cuirasse et l'épée que par la dialectique entre l'homme et la machine.

L'expérience personnelle et la culture de chacun nous entraîne naturellement vers une inclination pour tel ou tel autre stratégie. Ceci vient de notre propre culture de guerre qui est progressivement façonnée par le contexte des conflits vécus ou étudiés. En réalité il ne s'agit donc pas de faire un choix entre une approche directe ou une approche indirecte mais l'enjeu est bien de déterminer le dosage le plus adapté à la conjoncture. À chaque époque correspond un dosage et pour positionner le curseur, il convient de bien appréhender le contexte mouvant dans lequel nous évoluons et intervenons.

Le progrès technologique avec notamment l'essor de la numérisation, a globalisé le monde dans tous les types d'échange, qu'ils soient commerciaux ou conflictuels. Ainsi plus qu'un

monde global nous sommes face à un monde dilué. Les notions d'échelle deviennent floues et il est désormais difficile d'agir localement sans que cela produise un impact mondial. La notion de territoire se voit aussi fragilisée favorisant alors la déstructuration nationale et l'émergence d'acteurs transnationaux malveillants. Les risques et les menaces émergent partout et chaque fragilité est exploitée pour déstabiliser les États. Face à ce continuum de la menace, la politique intérieure d'un pays fait écho à sa politique extérieure. Même si les contraintes financières et humaines obligent les États à agir en Coalition pour renforcer leur efficacité et leur légitimité, les alliances ne sont jamais totales et l'on peut être allié militairement tout en se faisant la guerre dans d'autres champs comme l'économie ou l'influence. Enfin, l'illégalité de la guerre, prononcée par des organisations multinationales en mal de crédibilité a induit un état de gestion de crise permanente dans laquelle se développent une multitude de conflits irréguliers, hybrides, etc.

La technologie autrefois vecteur d'influence, a ensuite recherché l'entretien d'un écart capacitaire entre les pays du Nord et ceux du Sud pour que les premiers conservent une supériorité sur les seconds et qu'ils se protègent grâce à cette forme de barrière technologique. Aujourd'hui, la technologie nous rapproche parfois dangereusement des uns et des autres. La vente d'armes est source de nombreuses finances pour les États et se trouvent au cœur des relations internationales. Ainsi les transferts de technologie associés aux progrès des technologies civiles, ramènent chaque pays et chaque acteur à portée des uns des autres. Finalement, plus nous avançons dans l'ère technologique plus les technologies dites « nivelantes » se développent et plus l'intention de suprématie technologique devient vaine.

Comme dans de nombreux pays éprouvés par la guerre et engagés dans des opérations extérieures pour protéger leurs intérêts stratégiques ou vitaux, les États-Unis n'ont pas échappé au doute quant à l'élaboration de leur modèle stratégique. Naturellement incliné à un emploi massif de la force et des hautes technologies, la doctrine des Armées américaines s'est néanmoins fortement transformée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Suivant l'évolution des contextes d'engagement, cette transformation s'est opérée grâce aux divers retours d'expérience et sous l'impulsion des différents chefs politiques et militaires qui se sont succédés. L'étude de l'évolution stratégique et doctrinale des États-Unis lors des 15 dernières années de guerre en Irak est d'ailleurs plutôt éclairant et servira l'analyse dans cette étude. Durant ces années de guerre, En effet, après avoir d'abord testé au Moyen-Orient une stratégie directe suivant une logique de *hard power* imposé par la supériorité technologique, puis une approche indirecte mêlant *Soft Power* et *leading from behind* pour mener des

opérations de contre-insurrection ou de contre-terrorisme, les Américains ont finalement opté pour un *smart* combat, plus en phase avec une stratégie flexible et agile.

Dans ce contexte de dilution spatio-temporelle et de nivellement généralisé, l'enjeu est finalement de bien comprendre l'environnement opérationnel pour définir une stratégie adaptée et bien dosée. La prise de conscience d'une complexité toujours plus grande du contexte d'engagement est effective et les menaces sont aujourd'hui relativement bien cernées. Néanmoins, le positionnement du curseur entre une approche directe ou indirecte est encore flou et la question du bon dosage du modèle stratégique à appliquer reste ouverte. Ceci est d'autant plus difficile que l'on sait plus vraiment aujourd'hui définir une victoire stratégique, tant il est rare d'observer des résolutions de crises durables. Pour répondre à ce problème, les États-Unis ont développé le concept « *by, with and through* » qui semble contenir les germes d'une solution stratégique équilibrée. Cette étude visera alors à en tirer les principaux enseignements pour tenter de proposer une solution adaptée aux conflits actuels

Ainsi, après un rappel historique des principales raisons de la présence américaine au Moyen-Orient, nous analyserons l'évolution de la stratégie américaine selon plusieurs grandes phases. Ces dernières résultent d'une part des contextes politiques et des changements d'administration présidentielles, mais aussi d'une prise de conscience des hauts dirigeants militaires qui ont su, avec plus ou moins de bonheur, orienter ces évolutions doctrinales. Il s'agira alors d'identifier les principaux enseignements que nous pouvons tirer de ces 15 années de guerre en Irak pour éventuellement inspirer la stratégie française dans sa façon d'aborder les défis de demain. Enfin, inspiré par l'analyse de ces retours d'expérience, la définition d'une stratégie dite « immunitaire » sera proposée.

Chapitre 2 : La lente maturation de la stratégie de coopération militaire américaine : un contexte historique et géopolitique complexe

1. *Rappel historique de la coopération militaire américaine : un lien politico-militaire compliqué*

La coopération militaire américaine s'est pleinement développée à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec notamment des plans de relance économique et technique destinés à accompagner la reconstruction de pays européens (France et Allemagne notamment) ou d'anciens pays ennemis tels que le Japon. L'armée grecque, largement reconstruite grâce au Plan Marshall, démontra toute l'efficacité de ce type d'approche. Cette première forme de « création de capacités » fut alors renouvelée en Asie, notamment en Corée avec le programme *Korea Military Advisor Group (KMAG)*. Déjà il s'agissait de construire de nouveaux régimes stables, dépendants des États-Unis et par conséquent sans danger pour les intérêts nationaux de ceux-ci. Il s'agissait aussi d'empêcher toute propagation de l'idéologie communiste portée à l'époque par l'URSS. De nombreux programmes ont alors été développés, encadrés par différentes lois dont les plus connues sont le *Foreign Assistance Act (FAA)*¹ voté en 1961 ou l'*International Security Assistance and Arms Export Control Act (AECA)* de 1976².

Dans ces différents cas, l'approche restait très conventionnelle et technique. Il s'agissait plus d'apporter une aide matérielle que de développer les compétences humaines de ces armées partenaires. Ainsi, l'efficacité de l'influence américaine sur les pays aidés n'était pas garantie comme en témoigne l'échec du programme vietnamien *Military Assistance Command Vietnam (MACV)*. À l'image de ce que put être la guerre d'Algérie pour les Français, la défaite stratégique au Vietnam fut un choc si dur pour l'armée américaine, que son ombre plane encore aujourd'hui sur les différentes réflexions stratégiques et doctrinales. Durant ces quelques années de guerre, l'armée américaine s'essaya au développement de milices autochtones à l'image des compagnies jaunes créées par les Français en Indochine. Le *Combat Action Program*, conduit entre 1965 et 1971 visait à faire patrouiller en zone rurale un groupe de *Marines* avec des forces locales partenaires. Des résultats concrets furent obtenus dans cette première approche contre-insurrectionnelle, appelée *Overseas internal*

¹ Cette loi a notamment créé la nouvelle agence *United States Agency for International Development (USAID)* pour séparer les programmes d'assistance non-militaire (politique, économique, humanitaire...) des programmes militaires.

² Cette loi permis le lancement de l'*International Military Education and Training (IMET)*.

defense (1962) puis *Foreign Internal Defense*. Cependant la défaite stratégique, confirmée quelques années après la fameuse offensive du Têt, effaça tous ces efforts. Le choc de cette défaite fut tel que l'on assista à un divorce du couple politico –militaire. L'armée américaine refusa d'endosser cet échec et décida de se recentrer sur son cœur de métier - la conduite de la guerre - afin qu'on ne puisse plus jamais douter de sa compétence et que plus aucun échec ne puisse lui être attribué. Ainsi des personnalités comme le général Westmoreland appelèrent les Armées à s'engager dans une conduite de la guerre plutôt de haute intensité, fondée sur la supériorité technologique³. En conséquence, les approches plus indirectes, comme celles initiées par le corps des *Marines* furent laissées de côté pendant plusieurs années, du fait du lien politique qu'elles pouvaient renfermer.⁴ Les termes utilisés par les autorités militaires de l'époque pour qualifier ce type d'opérations – *small war* ou *operation other than war* - témoignent du dédain de ces derniers à l'égard de ces opérations et manifestent surtout leur refus d'un interventionnisme trop poussé qui conduirait inéluctablement à l'enlèvement, comme ce fut le cas au Vietnam.

Pendant toute la période de la Guerre froide, les activités d'assistance militaire se sont alors poursuivies principalement de façon clandestine, avec les agents de la CIA (*Central Intelligence Agency*). À compter des années 1990, avec la mutation des conflits en crises, les militaires américains se sont à nouveau investis dans ce type d'approche opérationnelle moins directe, comme l'illustre le développement du concept de *low intensity conflict*⁵. Ils s'engagèrent alors en Bosnie, au Kosovo, en Géorgie ainsi que dans les Philippines en respectant ces nouveaux concepts avec des degrés d'application variables. Les résultats obtenus aux Philippines sont aujourd'hui encore cités en exemple alors que nous avons peu d'information sur l'efficacité réelle des programmes conduits dans les Balkans.

L'approche américaine d'assistance à un pays tiers s'est complexifiée au fil des années avec l'émergence de différents concepts qui se sont juxtaposés, bien que recouvrant souvent

³ En 1969, le général Westmoreland, chef d'état-major de l'*Army*, déclarait devant le Congrès : « sur le champ de bataille du futur, les forces ennemies seront localisées, traquées et ciblées presque instantanément par l'utilisation de liaisons de transmission, l'évaluation de l'espionnage assisté par ordinateur et le contrôle automatique des tirs...J'ai confiance en ce que le peuple américain attende que ce pays retire tout l'avantage de ces technologies – reçoive et applaudisse les développements qui remplaceront partout où ce sera possible l'homme par ma machine ».

⁴ Stéphane Taillat. "*L'impuissance de la puissance ?*" : *l'action des militaires américains en Irak (2003-2008)*. Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2013, page 107 et page 80.

⁵ United States Department of the Army, *Field Manual 100-20: Military Operations in Low Intensity Conflict*, 5th December 1990.

des missions assez proches, comme l'illustre la figure 1 ci-dessous. La distinction n'est pas toujours claire selon la littérature spécialisée mais il apparaît que la « *foreign assistance* » se décompose globalement en deux grands concepts : *security assistance* et *security cooperation*, eux-mêmes parfois déclinés en sous-concept divers.

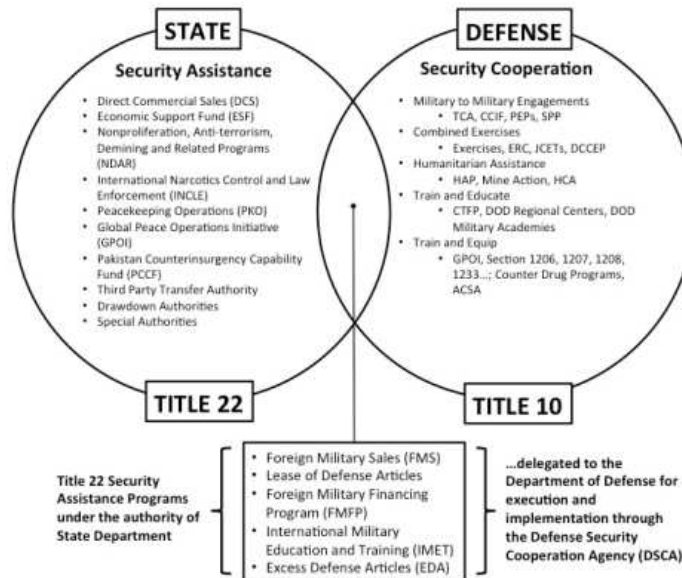


Figure 1 : relation entre Security Assistance et Security Cooperation⁶

Encadrée par les socles du FAA et de l'AECA, la « *security assistance* » peut être comprise comme un ensemble de programmes administrés par le département d'État⁷ (DoS) sous le Titre 22. Il s'agit de participer au développement du partenaire sur de grandes thématiques telles que la démocratie, l'État de droit, l'aide humanitaire ou la paix et la sécurité. Dans ce dernier domaine, les programmes les plus connus sont l'*International Military Education and Training program* (IMET), qui vise principalement à former les chefs ou futurs hauts cadres des armées étrangères et les *Foreign Military Sales* (FMS) ou *Foreign Military Financing* (FMF) qui ont pour objet de faciliter l'export d'armements, la subvention de services ou d'exercices militaires conjoints. Bien que gérés par le DoS, ces quelques programmes de la branche sécurité sont mis en œuvre par le ministère de la Défense américaine (DoD). Ces quelques exemples montrent la charnière existante entre la *security assistance* et la *security cooperation*, cette dernière étant pleinement administrée par le DoD sous le titre 10. À travers la *security cooperation*, le DoD développe ses propres programmes concentrés sur les aspects

⁶ Anthony F. Heisler, "By, with, and through: the theory and practice of special operations capacity-building", *Monterey, California: Naval Postgraduate School*, décembre 2014, p 41.

⁷ Ministère américain des affaires étrangères.

sécuritaires et visant à faciliter ses approches de contre insurrection ou de contre-terrorisme. En entraînant, équipant (programmes de la section 1206) et conseillant les armées étrangères, ils construisent des relations stratégiques solides. Le partage de renseignement et l'appui logistique (programmes des sections 1208 et 1210) viennent compléter cette démarche, dont les objectifs majeurs restent le combat contre les ennemis communs et la conservation d'un accès sur tous les continents, qui permettent ainsi la défense des intérêts stratégiques des États-Unis.

La différenciation des différents concepts comme la catégorisation de ces nombreux programmes ne sont pas un exercice facile, ce qui complique en conséquence, les liens entre les acteurs chargés de leur mise en œuvre ou du contrôle de leur efficacité. Cette bicéphalie dans la répartition des responsabilités illustre aussi les enjeux budgétaires historiques entre le DoS et le DoD. On notera néanmoins que les événements du 11 septembre 2001 auront été un tournant significatif dans cette lutte de pouvoir interministérielle. En effet, la plupart des programmes votés par le Congrès après les événements ont majoritairement été confiés au DoD. Celui-ci a d'ailleurs capitalisé sur les retours d'expérience des dernières années de guerre pour justifier la paternité de programmes plus globaux que le concept de *Security Force Assistance* recouvre aujourd'hui. Le sujet reste la construction de capacités de défense, mais l'effort n'est plus seulement les armées. Les forces non-militaires, comme la police, les douanes ou d'autres forces spécialisées, peuvent désormais bénéficier de l'appui financier, matériel et humain des Américains. Sans attendre l'officialisation d'une doctrine qui se fait toujours attendre, les premières opérations de ce type ont été initiées en Afghanistan et en Irak, concomitamment avec l'application de la nouvelle doctrine de contre insurrection. Donnant globalement satisfaction, elles se sont alors étendues sur l'ensemble des théâtres américains. Marquant l'effort sur les missions OTERA⁸ (*organizing, training, equipping, rebuilding/building, and advising Foreign Security Forces*), l'objectif actuel dépasse celui des concepts de *Foreign Internal Defense* ou de contre-insurrection. Il ne s'agit plus seulement de permettre au partenaire de pouvoir assurer la sécurité chez lui, mais de lui permettre d'intervenir éventuellement à l'extérieur de ses frontières, alimentant ainsi d'éventuelles ambitions régionales.

Les ressources humaines et financières consacrées aux partenariats comme les ambitions diverses affichées par les nombreux concepts d'assistance montrent l'intérêt grandissant des

⁸ Joint Center for International Security Force Assistance. "Historical Context and Contemporary Understanding of SFA." Joint Center for International Security Force Assistance, 2014.

États-Unis pour ces opérations de basse intensité, qui s'inscrivent dans une démarche d'influence et ne vise qu'à assurer l'hégémonie plus ou moins discrète des Américains.

2. Une longue histoire avec le Moyen-Orient

Depuis plusieurs siècles, les États-Unis entretiennent des relations ambiguës avec le Proche et le Moyen-Orient. Au début du XIXe siècle, les *Marines* vivaient leurs premiers engagements contre les États barbaresques (du Royaume du Maroc à l'actuelle Libye) pour lutter contre la piraterie barbare qui menaçait leur commerce. Après un intermède plutôt long, pendant lequel l'armée américaine était principalement engagée dans son environnement proche en Amérique du sud et ponctuellement en Asie, ils se ré-intéressent au Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale et après avoir découvert les ressources énergétiques potentielles de cette région du monde. À compter de cette période, ils ne perdirent plus réellement de vue cette zone et s'attachèrent à reprendre l'espace laissé progressivement libre par les colons européens. Les ravages de la Seconde Guerre mondiale et des guerres de décolonisations ouvrirent la voie à de nouveaux partenariats stratégiques entre les États-Unis et plusieurs pays du golfe persique tels que la Turquie, l'Arabie Saoudite et Israël.

En Iran, le Premier ministre Mossadegh mit tout en œuvre durant l'année 1952 pour nationaliser pleinement les entreprises pétrolières, jusqu'ici contrôlée principalement par l'Occident et plus particulièrement le Royaume Uni. L'éviction de Mossadegh en 1953, grâce aux Britanniques et aux services secrets américains⁹, permit aux USA de placer le chah Mohammad Reza Pahlavi qui leur est davantage favorable. Grâce à cette prise de guerre politique, ils purent consolider leur bouclier anti-URSS, mû par la logique de *containment* (endiguement) de la doctrine Truman à l'encontre de l'influence soviétique. Ainsi, en 1955, l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni signaient le pacte de Bagdad sous la tutelle informelle et bienveillante des Américains. Dans tout le Moyen-Orient, l'influence et la présence américaine était grandissante. La crise de Suez (1956) effaçant définitivement le reste d'influence française et anglaise dans cette région, mit en évidence les risques pour l'Occident d'un flux pétrolier non maîtrisé. Le blocus pétrolier par les pays de la péninsule pouvait donc devenir une arme contre l'Occident et revêtit désormais une valeur plus politique qu'économique. Tenant compte de ce nouvel élément et des tensions grandissantes dans la région avec le panarabisme d'une part, les velléités irakiennes sur le Koweït et la

⁹ « la CIA reconnaît avoir renversé le Premier ministre iranien en 1953 », *Le Monde*, 19/08/2013, en ligne sur http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/19/la-cia-reconnait-avoir-renverse-le-premier-ministre-iranien-en-1953_3463576_3222.html

révolution islamique d'autre part, le président américain Carter identifia la région du Golfe comme une zone d'intérêt vital pour son pays et affirma qu'il n'hésiterait pas à employer la force pour la défendre.

À compter de cette période, les États-Unis durent sans cesse fournir des efforts pour maintenir leur influence dans cette partie du monde. Le jeu des alliances et notamment son soutien à Israël, consolidaient leur position d'ennemi pour l'Iran. Par ailleurs, après avoir soutenu Saddam Hussein dans la guerre Iran-Irak, ils s'opposèrent à lui en 1990 lorsqu'il tenta de s'emparer du Koweït pour s'offrir un accès à la mer et de nouveaux gisements pétroliers. Leur fort engagement dans la guerre du Golfe, sous résolution de l'ONU, fut un tournant dans les relations irako-américaines et Saddam Hussein devint « l'homme à abattre ».

Chapitre 3 : Coercition *versus* stabilisation, l'évolution de l'action militaire américaine en Irak de 2003 à nos jours

Le 11 septembre 2001 fut l'élément déclencheur d'une nouvelle phase guerrière. Après des dizaines d'années d'engagements militaires, destinés à gérer des crises limitées par l'ombre de l'arme nucléaire, une « nouvelle histoire » se révélait avec le retour dans l'échiquier géostratégique des idéologies notamment religieuses, insensibles à toute dissuasion.

En réponse au choc vécu par la destruction des *Twin Towers*, George W. Bush lança son pays dans une guerre contre les talibans afghans qui détenaient une part de responsabilité dans l'organisation de cet attentat. Pour rendre lisible cette nouvelle guerre qui ne visait pas des États spécifiquement mais un ennemi non conventionnel, le Président Bush tenta de conserver une forme de bipolarité internationale en incitant chacun à choisir un camp. Ainsi il marquait l'entrée des États-Unis dans la *Global War On Terror* avec cette formule « qui n'est pas avec nous, est contre nous », prononcée le 21 septembre 2001 devant le Congrès. Puis, certains pays arabes étant accusés d'immobilisme face au terrorisme du fait de leurs réactions jugées insuffisantes ou inexistantes, les Néo-conservateurs américains poussèrent le Président à mettre à exécution ses menaces. Tout pays accusé d'encourager le terrorisme notamment en lui facilitant l'accès à des armes hautement technologiques pouvait devenir la cible d'une guerre préemptive voire préventive. Après avoir obtenu des gages politiques de la part de l'Arabie Saoudite (pour redresser leur contrôle religieux et couper tout soutien à des groupes terroristes), la maison Blanche décida de s'attaquer à l'Irak, soupçonné d'avoir entretenu des liens avec Al Qaida et d'avoir conservé secrètement des armes de destructions massives.

Dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, Georges W. Bush désignait l'Irak comme faisant partie de « l'axe du Mal », au même titre que la Corée du Nord et l'Iran, qu'il nommait expressément. Motivés par la vengeance et déterminé à reprendre pied dans cette région pour défendre les intérêts vitaux américains, il s'agissait donc désormais, de tout mettre œuvre pour envahir l'Irak, destituer Saddam Hussein et mettre en place un nouveau régime favorable aux Américains. En se créant un nouvel allié dans le Golfe, les Américains allaient, dans le même temps, déstabiliser le régime saoudien et se rendaient également moins dépendant de ces derniers. Diverses annonces vinrent confirmer l'objectif de cette invasion, montrant toute l'intention américaine de mettre cette région à leur main. En février 2004, les Américains dévoilèrent leur projet de « Grand Moyen-Orient », « visant à démocratiser et

développer cette région »¹⁰. En 2005, la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice alla jusqu'à l'évocation d'une stratégie de « chaos constructif » qui recouvrait à la fois la politique de « *regime change* » mais aussi une politique d'entretien d'une instabilité maîtrisée, permettant aux Américains de rester présent dans cette sous-région qui leur est tant vitale.

1. L'invasion de l'Irak en 2003 : du regime change à la contre-insurrection

Après un court rejet de la résolution 1441, votée à l'unanimité lors du Conseil de Sécurité du 8 novembre 2002, Saddam Hussein finit par permettre l'accès sans restriction aux observateurs de l'ONU. Sous la direction de Hans Blix, 270 inspecteurs arrivèrent à la fin du mois de novembre pour contrôler l'ensemble des sites irakiens. Ces derniers étaient chargés d'enquêter sur les accusations faites à l'Irak de posséder et entretenir des armes de destructions massives. En 2002, Dick Cheney, Colin Powell, Tony Blair et quelques autres autorités américaines et britanniques soutenaient l'existence de telles armes. Le rapport de la CIA, « *Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs* », confirmait la thèse selon laquelle Saddam Hussein violait les résolutions et restrictions des Nations unies, en poursuivant des programmes d'armes nucléaires, biologiques et chimiques. Sans attendre les conclusions du rapport de l'ONU commandé pour début 2003, l'ensemble de ces éléments permirent à l'administration Bush de convaincre assez facilement le Congrès, qui, le 11 octobre 2002, finit par donner son accord, pour recourir à la force contre l'Irak. L'agence internationale pour l'énergie atomique et d'autres pays comme la France, n'étaient pas convaincues par les preuves présentées au conseil de sécurité de l'ONU le 12 septembre 2002 et préféraient attendre le résultat de l'inspection avant de se prononcer en faveur de sanctions à l'égard de l'Irak. Pour autant, malgré le réquisitoire d'Hans Blix et les appels à éviter la guerre de plusieurs pays tels que la France, la Russie, l'Allemagne et la Chine, les Etats-Unis ordonnèrent les premières frappes de l'opération « *Iraqi Freedom* » le 19 mars 2003.

Pour conduire cette invasion, le secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld confia la planification de l'opération au général Tommy Franks. Encouragé par Colin Powell et le vice-président Dick Cheney, Donald Rumsfeld décida de mener une attaque fulgurante en utilisant toute la puissance technologique américaine et un dispositif humain au sol plutôt léger et agile, à l'image de ce qui avait été fait en Afghanistan, quelques mois auparavant, notamment

¹⁰ Alia Al Jiboury, dossier « La politique américaine et ses évolutions depuis le projet du Grand Moyen Orient », *Modus Operandi*, novembre 2006, en ligne sur http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-533_fr.html , consulté le 20 décembre 2017.

lors de l'opération Anaconda¹¹. Le déploiement de la 10^e division de montagne américaine sur un modèle léger, sans artillerie divisionnaire et doté principalement de ses simples mortiers, témoignait de la volonté américaine de moderniser leur façon de combattre. Pour permettre cela et suivant les principes de Warden, l'appui chasse et aéromobile allaient être fortement engagés pour décapiter le régime de Saddam Hussein en ciblant les principales institutions, les organes militaires et les chefs militaires. Ainsi, à la tête d'une Coalition de 30 pays environ et doté d'une force américaine d'une supériorité technologique sans égal mais plus réduite que celle engagée dans la guerre du Golfe, le général Tommy Franks s'empara de l'Irak après seulement 22 jours de combat (19 mars au 09 avril). Le début de « l'Opération *Iraqi Freedom* » (OIF) était une victoire tactique que les Américains n'allaient jamais réussir à transformer en victoire stratégique.

Malgré le vent de liberté que les Irakiens ont probablement dû ressentir après l'arrêt de plus de trente années de dictature et la levée des sanctions économiques (résolution 1483 de l'ONU), plusieurs fautes militaires et politiques ont été commises, empêchant toute stabilisation réelle et durable. Au plan politique, les ordonnances de Paul Bremer initiant la dé-ba'athification de *l'intelligentsia* irakienne et la volonté ferme d'imposer la démocratie entraîna de nombreux troubles dans l'ordre politique et culturel qui s'était établi jusqu'alors. En effet, les chiites étant plus nombreux numériquement, le système démocratique occidental les imposait pour prendre les rênes du pays, marginalisant alors fortement les sunnites qui, bien que moins nombreux, dominaient depuis des dizaines d'années. La dissolution des services de sécurité et la réorganisation de la fonction publique irakienne déstabilisèrent toute la société irakienne. L'explosion soudaine du nombre de personnes se retrouvant sans emploi, associée aux rivalités tribales et confessionnelles créèrent les conditions de la défaite stratégique. L'absence de plan de transition économique, faisant écho à l'absence de plan de réconciliation, rendait vain tout espoir de pacification. Cette absence de stratégie de reconstruction mit alors en évidence la nécessité de maîtriser l'environnement social et culturel dès la phase de planification comme celle d'avoir une approche culturelle dès la phase de coercition.

À l'image de la guerre éclair du général Franks, Paul Bremer mena la transition politique au pas de course. Très vite, l'Autorité Provisoire de la Coalition laissa la place au Conseil de gouvernement intérimaire (CGI), formés par des Irakiens chiites choisis par Bremer. En 2004

¹¹Richard Kugler, "Operation Anaconda in Afghanistan, a Case Study of Adaptation in Battle", *National Defense University, Center for Technology and National Security Policy, Fort Lesley J. McNair, Washington, 2007*, p 3.

un accord fut rapidement obtenu sur le projet de nouvelle constitution¹² avant que le CGI passe le relais au gouvernement de transition en Irak, qui mit au pouvoir Nouri Al-Maliki à la suite des élections de janvier 2005. Cette transition politique s'est effectivement réalisée sur un tempo plutôt rapide mais dans des conditions sécuritaires et militaires peu favorables. En effet, la violence et l'insécurité avaient poursuivi leur développement et cette dégradation avait été mal analysée par les responsables politiques et militaires américains. Communiquant toujours très mal entre eux, les plaies du divorce politico-militaires vécu au Vietnam restant ouvertes, ceux-ci n'avaient pas vu l'insurrection monter, considérant ces troubles comme des violences post-invasion. L'absence d'opération civilo-militaire pour répondre aux besoins de premières nécessités aux Irakiens en proie à l'insécurité permanente, au manque d'eau et d'électricité illustre ce défaut d'appréciation tout comme le manque d'intérêt des chefs militaires américains pour les opérations autres que la guerre.

In fine, ce défaut de stratégie réelle de pacification, de reconstruction et de sortie, coordonnée entre les intervenants politiques et militaires revêt la forme d'un déni stratégique hérité de la guerre du Vietnam. L'enlèvement vécu à cette époque a inhibé toute appétence américaine pour le « nation building », ce qui explique partiellement la rapidité de la transition politique réalisée en Irak. Si tactiquement, la phase coercitive fut un succès, l'impréparation à la complexité de l'environnement culturel et religieux retiendront les « *boys on the ground* » malgré leur volonté tenace de ne s'enliser à aucun prix.

2. Une phase de stabilisation et de reconstruction laborieuse

La victoire fulgurante contre le régime d'Husseïn avait pris la forme d'un « *catastrophic success* ». La rapidité avec laquelle l'ensemble des actions politiques et militaires ont été conduites cache en réalité un défaut stratégique sur l'aspect reconstruction. Cette étape décisive et nécessairement longue, ne semble pas avoir été parfaitement anticipée si bien que les premiers efforts concrets pour reconstruire une armée irakienne sont survenus seulement en 2005.

En dehors du fait que les Américains, civils et militaires, veulent éviter un nouvel enlèvement désastreux (comme nous l'avons développé plus haut en évoquant la guerre du Vietnam), l'autre justification de cette lacune stratégique provient aussi certainement d'une mauvaise

¹² La constitution irakienne sera adoptée lors d'un référendum populaire en octobre 2005. Elle est promulguée en 2006 avec notamment loi sur le fédéralisme irakien. Il est dit, entre autres, que l'état irakien est désormais une « république démocratique, fédérale et représentative » (Art. 1) et un « pays multi-ethnique, multi-religieux et multi-sectaire » (Art. 3).

perception du résultat du rapport « *Reconstructing Iraq : Insights, Challenges and Missions for Military Forces in Post-Conflict Scenario* » commandé pour le début de l'invasion aux historiens Conrad Crane et W. Andrew Terril¹³. En effet, la conclusion majeure de ce document était que le modèle de reconstruction employé par les États-Unis après la seconde guerre mondiale (pour l'Allemagne et le Japon notamment), n'était pas transposable pour l'Irak parce que les situations militaires, politiques et culturelles étaient peu comparables. Fort de cette conclusion, les autorités américaines ont retenu la solution qui minimisait leurs craintes, à savoir une reconstruction à la charge des Irakiens eux-mêmes. La reconstruction des forces de sécurité irakiennes (FSI) n'allait donc pas être l'effort du plan de campagne comme en témoignent les objectifs peu ambitieux et l'organisation immature des unités de la Coalition responsables de cette mission.

En juin 2003, la *Coalition Military Assistance Training Team* (CMATT) fut créée par le niveau opératif *Coalition Joint Task Force 7* (CJTF7) avec la mission de gérer l'entraînement de quelques bataillons commandos et de neuf brigades légères¹⁴, soit environ 10 à 15000 hommes¹⁵. Cet entraînement était confié à des sociétés militaires privées sous contrats (*contractors*) alors que les forces conventionnelles étaient orientées vers la création et la formation d'une milice paramilitaire constituée de plusieurs compagnies destinées principalement aux missions de maintien de l'ordre. En 2004, l'organisation du commandement tactico-opératif fut réorganisé en Irak. Ainsi le CJTF7 fut divisé en deux entités : le *Multinational Corps-Iraq* (MNC-I) chargé de suivre l'emploi des forces dans la conduite des opérations quotidiennes ; et la *Multinational Force-Iraq* (MNF-I) tournée vers le niveau stratégique et chargée des plans et du suivi de la campagne. En parallèle, la CMATT dont les résultats tardaient à venir faute de ressources humaines (seulement 39 conseillers) s'effaça au profit du MNSTC-I (*multinational Security Transition Command-Iraq*) sous la direction du Lieutenant General David Petraeus, dont la mission était désormais de mettre sur pied 10 divisions irakiennes (environ 50000 hommes) dès que possible. En dépit de la mise à l'écart des *contractors* par le général Petraeus, l'éclatement de la chaîne de commandement opérative n'a pas vraiment permis de supprimer les écueils qui persistaient. D'abord, les formateurs militaires étaient non seulement peu nombreux mais surtout non entraînés à cette

¹³ Stéphane Taillat, *idem*, p 79.

¹⁴ Liam Walsh, *Enabling Others To Win In A Complex World: Maximizing Security Force Assistance Potential In The Regionally Aligned Brigade Combat Team*, United States Army War College Press, December 2015, page 9.

¹⁵ Selon les standards irakiens.

mission spécifique. Ensuite, il n'était pas rare que ces conseillers soient détournés de leur mission d'entraînement pour faire de l'accompagnement au combat, ce qui posa un problème de cohérence et de force protection. Dans une interview, le commandant de l'*US Army Reserve Command* affirmait : “*I thought the 98th Division would essentially do a training base kind of thing. But what actually happened was that many of these outstanding soldiers found themselves embedded inside Iraqi units*”¹⁶. Ce fut notamment le cas par exemple pour la bataille de Fallujah en 2004.

Dans ces conditions et toujours sans ressource, il était difficile pour le MNSTC-I de relever proprement le challenge qui lui avait été fixé. Ainsi, pour former toutes ces divisions en un temps record, le MNC-I décida de confier cette même mission de formation aux unités combattantes qui créèrent des équipes de formateurs au pied levé. Ceux-ci délivrèrent des programmes d'entraînement « *ad hoc* » établis sans concertation avec le MNSTC-I et les « responsables formation » du niveau opératif. En l'absence de véritable coordination, la synergie des efforts était rendue impossible et les résultats qualitatifs ne furent pas au rendez-vous. Après de nombreux mois de débattement et conscient de l'inefficacité de leur organisation pour reconstruire l'outil militaire irakien, les chefs américains initièrent les premières réformes structurelles fin 2004. Les *Military Transition Teams* (MiTT) succédèrent aux *Advisor support teams* (AST) et apportèrent deux nouveautés conceptuelles. L'apparition du terme « transition » dans le titre de cette unité spécifique a dévoilé la prise de conscience du *Department of Defense* (DoD) et du *Department of State* (DoS) quant à la nécessité d'organiser une transition rapide avec les FSI. De plus, les MiTT sont désormais intégrées aux brigades de combat, facilitant à la fois une meilleure coordination des effets sur le terrain et offrant une meilleure protection des soldats servant dans ces unités.

Pour autant, l'autre principal écueil n'avait pas encore été réglé et les ressources humaines restaient négligeables au regard des attentes et enjeux. Les équipes MiTT réduites à 11 personnes étaient un concentré de spécialités destinées à apporter une expertise aux forces de sécurité étrangères. Les précisions données ci-dessous donnent un aperçu de ce que les MiTT auraient dues être selon la théorie :

“MiTTs consisted of officers and senior NCOs from across combat arms and support branches, responsible for not only training and advising the Iraqi forces, but also for ensuring the Iraqi army had access to American enablers such as fire support and medical evacuation

¹⁶ Liam Walsh, *op. cit.*, p. 10.

assets. In theory, a brigade-level MiTT was led by a combat arms lieutenant colonel, with a combat arms major as his maneuver trainer, and then an officer and NCO team in specialty areas such as intelligence, logistics, fire support, communications, and medical support. At the battalion level, the trainers dropped to a corresponding rank—generally led by a captain and made up mostly of company grade officers and staff sergeants through sergeants first class, while at the division, the sourcing went up, as colonels led division MiTTs. Therefore, in theory the MiTTs had the expertise to train and advise the Iraqi army, while also possessing the tactical skills needed to bring U.S. enablers to bear in support of the Iraqi army”.¹⁷

S’il est vrai qu’un effort fut consenti pour améliorer le recrutement de ces équipes, leur expérience dans le domaine du conseil et leur impréparation à l’accomplissement de cette mission spécifique restaient insuffisantes. À défaut de standard doctrinal, les MiTT et les brigades dans lesquelles elles étaient intégrées, testèrent différentes approches avec plus ou moins de succès. Cette période 2004-2006 fut fondamentale pour l’amélioration de la doctrine de *Foreign Internal Defense* et le développement de la nouvelle doctrine de contre-insurrection.

Plusieurs actions originales peuvent être citées en exemple du fait de leur bonne capacité à mêler les contraintes culturelles et l’efficacité opérationnelle :

Au niveau conceptuel, des principes tels que celui des *Three Blocks War*¹⁸, développés à la fin des années 1990 par le général *Marines* Charles Krulak sont remis au goût du jour. Certains chefs militaires comme le général Mattis, alors commandant de la 1^{ère} division *Marines*, donnent aussi des directives assez claires pour changer l’esprit avec lequel les Américains étaient entrés en Irak. Dans son expression «*No Better Friend, No Worse Enemy* », il demandait à ses subordonnés d’avoir un gant de velours cachant une main de fer. Comme le maréchal Lyautey l’avait déjà développé en 1900 dans son ouvrage « du rôle colonial de l’armée », le général Mattis appelait ses *Marines* à se montrer constructifs avec la population tout en étant intransigeants vis-à-vis des insurgés. La prise en compte du rôle des armées pour faciliter le retour de la gouvernance, le développement des opérations civilo-militaires et

¹⁷ Liam Walsh, *idem*, p 12.

¹⁸ Cette doctrine affiche la nécessité pour les forces d’être capable de réversibilité et adaptabilité. Dans une zone donnée, une même unité doit pouvoir conduire des actions militaires sur un pâté de maison, alors qu’elle conduit des opérations de stabilisation dans un second pâté de maison et délivre une aide humanitaire dans un troisième.

l'usage maîtrisé de la force (« *First, Do No Harm* ») étaient devenus les trois lignes d'efforts des opérations de l'USMC.

Le lieutenant-colonel Christopher Conlin, commandant le 1^{er} bataillon du 7^{ème} régiment de *Marines* (1/7) l'illustre parfaitement lorsqu'il déclare que « *les Marines doivent se préparer à influencer l'espace de bataille en servant comme administrateurs civils, portes parole des affaires publiques, forces de police et travailleurs humanitaires* »¹⁹

Du côté de l'Army, le général Petraeus, inspiré par sa thèse sur le Vietnam et ses expériences opérationnelles en Bosnie et Haïti, imposait aussi son style en menant ses opérations selon trois phases. Sa priorité restait le rétablissement de la sécurité dans sa zone de responsabilité. Pour cela il estimait qu'une masse critique de troupes débarquées était nécessaire pour saturer la zone d'une part mais surtout obtenir du renseignement grâce à une présence quasi permanente auprès de la population. La reconstruction des FSI était donc déterminante pour constituer cette masse utile et les contacts avec la population devaient être cordiaux pour « gagner les cœurs » et surtout le renseignement. Ensuite ou de façon relativement concomitante, il s'agissait de participer à la restauration de l'autorité gouvernementale puis à la relance économique avec, entre autres, des actions civilo-militaires. Pour atteindre cette ambition, il n'hésita à modifier l'organisation de ses unités en pratiquant la distorsion d'emploi pour assurer la gestion des sites stratégiques et accomplir des tâches agricoles ou de travaux publics. L'expérience de Petraeus donna des résultats encourageants à Mossoul et il en fut de même pour les initiatives du colonel McMaster à Tal Afar, ville de la province de Ninive également connue pour être un terreau insurrectionnel sunnite²⁰. La compréhension de l'importance de la maîtrise du milieu humain commençait à être appréhendée.

Si la province de Ninive vécut quelques améliorations, la province de l'Anbar ne suivit pas le même chemin. Dans cette région, la présence sunnite et l'influence tribale restaient très fortes. La rancune contre le régime en place et la politique américaine de dé-ba'athification restaient dans les mémoires. L'Anbar était de plus en plus marquée par l'influence d'Al Qaida dont la priorité était la conduite du djihad à l'international contre l'Occident et les États-Unis en particulier. En Ninive, une vision différente du djihad commençait à se développer. Pour les

¹⁹ Christopher Conlin, « What Do You Do For An Encore », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°9, septembre 2004, p.76.

²⁰ Taillat, *idem*, p 121.

insurgés du Nord, l'ennemi prioritaire était le musulman chiite et le gain d'influence locale était au cœur de leur stratégie.

En 2005, alors que la transition politique était déjà bien engagée, la situation sécuritaire restait fragile. L'administration Bush chercha alors une stratégie de sortie pour éviter d'être désignée responsable de l'échec de la stabilisation. Ainsi, le document stratégique "*National Strategy for Victory in Iraq*" mettait en évidence trois lignes d'efforts pour la suite du plan de campagne : neutralisation de l'insurrection, développement des FSI et optimisation de la gouvernance.²¹ L'enjeu concernant la reconstruction des FSI et le rôle que ceux-ci auraient à jouer dans la stabilisation commençait à être compris. Même si les Américains souhaitaient ne pas s'enliser en Irak, ils comprirent qu'une transition politique n'était pas suffisante. Ils ne pourraient réellement partir que lorsque les conditions sécuritaires permettraient un transfert de responsabilité aux FSI et autoriseraient un redémarrage économique.

"While the need to build Iraqi security institutions was never in doubt—it was always a key component of the United States' exit strategy—differences of opinion existed as to the priority the effort ought to have relative to other missions, such as counterterrorism and stability operations. As violence continued to escalate, voices inside and outside the Administration began arguing that the United States needed to prioritize the ISF capacity building effort more meaningfully"²².

Fort de ce constat, un renfort de plus de 1500 formateurs fut envoyé en Irak, au sein des brigades de combat pour accélérer la montée en puissance des divisions irakiennes. Cet effort fut néanmoins insuffisant par manque de coordination et en raison du déficit de doctrine.

3. 2006-2009 : le retour d'une contre insurrection rénovée

En parallèle de cette nouvelle compréhension du besoin d'approche systémique, la collecte, la diffusion et l'analyse des retours d'expérience et de la doctrine connurent un nouveau souffle. Des réseaux intranet sécurisés furent déployés sur l'ensemble des unités pour permettre à chaque utilisateur de partager son renseignement comme ses retours d'expérience. L'approche matricielle vint ici révolutionner le partage de l'information dans le domaine doctrinal qui, jusqu'alors était vertical et principalement « *bottom up* ». Face à cette

²¹ Kathleen J. McInnis et Nathan J. Lucas, "What-Is-Building-Partner-Capacity, issues for Congress", *Congressional Research Service*, 18 décembre 2015, p 28.

²² McInnis, *ibidem*.

dynamique, un grand chantier de réforme du *Center for Army Lessons Learned* (CALL) fut initié et le nouveau CALL reçut la mission de « générer en quasi temps réel des connaissances aux échelons tactiques, stratégiques et opératifs »²³. Dans le même temps et fort de ses expériences réussies, le général Petraeus²⁴ fut affecté au *Training and Doctrine Command* (TRADOC) pour rebâtir la doctrine de contre-insurrection américaine qui n'avait que très peu bougé depuis les années 1960. Il s'entoura d'officiers et universitaires expérimentés qu'il avait connu en Irak comme Conrad Crane²⁵, John Nagl²⁶, David Kilcullen, etc. Tant que la doctrine n'était pas mise à jour, chaque division construisait son propre programme de préparation opérationnelle sans cohérence de formation entre elles. Ainsi, la 1^{ère} division d'infanterie choisit de se positionner en référence pour la préparation aux missions d'assistance d'une force partenaire. Dans ce contexte et pour pallier cet écueil, John Nagl se voit également chargé de participer à la rénovation de l'ingénierie de formation des conseillers, pour d'une part imposer un meilleur recrutement des formateurs et futurs conseillers et d'autre part adapter leur préparation opérationnelle en la calquant au maximum sur les conditions futures de déploiement (terrain, langue, armements, organisation des détachements, etc)..

Edité en décembre 2006 après des mois de travail collectif, le *Field Manuel (FM) 3.24 Army's Counterinsurgency Manuel* devint un véritable best-seller. Ce succès fut à la hauteur de l'impasse stratégique dans lesquelles les armées du monde entier étaient, depuis l'émergence de ces nouveaux conflits irréguliers. Si ce document connut un succès rapide à l'international, il lança aussi un vif débat interne aux Etats-Unis. L'administration Bush était durement critiquée depuis des mois sur différents points et particulièrement sur le manque de résultat en Irak. C'était dans ce contexte de fragilité politique que le Président Bush avait commandé une révision stratégique, mais cela ne suffit pas à rétablir la confiance comme en témoigna la bascule de la majorité au Congrès, en novembre 2006, au profit des Démocrates.

²³ Taillat, *idem*, p 118.

²⁴ Le général Mattis sera également affecté au *Marine Corps Combat Development Command* en 2005, afin de faire bénéficier le corps des Marines de son expérience irakienne.

²⁵ En charge en 2003 de diriger la rédaction du rapport « *Reconstructing Iraq : Insights, Challenges and Missions for Military Forces in Post-Conflict Scenario* ».

²⁶ Auteur de " *Learning to Eat Soup with a Knife* " édité en 2002, traitant du combat de contre guérilla pratiqué par T.E. Lawrence.

Cette sanction fut de plus appuyée quelques semaines plus tard, par la sortie du rapport de l'*Iraqi Study Group*²⁷ (ISG) qui avait été demandé par le Congrès. Rendu public le 6 décembre 2006, le rapport Baker-Hamilton ne revint pas sur les objectifs stratégiques de l'administration en place mais prôna une approche différente. Face à l'incapacité actuelle des forces américaines à stabiliser l'Irak, l'ISG alertait sur le risque d'enlèvement et appelait à un retrait rapide des troupes américaines. Pour cela, il proposait d'accélérer la formation des FSI et surtout d'ouvrir des négociations avec les puissances régionales comme l'Iran et la Syrie²⁸. La vision « *top-down* » des diplomates retranscrites dans ce rapport venait alors s'opposer aux idées décrites dans le FM 3.24, où le général Petraeus donnait des solutions tactico-opératives qu'il avait lui-même éprouvées, fondées sur la patience et la masse des forces et plaçant la population comme centre de gravité. Selon lui, l'armée américaine ne devait envisager un retrait que lorsque les conditions sécuritaires seraient suffisamment bonnes pour permettre aux Irakiens de reprendre la main.²⁹

Après plusieurs semaines de débats et refusant de donner plus de crédit à ce désaveu politique, le Président Bush décida en janvier 2007 de suivre « *the new way forward* » conseillé par le général Petraeus, qu'il nomma d'ailleurs à la tête de la Coalition militaire en Irak (*Multi-National Force – Iraq*, ou MNF-I). Rapidement, un « *Surge* » de plus de 25 000 hommes était projeté pour s'ajouter aux 140 000 soldats américains déjà sur place. Obtenant la masse critique utile au maillage efficace de la zone d'opération, le nouveau commandant de la MNF-I pouvait récolter tout le renseignement nécessaire à la compréhension de l'environnement opérationnel dans lequel il évolue. L'approche du général Petraeus façonna la population pour la rendre plus unie, cohérente et globalement acquise à la cause de la réconciliation et de la reconstruction. De moins en moins perméable à l'influence des insurgés, celle-ci devint plus solide et compacte telle une enclume. D'un autre côté, l'augmentation des activités coups de poings des forces spéciales du général Mc Chrystall - commandant du *Joint Special Operations Command* (JSOC) à l'USSOCOM - constituait le marteau, toujours prêt à détruire les potentiels insurgés sur l'autel de l'« enclume populaire ». Par son intelligence de situation, le chef de la Coalition s'adapta au fonctionnement psychologique et culturel de ses interlocuteurs. En identifiant également les failles de

²⁷ Commission démocrate et républicaine, présidée par James Baker et Lee Hamilton.

²⁸Taillat, *op. cit.*, p 165.

²⁹ Ned Lamont, "Bush-Petraeus Contradicts Baker-Hamilton", *Huffington Post*, 09/12/2007, en ligne sur <https://www.huffingtonpost.com/ned-lamont/bushpetraeus-contradicts-b-64127.html>.

l'insurrection comme celles de l'intervention américaine, il apportait une nouvelle offre aux différentes demandes locales.

Le général Petraeus ne ménagea pas ses efforts pour créer les conditions d'une réconciliation politique au niveau local et provincial comme au niveau national. Ainsi, il travailla avec le premier ministre Maliki pour limiter les affrontements directs avec certains groupes insurgés chiites comme l'Armée du Mahdi, bras armé du mouvement politique dirigé par Moqtada Al Sadr. Surtout, il perçut toute la nécessité de réhabiliter les sunnites. Une première démarche fut initiée avec le gouvernement irakien pour réintégrer d'anciens soldats du régime de Saddam Hussein, mais l'effort porta plus particulièrement sur la réhabilitation du rôle des chefs de tribus, qui seraient centraux dans cette initiative. Le rétablissement de la gouvernance en Irak et notamment en Anbar, région la plus contestée à cette époque, ne pouvait passer que par le *tribal awakening*. Dès 2006 des actions avaient été entreprises pour resserrer les liens avec certaines milices sunnites de l'Anbar. Avec le *surge* et l'augmentation des moyens financiers permettant de rémunérer et équiper les tribus sunnites, les Américains avaient financé plusieurs groupes armés tribaux pour combattre les cellules d'Al Qaida, particulièrement implantées dans cette province. L'effort de formation fut donc porté sur ces forces supplétives ; les effets se firent rapidement sentir et la violence diminua dans cette province, même si la situation restait fragile. Progressivement un mouvement tribal sunnite d'ampleur - le « Réveil des Tribus » - se constitua et rassembla près de 54 000 miliciens sous la bannière des brigades du Sahwa³⁰. Conscient de l'importance de ce mouvement, le général Petraeus s'engagea dans des négociations avec le gouvernement Maliki pour intégrer dans les FSI un certain nombre de ces milices. Même si cela ne dura pas indéfiniment, l'intégration des brigades du Sahwa dans l'armée irakienne en octobre 2008 aura été une victoire supplémentaire de la stratégie de contre-insurrection du général Petraeus. Ces premiers résultats tempérèrent peu à peu les réticences au « *nation building* » des chefs militaires et responsables politiques américains. Condoleeza Rice, connue pour ses positions dures à l'égard du « *nation building* » déclarait en 2008 dans un article de Foreign Policy : « il apparaît de façon totalement claire que nous allons nous occuper du *nation building* pendant de longues années ». Si elle restait convaincue que cette mission ne devait pas être la priorité

³⁰Jean-Pierre Perrin, « Brigades du Sahwa : de la bannière étoilée à l'armée nationale », *Libération*, 3/10/2008, en ligne sur http://www.liberation.fr/planete/2008/10/03/brigades-du-sahwa-de-la-banniere-etoilee-a-l-armee-nationale_111519.

des Armées, elle admit aussi qu'aucune crise ne serait réglée aujourd'hui sans cette dimension holistique.

Au plan opérationnel plusieurs réussites en termes de stabilisation sont à mettre au crédit du *surge* et il est vrai qu'un effort de formation fut consenti. A l'été 2007, 150 000 soldats irakiens avaient effectivement pu être entraînés par les 6000 conseillers et formateurs déployés. Néanmoins la mission de reconstruction ne put être pleinement remplie, car ces derniers n'étaient pas suffisamment nombreux pour assurer la formation des unités plus structurantes (logistiques, états-majors, etc.) ou institutionnelles. En effet, les effectifs dédiés à la coopération de sécurité ne représentaient que 4% de l'ensemble de la force américaine déployée³¹, ce qui montre toute la difficulté à mettre l'accent sur cette mission malgré la compréhension de sa criticité. En conséquence, les résultats tangibles de la reconstruction de l'Irak et notamment des FSI tardèrent à arriver. Début 2007, une commission indépendante fut créée pour évaluer et suivre l'évolution du niveau des FSI. L'un des premiers comptes rendus concluait que les FSI avaient globalement progressé, mais qu'elles n'avaient pas encore la capacité d'assurer de façon autonome leur sécurité³². Les lacunes dans les domaines renseignement, soutien et logistique opérationnelle, nécessitaient le maintien de l'appui de la Coalition.

L'année 2008 allait illustrer cette lente progression des FSI et la nécessité, pour la Coalition, de conserver une forte présence à leur côté. Au cours de cette année, une progression sécuritaire pouvait être ressentie en Irak, et plus spécifiquement à Bagdad où de nombreuses troupes américaines et irakiennes se concentraient. Bien que les FSI aient évidemment contribué à ce début de stabilisation, cette avancée ne peut pas clairement leur être imputée. En effet, les opérations réalisées depuis 2006 dans le centre de la capitale (*OP Together Forward* notamment) ne donnant manifestement pas suffisamment de résultats, il fut décidé de dédier trois des cinq brigades additionnelles réclamées par le général Petraeus dans le cadre du *surge*, à la sécurité de la province de Bagdad. Lorsqu'il fut promu commandant de l'USCENTCOM, le général Petraeus laissa place au général Odierno, au poste de commandant du *Multi-National Force-Iraq*. Disposant du volume nécessaire de troupes, ce dernier se lança alors dans la planification et la conduite de plusieurs opérations successives visant à sécuriser les axes logistiques qui permettent le ravitaillement de l'insurrection. Ainsi,

³¹ Walsh, idem, p 17.

³² McInnis, idem, p 28.

le MNF-I monta plusieurs opérations sous le nom *Phantom Thunder*, pour sécuriser les ceintures de Bagdad. Après l'essoufflement visible de l'insurrection, il décida de poursuivre son action en chassant les cellules toujours actives dans la capitale (Opération *Phantom Strike*) et en étendant les effets positifs de sa manœuvre aux autres grandes villes voisines avec l'opération *Phantom Phoenix*.

Si la stabilisation de la capitale n'avait pas totalement mis en évidence le niveau opérationnel atteint par les FSI, la bataille de Bassorah fut un premier exemple de sursaut qualitatif de l'armée irakienne. Même si l'opération *Saulat al-Fursan* (ou *Operation Knight's Charge*) n'aurait pu être rapidement réussie sans l'appui américain, elle symbolisa néanmoins un nouvel élan des Forces de sécurité Irakiennes. Le succès de cette opération n'est pas uniquement militaire et résulte également d'une négociation politique entre les différents acteurs, le premier ministre Maliki, Moqtar al Sadr, mais aussi l'Iran. Pour autant, l'obtention de ce premier succès stratégique grâce à une victoire tactique, galvanisa les FSI qui retrouvèrent confiance en leur institution. Le 25 mars 2008 la bataille de Bassorah fut lancée. Plusieurs milliers de FSI furent engagés dans le combat pour reprendre cette grande ville du sud de l'Irak, jusqu'ici tenue par l'armée du Mahdi. La première phase de l'opération fut un peu chaotique et les FSI parvinrent à contrôler la ville malgré une désertion importante et de nombreux morts. Pour autant, les phases suivantes furent considérées comme des succès très encourageants du partenariat irako-américain, les FSI démontrant à nouveau leur capacité à conduire des opérations sur l'ensemble du spectre.³³

Ces premiers succès ne suffirent pas à lever le doute sur l'efficacité de cette nouvelle stratégie et l'administration Bush entraîna les Républicains dans leur chute lors de la campagne présidentielle. Le Président Obama accéda donc à la maison blanche avec des promesses de campagne claires et la volonté de suivre une politique extérieure très différente de celle menées par ses prédécesseurs.

4. 2009-2012 : de l'incertitude stratégique à la préférence pour le contre-terrorisme (CT)

L'élection du Président Obama intervint alors que les États-Unis connaissaient des difficultés dans de nombreux champs. La crise économique des « *subprimes* » partie d'Amérique et frappant le monde entier venait s'ajouter à la guerre en Irak, de laquelle ils ont tant de mal à

³³ Marisa Cochrane, "Operation Knight's Charge (Saulat al-Fursan)", extrait du rapport 9 sur l'Irak "The Battle for Basra," Iraq Report 9, *Institute for the Study of War*, June 2008, en ligne sur <http://www.understandingwar.org/operation/operation-knights-charge-saulat-al-fursan>

s'extraire, ne montrant pas de réelle capacité à stabiliser ce pays qu'ils avaient attaqué quelques années plus tôt. Ce pays continent, connu pour être l'un des plus puissants du monde, était touché par une crise de légitimité aussi bien en interne qu'aux yeux du reste du monde. Le Président Obama, apportant une vision nouvelle, semblait pouvoir donner un nouveau souffle à l'Oncle Sam. D'ailleurs, il fut même très vite récompensé du prix Nobel de la Paix en octobre 2009 « pour ses efforts investis dans le renforcement de la diplomatie internationale et de la coopération entre les peuples ».

En effet, à l'image de la thèse de Ruppert Smith, le président Obama ne semblait pas convaincu de l'efficacité de l'emploi de la force militaire pour résoudre les crises d'aujourd'hui. Par ailleurs, désireux de réformer son pays en profondeur, il privilégia toujours la politique intérieure et rechercha pour cela une stratégie plus raisonnable et modérée, permettant d'obtenir des résultats en politique extérieure tout en minimisant les prises de risque. Tout au long de sa campagne, le candidat Barack Obama ne cessait de répéter que les États-Unis se trompaient de combat en Irak et qu'il fallait s'en dégager au plus tôt pour rester concentrer sur l'Afghanistan qui, selon lui, était le seul combat juste à mener du fait des attentats du 11 septembre 2001.

Le processus décisionnel étant plus collaboratif qu'en France, le Président Obama s'était entouré d'hommes de confiance pour élaborer sa politique. Très proche de Joe Biden qu'il avait choisi pour être son vice-président, ils établirent ensemble durant la campagne une vision commune des relations internationales qu'ils consolidèrent lorsqu'ils furent en poste. Du fait notamment de sa connaissance des dossiers après avoir présidé le comité des affaires étrangères du Sénat de 2007 à 2009, l'influence de Joe Biden dans l'évolution de la stratégie américaine était indéniable.³⁴ Il est d'ailleurs encore aujourd'hui considéré comme ayant été le plus puissant des vice-présidents américains.

Un second homme puissant de cette époque était le secrétaire à la défense Robert Gates, que le nouveau président décida de conserver dans ses fonctions. Bien qu'il fut mis en poste en 2006 par l'administration Bush, cette reconduction reconnaissait ses grandes compétences, son influence et son implication personnelle dans des dossiers sensibles telles que le nucléaire iranien ou les relations israélo-palestiniennes. Très vite, il lui commanda une nouvelle analyse stratégique au sujet, notamment, de l'engagement américain en Afghanistan où les objectifs

³⁴James Traub, " The Biden Doctrine, How the vice president is shaping President Obama's foreign policy ", *Foreign Policy*, 10/10/2012, en ligne sur <http://foreignpolicy.com/2012/10/10/the-biden-doctrine/> .

stratégiques ne semblaient plus clairement définis face à une insurrection des Talibans en constant développement.

Après avoir pris connaissance des conclusions de ce rapport, le Président Obama se trouva dans une phase de doute. Enclin plutôt aux approches indirectes, il était néanmoins tiraillé entre trois options. Le général McChrystal, commandant la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) demandait des renforts conséquents pour suivre une stratégie de contre-insurrection, comme celle conduite en Irak. Joe Biden militait pour un retrait rapide des forces américaines qui serait compensé par une stratégie de contre-terrorisme, permise par la conduite de campagnes de ciblage drones par exemple. Enfin, l'ambassadeur Richard Holbrooke, que le Président avait nommé émissaire des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan³⁵, préconisait aussi un retrait rapide des forces américaines mais appelait de ses vœux une bascule d'effort en faveur de «la formation de la police, l'éducation, l'agriculture et la santé». Voyant les premiers résultats de stabilisation obtenus en Irak, Obama choisit une solution mixte : il accepta un *surge* de 30 000 à 40 000 soldats supplémentaires mais annonça dans le même temps qu'il débiterait le retrait de ses troupes dès 2011. Bien que la Maison Blanche recherchait une plus grande efficacité en Afghanistan avec la redéfinition des objectifs stratégiques, la crainte de l'enlèvement poussa finalement le président américain à aller à l'encontre de cette ambition. L'adoption d'une stratégie fondée sur des objectifs calendaires (retrait à compter de 2011) et non sur des objectifs qualitatifs, comme le proposait le secrétaire d'état Holbrooke illustre l'indécision des responsables américains quant à la stratégie à adopter en Afghanistan.

En Irak, la situation semblait peu à peu poursuivre son amélioration³⁶. L'expérience des dernières années avait démontré la nécessité d'avoir une approche plus holistique en terme de coopération de sécurité, moins centrée sur les sujets purement « défense » et plus ouvertes aux problématiques policières, juridiques, etc. L'évolution stratégique et doctrinale s'opérait notamment dans leur approche de la *Foreign Internal Defense*. Le terme de *Building Partner Capacity* était de plus en plus employé dans les rapports officiels et nous assistions à la

³⁵ Celui-ci est connu entre autres, pour sa réussite dans l'obtention des accords de paix de Dayton (novembre 1995, qui avaient permis un retour à la paix en Bosnie-Herzégovine). Il fut l'un des premiers hauts représentants américains à utiliser l'abréviation « AfPak », montrant ainsi que cette guerre ne pourrait être résolue qu'à travers une approche régionale.

³⁶ Cette appréciation peut être vérifiée dans les rapports du DoD commandés par le Congrès depuis 2005. Ces rapports, intitulés "*Measuring Stability and Security in Iraq*" incluaient aussi une évaluation de l'évolution des capacités des forces de sécurité irakienne.

naissance du concept de *Security Force Assistance*. Bien que nous n'étions pas encore arrivés à un commandement dédié comme le préconisait John Nagl en 2008³⁷, cette fonction opérationnelle s'organisait de plus en plus avec la création de la 162^e Brigade d'infanterie et d'entraînement (*162nd Infantry Training Brigade*) de Fort Polk qui prit officiellement la charge de la formation des conseillers et équipes de transition, à la suite de la *1st Infantry Division*, qui s'en occupait officieusement jusque-là. Cette brigade forma aussi les premières *Mobile Training Teams* (MTT), qui avaient pour mission d'apporter l'entraînement là où les soldats irakiens se trouvaient. Il s'agissait de les former davantage dans leurs casernes en complément de l'entraînement délivré dans les camps américains dédiés à cet effet. Pour rendre cette nouvelle approche plus efficace, la formation des cadres destinés à servir comme *Advisors* et dans les MTT évolua également. Assez court au début, elle s'allongea progressivement pour offrir aux formateurs des compétences solides fondées sur la connaissance religieuse et culturelle, les langues, les techniques de négociations et la pratique du « *leader engagement* ».

Comme évoqué plus haut, une première réorganisation avait eu lieu en 2006 pour trouver une synergie entre les unités d'assistance et celles engagées dans l'action. Les MiTT avaient été placées sous les ordres de *Brigade Combat Team* (BCT). En 2009, la transformation se poursuivit avec une ambition supérieure et les BCT devinrent des *Advise and Assist Brigades* (AAB)³⁸. Il ne s'agissait donc plus de brigades de combat dotées de capacités de conseil et de formation pour assurer la transition. La transition était devenue l'objectif majeur à atteindre. Par conséquent, il s'agissait désormais de brigades de combat dont la mission principale était d'assurer des opérations de stabilisation, de former les FSI tout en étant capables, au besoin, de les appuyer dans leurs opérations militaires.

³⁷ John Nagl, "Institutionalizing Adaptation: It's Time for an Army Advisor Command," *Military Review*, September-October 2008.

³⁸ United States Department of the Army, *Field Manual (FM) 3-07.1, Security Force Assistance*, mai 2009.

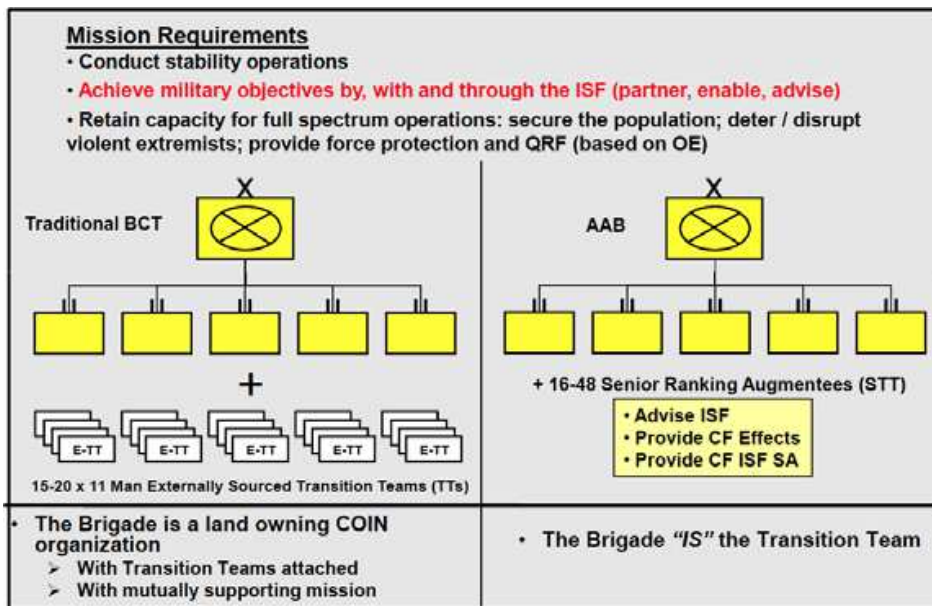


Figure 2 : la BCT traditionnelle versus l'AAB³⁹

La première brigade de combat à avoir été transformée en AAB fut la 4^e BCT de la 1^{ère} division blindée. Après l'obtention de ses premiers résultats, elle fut immédiatement suivie par la création de 7 autres AAB déployées en Irak en 2010.

En Irak particulièrement, l'abandon progressif de la doctrine de contre-insurrection au profit du contre-terrorisme venait se compléter par le développement du SFA :

"Leaders quickly discovered that security force assistance requires a different mind-set and focus from the traditional counterinsurgency mission of previous tours. We could no longer define our success by the number of insurgents we detained. [. . .] Rather, the quality of the host nations' security forces we left behind ultimately defined the success of our campaign".⁴⁰

Cette évolution semblait plus lente en Afghanistan où le choix du dosage stratégique entre COIN, CT ou SFA n'est pas évident. Dans les premiers mois de mandat du président élu, la tension restait forte entre un investissement de long terme pour reconstruire ces pays en guerre et un désengagement rapide pour éviter l'enlisement. Néanmoins plusieurs éléments de contexte opérationnels et politiques survenus entre 2009 et 2011 allaient inciter le Président

³⁹ Walsh, *idem*, p 19.

⁴⁰ Philip Battaglia and Curtis Taylor, "Security Force Assistance Operations: Defining the Advise and Assist Brigade," *Military Review*, July-August 2010, p. 3.

Obama à assumer pleinement sa vision stratégique davantage fondée sur une approche indirecte.

Depuis juillet 2009, les Américains assumaient seuls les opérations en Irak. La Coalition n'était plus et il devint urgent pour le président américain d'en finir avec cette guerre. Fragilisé à mi-mandat en politique intérieure avec d'une part l'émergence du mouvement politique *Tea Party* et d'autre part la perte de la majorité démocrate à la Chambre des représentants en 2010, le Président Obama était conforté dans l'idée qu'il ne pouvait plus prendre de risque dans la conduite de sa politique extérieure. S'il voulait mener à bien sa politique intérieure, il ne devait pas prêter le flanc pour se garantir le soutien de l'opinion publique, qui exprimait régulièrement depuis quelques années sa « fatigue de la guerre ». Pour cela, les opérations futures devraient être conduites à bas bruit et avec un minimum de perte dans les rangs des GIs.⁴¹

Dans ce contexte, les opérations et initiatives du général McChrystall en Afghanistan n'étaient pas toujours appréciées par la Maison Blanche. L'année 2010 s'est avérée être l'une des années les plus meurtrières pour la FIAS et les propos tenus par le général McChrystall dans la presse et spécifiquement dans le journal *Rolling Stone*, furent très mal reçus par l'administration Obama. Le général McChrystall fut d'ailleurs congédié et remplacé par le général Petraeus, que l'on espérait plus apte à mener la nouvelle stratégie présidentielle. En Irak, il fut décidé d'initier un premier retrait des troupes américaines combattantes pour laisser sur place environ 50000 soldats américains affectés dans les AAB. L'opération *Iaqi Freedom*, qui désignait la campagne plutôt coercitive lancée en 2003 laissa place à l'opération *New Dawn* (Nouvelle Aube). Ce changement de nom fut un signe politico-militaire fort visant à montrer aux Irakiens comme aux Américains et à la communauté internationale le changement de portage qu'était en train d'opérer la Maison Blanche.

La situation était finalement proche de celle connue par les Américains dans les années 1970s à la fin de la guerre du Vietnam et la pression mise par le camp républicain en 2011 pour diminuer le budget dédié aux opérations militaires venait la compliquer⁴². Comme Nixon en

⁴¹ Maya Kandel, « Retenue stratégique et *light footprint* : un bilan d'Obama en chef de guerre », article du dossier de l'IRSEM n°52 « les États-Unis et la fin de la grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama » ; septembre 2017, p 102.

⁴² Maya Kandel (dir.) et Aude Emmanuelle Fleurant, « États-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama, entre dynamiques internes et évolutions internationales », Etudes de l'IRSEM n°29, IRSEM, 2013, p 14.

son temps, Barack Obama confirma ses choix conceptuels et encouragea ses alliés à prendre davantage leur responsabilité en partageant mieux le fardeau. On vit ainsi une nouvelle expression du *soft power* présidentiel avec des concepts tels que « *light footprint* » et « *leading from behind* ».

Encouragé par son vice-président, Joe Biden, plutôt favorable à des interventions axées sur le *targeting* et ciblant des objectifs plus raisonnables, Barack Obama effectua un « *mercato* » au cours de l'année 2011. Léon Panetta, directeur de la CIA et acquis à la solution *targeting*/CT fut nommé secrétaire à la défense après le départ de Robert Gates. Sa tâche sera notamment d'augmenter la capacité CT du DoD. Pour combler la place laissée libre par Léon Panetta à la tête de la CIA, le général Petraeus fut désigné par le Président. Ce dernier n'y passa qu'une année en raison de son implication dans une affaire d'adultère et de fuite de documents classifiés et fut remplacé par John Brennan, un familier et proche du Président Obama puisqu'il était conseillé en sécurité nationale à la Maison Blanche depuis 2009.

Le stratégeste Obama s'était donc à nouveau bien entouré pour mettre en œuvre sa nouvelle doctrine, principalement fondée sur le CT. Si la menace principale restait le terrorisme islamique, le contexte dans lequel l'Amérique conduisait cette guerre avait fortement évolué. Toutes ces nouvelles contraintes favorisèrent la mutation de la stratégie de contre-insurrection en une stratégie de contre-terrorisme, qui respectait les impératifs d'empreinte minimale en faisant la part belle à l'emploi des forces spéciales, aux frappes de drones et au renseignement. Le développement du SFA fut entretenu mais restait cependant au second plan, derrière les opérations de CT qui bénéficiaient désormais des principaux efforts. Cette stratégie indirecte offrit au Président la liberté d'action espérée pour poursuivre ses opérations tout en limitant les « interférences du Congrès » et les événements « buzz » médiatiques⁴³. Il insista d'ailleurs sur cette intention dans la *Defense Strategic Guidance* (DSG) de 2012, en exprimant sa détermination à assurer autrement la pérennité du leadership mondial des États-Unis.

5. 2014-2018 : le renforcement de la place du SFA avec l'émergence du concept « by, with and through » (BWT)

Souhaitant définitivement fermer la page de l'Irak et voyant que les négociations pour définir un nouveau *Status Of Force Agreement* (SOFA, pour les dernières forces restantes) n'aboutissaient pas, le Président Obama décida le retrait total des troupes américaines. Les

⁴³ Maya Kandel (dir.) et Aude Emmanuelle Fleurant, *op.cit.*, 12 et 13.

Forces de Sécurité Irakienne semblant de plus en plus aptes à prendre en main leur propre défense⁴⁴, le désengagement des AAB fut assez rapide et effectif fin 2011. Plusieurs mois, après le départ des États-Unis, le premier ministre Maliki se rendit à Washington pour demander un nouveau soutien américain pour stabiliser la situation sécuritaire irakienne, à nouveau en pleine crise de violence. Le premier ministre irakien accusait les mouvements sunnites d'être à l'origine de cette agitation et les désignait comme une menace forte pour l'unité de l'Irak. Le président américain refusant de prendre position et d'intervenir à nouveau par respect de la souveraineté irakienne enfin recouvrée, Maliki pris cette fin de non-recevoir comme un blanc sein pour pacifier le pays. Il poursuivit alors une série d'opérations très violentes à l'encontre des enclaves sunnites comme à Hawijah. Après ces nombreuses tueries, les sunnites étaient à nouveau marginalisés par le pouvoir en place. Les milices sunnites qui avaient été intégrées dans l'armée furent révoquées, réduisant à néant le travail de réconciliation réalisé jusqu'ici par les Américains. Le terreau pour une nouvelle insurrection devenait alors de plus en plus fertile un peu partout dans le pays.

Le déclenchement de la guerre en Syrie après les « printemps arabes » fragilisa encore davantage l'Irak qui était à présent dépassé par le groupe armé qui allait devenir l'autoproclamé État Islamique en Irak et au Levant ou Daech. Beaucoup de miliciens sunnites déçus s'étaient ralliés à Daech pour faire tomber les gouverneurs chiites en place dans les différentes provinces. Leurs conquêtes fulgurantes en plaine de Ninive dans le nord du pays, décupla l'aura de ce groupe armé que des milliers de sunnites ne tardèrent pas à rejoindre, voyant en ces victoires une forme de « *baraka* divine ». Face à cela, les armées irakiennes étaient littéralement paralysées, impuissantes et psychologiquement défaites. L'Irak renouvela alors sa demande d'aide militaire auprès des Américains, pour reprendre l'initiative contre Daech et limiter le désastre. Ceci souleva un nouveau débat aux États-Unis et plusieurs personnalités politiques et militaires s'opposèrent ouvertement à cette hypothèse. Notamment par rancœur à l'égard du Premier ministre Maliki, le général Petraeus déclarait que "les États-Unis ne pouvaient pas être une force aérienne pour le compte des milices chiites ou pour un chiite dans son combat contre des Arabes sunnites". Au printemps 2014, le Président américain répéta que « les forces américaines ne retourneraient pas combattre en Irak ». Pour autant, face à une telle débâcle de l'armée irakienne, l'administration Obama comme le Pentagone s'interrogèrent sur les raisons de l'échec de la formation qu'ils avaient délivrée aux FSI. Bien que les retours d'expérience n'aient pas été systématiquement recueillis lors du

⁴⁴ McInnis, *ibidem*.

repli des troupes américaines quelques années plus tôt, plusieurs analyses de cet échec montraient que l'armée irakienne n'avait pas su entretenir ses savoir-faire après le départ des forces américaines. Interpellé par le discrédit jeté sur cette armée formée aux standards américains et ressentant probablement un peu d'amertume et une infime responsabilité dans cet insuccès, Barack Obama décida d'envoyer trois cents conseillers militaires des forces spéciales pour assister les FSI dans leurs nouvelles opérations. Le déploiement de conseillers et formateurs apparaissait comme une réponse légitime, adaptée et respectueuse des divers engagements passés. Puis, après avoir obtenu en août 2014 la démission de Maliki au profit du chiite Al Abadi, la présidence américaine compléta son assistance par une série de frappes aériennes contre Daech. Quelques semaines plus tard, les États-Unis prenaient la tête d'une nouvelle Coalition d'environ 20 pays issus d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. À compter de la résolution 2170 de l'ONU, adoptée en novembre 2015, cette Coalition dirigée par les Américains n'eut de cesse de grossir jusqu'à atteindre une soixantaine de pays engagés dans la lutte contre Daech en Irak ou en Syrie.

Certes, les Américains avaient quitté l'Irak en 2011, mais l'entretien de quelques bases judicieusement implantées, leur avait permis de poursuivre des actions de coopération militaire comme dans le cas de l'opération *Spartan Shield*⁴⁵. Grâce à cette hégémonie discrète conservée dans la sous-région, la nouvelle Coalition put afficher une montée en puissance progressive mais sûre en déployant de façon échelonnée différentes capacités militaires dans l'opération désormais nommée *Inherent Resolve* (détermination absolue). Les déploiements massifs de troupes étant trop « envahissants » et trop coûteux financièrement et politiquement, le concept de « *light footprint* » restait une pierre angulaire du plan de campagne de cette opération. Aussi, bien que les premières centaines d'hommes se soient transformés en environ cinq milliers aujourd'hui, le Pentagone veille et veille encore aujourd'hui à rester dans cet ordre de grandeur, très inférieurs aux volumes autrefois déployés.

⁴⁵ Cette opération se déroule au Koweït mais vise à entretenir des partenariats de défense avec les différents pays de la sous-région comme le Koweït, la Jordanie, les Emirats Arabes Unis, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Kazakhstan. Il s'agit aussi d'une réserve opérative qui se veut dissuasive à l'encontre des menaces régionales comme l'Iran par exemple.

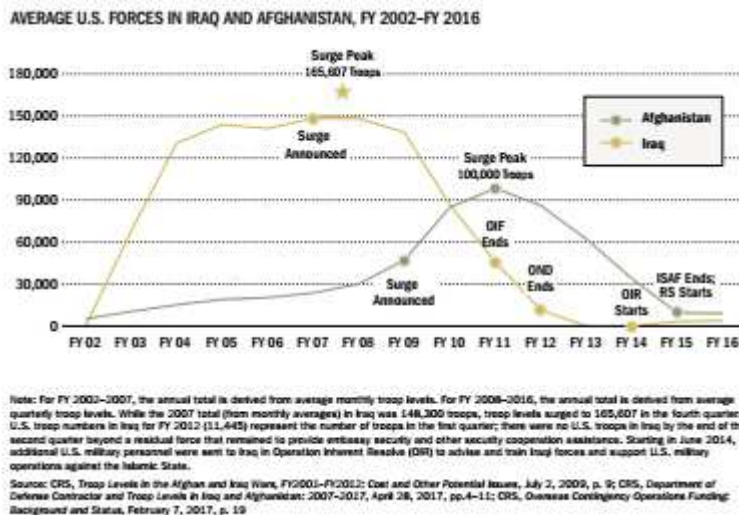


Figure 3: moyenne des volumes de forces américaines déployées en Irak et en Afghanistan entre 2002 et 2016⁴⁶.

Recherchant aussi à ne pas davantage éroder la popularité américaine, toujours fragile dans de nombreuses parties du globe, le maintien de l'unité de la Coalition est un axe d'effort majeur qui caractérise, encore aujourd'hui, le plan de campagne américain. Ainsi, cette Coalition hors norme du fait de sa diversité, pourrait être considérée comme le centre de gravité de la Force multinationale tant elle garantit une forte légitimité à l'action américaine comme à celle de tous les pays membres.

Enfin, l'opération *Inherent Resolve* semble être l'aboutissement d'une transformation des stratégies guerrières américaines, initiée au début du siècle. Mêlant actions directes et indirectes, les Américains conduisent aujourd'hui au Levant, une guerre hybride plutôt équilibrée dont le leitmotiv est le concept « *By, With and Through* » (BWT).

5.1 L'approche « *By, With and Through* » (BWT) :

Le BWT n'est pas encore clairement défini, en tant que concept, mais il est employé régulièrement dans de nombreux documents doctrinaux, notamment, ceux traitants des guerres non-conventionnelles ou de la coopération de sécurité.⁴⁷ Cette approche était donc initialement davantage réservée aux forces spéciales, pour former, entraîner et équiper des

⁴⁶ John F. Sopko, « reconstruction the afghan national defense and security forces : lessons from the US experience in afghanistan », Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, sept 2017

⁴⁷ LTG Michael X.Garrett, « the By, with and Through Approach : an ASCC perspective », *Center Army for Lessons Learned*, octobre 2017, p 14.

milices indigènes parfois clandestines, destinées à remplir des missions de types guérilla, subversives ou de renseignement. Cette méthode de guerre discrète par « proxy » a évolué ces dernières années pour trouver une application pertinente aux conflits actuels et à leurs exigences. Comme le soulignait le commandant Thomas M. Huber dans son ouvrage « *compound warfare, the fatal knot* », la séparation entre les opérations conventionnelles et non-conventionnelles devient plus ténue lorsqu'il s'agit de lutter contre un ennemi intérieur à un pays que l'on cherche également à stabiliser. Son étude montre toute l'efficacité du couplage de forces extérieures (spéciales et conventionnelles) avec des forces indigènes.

Le BWT est l'aboutissement de cette idée avec une nouvelle répartition des responsabilités entre les différents acteurs. Ce concept décrit une méthode d'action réalisée par (*by*) la nation hôte, (*with*) avec l'assistance de la Coalition et à travers (*through*) le respect de la souveraineté gouvernementale. Autrement dit, s'agissant de notre cas d'étude, les objectifs comme l'effet final recherché sont définis par le gouvernement hôte. Les principales forces agissantes sont les forces de sécurité irakiennes, dont les capacités sont complétées par les capacités rares de la Coalition et une aide adaptée au besoin, en termes d'équipement, de formation, de conseils et de soutien financier.

Cette nouvelle méthode a pour objectif d'offrir une meilleure combinaison des capacités pour obtenir une meilleure synergie des efforts et des effets. Chaque partenaire apporte ce qui fait défaut à l'autre. Cette recherche de l'efficacité vient ici servir l'efficacité opérationnelle du niveau tactique au niveau stratégique. Davantage respectueuse des différents acteurs, cette nouvelle approche revêt une forte source de légitimité pour l'armée américaine. Au-delà du fait que cela manifeste une réelle prise de conscience américaine dans leur façon d'intervenir à l'étranger, le concept BWT renferme plusieurs autres nouveautés :

- Après un premier épisode de la *Révolution in Military Affair* fortement accés sur les atouts de l'hyper-technologie, une seconde phase s'est opérée avec une révolution culturelle qui entraîna un ré-équilibre des efforts opérationnels. Il ne s'agit plus de faire-faire le travail ou de faire « à la place » des forces de sécurité locales. Il s'agit désormais de rendre possible l'action des forces de la nation hôte. Ainsi, au Levant, les « rôles traditionnels » sont quasiment inversés avec des FSI qui sont en première ligne tant dans la conception que dans la mise en œuvre des opérations, alors que la Coalition se positionne en force supplétive de soutien, voire en « proxy » de l'État irakien.

- Ainsi, on assiste à un déplacement du curseur pour trouver un certain équilibre entre les opérations de coercition et les opérations de formation, d'entraînement et d'équipement. Depuis le 11 septembre 2001, le Congrès a voté plus de 100 milliard de budget au profit de la formation et de l'équipement des forces irakiennes et afghanes. La multitude de programmes d'assistance militaires pilotés (environ une centaine) par les Américains montrent l'intérêt progressif et cyclique qu'ils portent à ce moyen d'influence. Jusqu'en 2012 les opérations de COIN et de CT concentraient leurs efforts sur les opérations sécuritaires, mais les années qui suivirent la DSG 2012, vinrent modifier cela avec l'affirmation de la préférence présidentielle pour l'approche indirecte et le « *leading from behind* » ou encore « *the strategy of sponsorship* »⁴⁸. Tout comme Nixon dans les années 1970, le Président replaça les partenariats au cœur de sa guerre contre le terrorisme et il le souligna dans différents discours comme celui tenu à la National Defense University en 2013 ou à West Point en 2014. Au-delà des paroles, la création d'un fond dédié à leur financement, le *Counter Terrorism Partnership Fund* (CTPF), illustra cette volonté. Le fait qu'aujourd'hui plus d'un tiers des ressources humaines et financières sont affectées à la mission *Building Partner Capacity* (BPC) en est une nouvelle preuve.
- Enfin, l'effort du BPC n'est plus réalisé majoritairement par les forces spéciales au profit quasi exclusif des milices et tribus, auparavant les principales bénéficiaires. L'approche n'est plus d'avoir des appuis locaux pour atteindre des objectifs tactiques, mais l'ambition est plus globale en recherchant la reconstruction de l'ensemble des forces de sécurité qui, unies, garantiront la solidité des fondements d'une nation souveraine et non faillie. Au vu de la masse humaine à former, le déploiement de forces spéciales uniquement pourrait ne pas suffire et serait difficilement justifiable. Un engagement important de forces conventionnelles est donc requis pour assurer cette mission. De plus, ce type de mission étant, pour de nombreux alliés occidentaux, moins risqué et plus éthiquement acceptable que les missions de combat, cela fournit un argument de poids aux Américains pour élargir et consolider leur Coalition plus aisément. D'une certaine manière, le BWT facilite l'engagement durable de plusieurs pays en coalition, dont le maintien est un enjeu permanent.

⁴⁸ Peter Dombrowski et Simon Reich, « The Strategy of Sponsorship », *Survival*, 57:5, 2015

5.2 Les deux piliers du BWT : l'*Advise and Assist* (A&A) et le *Building Partner Capacity* (BPC)

Pour mettre en œuvre ce concept et veiller à la flexibilité nécessaire à l'efficacité de la Coalition comme à celle des FSI, des *Task Forces* (TF) ont été désignées pour remplir les missions d'*Advise and Assist* (A&A) et de *Building Partner Capacity* (BPC).

Depuis 2016, la Coalition s'était articulée de façon à respecter l'organisation des FSI ; en calquant ses zones d'opérations en miroir des zones de responsabilité des commandements irakiens. Ainsi, on pouvait distinguer quatre grandes zones suivies par des commandements opérationnels irakiens qui étaient conseillés et appuyés par des états-majors de brigade américaine. Le volume de ces états-majors était variable pouvant aller d'une quarantaine de personnes (hors protection de la force et soutien, dans les zones en cours de stabilisation) à plusieurs centaines dans la zone des combats de plus haute intensité. Cette grande différence se retrouvait aussi dans la répartition de l'ensemble des ressources humaines, financières ou capacitaires. Ainsi, on pouvait observer une réelle concentration des efforts dans la province où se déroulaient les combats et sur la région capitale de Bagdad où, au-delà de l'effort sécuritaire constant, se trouvaient la grande partie des camps de formations.

La doctrine de la mission A&A, comme bien souvent, s'est adaptée à la réalité de la situation de l'Opération *Inherent Resolve*. De façon générique, leur rôle est globalement conforme à ce que faisaient déjà les AAB en 2009. Leur mission est de conseiller et faciliter la planification mais surtout la conduite des opérations effectuées par une force irakienne « *vetted*⁴⁹ ». À travers la construction d'un rapport de confiance mutuelle solide, les TF A&A doivent en premier lieu identifier les besoins et évaluer la maturité opérationnelle de l'unité conseillée pour apporter l'assistance adéquate et permettre ainsi une progression normale du plan de campagne mutuel. Le partage du renseignement (sujet toujours délicat), la mise à disposition ponctuelle de drones ou l'assurance d'un appui feu (aérien ou artillerie) font partie des moyens mis à leur disposition pour mener à bien cette mission. La Coalition étant fortement engagée dans l'appui feu ou le soutien logistique, les TF A&A ont un rôle accru en termes de coordination et déconfliction des différents effets interarmes, interarmées et interalliés.

⁴⁹ Afin de ne pas appuyer une unité non-fiable, la Coalition réalise une enquête sur les chefs de toutes les unités potentiellement bénéficiaires. L'objectif est de s'assurer de la loyauté de l'unité bénéficiaire au gouvernement en place et de sa bonne intention à l'égard de la Coalition. Sans ce « label », aucun appui financier, humain ou technique n'est délivré. Le processus de *vetting* est également régulièrement renouvelé.

En 2017 on distinguait 3 déclinaisons relativement « officielles » de l'A&A. Elles se différenciaient notamment par le niveau de commandement FSI soutenu et la proximité des combats :

- La mission « A&A » correspond au soutien d'un état-major FSI du niveau division ou au-dessus ;
- L'*Expeditionary Advise and Assist* (EA&A) autorise les soldats de la Coalition à s'engager ponctuellement et de façon limitée dans le temps au niveau brigade ;
- L'*Advise, Assist, Accompany and Enable* (A3E) a vocation à soutenir les unités FSI (brigade ou régimentaire) engagées dans les combats.

Si c'est particulièrement vrai pour l'A3E, l'effort des équipes *Advise and Assist* porte principalement sur la partie assistance, à travers la fourniture de renseignement ou d'appui feux. Sommé d'accepter les choix stratégiques et tactiques irakiens, ainsi que leurs procédures et techniques de combat, la partie conseil se réduit à la conduite de « *leaders engagement* ».

Depuis le lancement de l'opération *Inherent Resolve*, le BPC est l'une des trois lignes d'effort du plan de campagne. Bien que fortement suivie par l'administration américaine (en particulier le Congrès) pour contrôler le bon usage des finances et équipements fournis aux Irakiens, le pilotage, la conception et la mise en œuvre de cette fonction opérationnelle sont bien souvent confiés aux autres membres de la Coalition. En raison des différentes restrictions nationales, plusieurs pays occidentaux, souvent européens, préfèrent en effet s'engager dans le BPC, mission moins risquée politiquement que l'A&A. De plus cela favorise également la création de liens politiques, militaires et éventuellement commerciaux avec les Irakiens. Enfin, pour les quelques pays qui n'auraient pas une armée suffisamment dimensionnée pour participer aux combats dans la durée, l'engagement dans le BPC est un moyen de participer à l'effort collectif. Il s'agit donc d'une véritable opportunité pour le leader de la Coalition, qui à travers ces missions de formation, peut élargir le spectre de ses alliés, consolidant ainsi sa légitimité face à la communauté internationale.

Au début de l'opération, l'essentiel de la formation des FSI était réalisé dans des camps de la Coalition, majoritairement basés autour de la capitale. Avec les défaites successives des FSI face à Daech, l'ensemble de l'organisation de l'institution militaire s'était effondré. Pour la Coalition, le premier effort de reconstruction fut le rétablissement des structures de *command*

and control irakiennes. L'adossement d'états-majors de la Coalition (principalement américains) dotés d'équipes A&A, aux anciennes structures irakiennes permit de relancer la communication entre les différents niveaux hiérarchiques. Par exemple, la création des *Combined Joint Operation Commands* de Bagdad (CJOC-B), Erbil (CJOC-E) et du CJOC Forward fut le catalyseur d'une nouvelle synergie irakienne et plusieurs généraux irakiens, rencontrés au CJOC de Bagdad le reconnaissent aisément.

Au cours de cette implosion de l'armée irakienne, les écoles de formation comme le système de recrutement n'étaient plus fonctionnels. Pour cette raison, la Coalition créa des camps de formations pour initier la reconstruction à travers le BPC. Ainsi, les camps de Besmaya, Taji⁵⁰, puis Dublin⁵¹ ont vu le jour avec des missions de formation différentes et complémentaires. Pour des raisons militaires et politiques, un centre de formation fut aussi ouvert à Erbil⁵². Si une partie de ces centres redonnèrent vie à d'anciennes bases irakiennes, le choix de la localisation de ceux-ci fut stratégique et dû respecter un équilibre parfois subtil, entre efficacité opérationnelle de court terme et préparation de l'avenir. En effet, la position de ces différentes bases et les investissements qui y sont consentis modélisent le futur format et le futur fonctionnement de l'armée irakienne. Il doit donc correspondre aux attentes irakiennes tout en rendant possible les plans stratégiques américains pour la sous-région. Le choix d'investir fortement sur le développement de la base aérienne d'Al Assad, le choix de ne pas faire réellement d'opérations de stabilisation ni de génération de forces, le suivi strict du processus de *vetting*, la priorisation des unités à former et l'évolution des modes de faire du BPC sont autant de décisions et postures à portée stratégique qui résultent de négociations et dialogues permanents conduits au plus haut niveau. À la fois source de crises potentielles et également de nombreuses opportunités, le BPC illustre souvent la tension existante entre actions bénéfiques dans le temps court mais défavorables dans le temps long. Cette mission complexe occupe donc une place centrale dans la gestion d'un tel conflit et le principe de réalité oblige l'adaptabilité.

⁵⁰ Besmaya est situé à environ 50 kilomètres à l'est de Bagdad et Taji se trouve aux sorties nord de la capitale. Principalement espagnols, portugais, néo-zélandais et australiens, les formateurs assurent l'équipement de plusieurs bataillons interarmes et l'entraînement dans les domaines infanterie, cavalerie, génie (EOD). Sur la base de Taji des formations logistiques et de maintenance sont aussi assurées.

⁵¹ Légèrement situé au sud ouest du centre de Bagdad, ce camp est dirigé par les Carabinieri italiens qui délivrent différentes formations à destinations des forces de police.

⁵² Ce camp n'était pas une structure directement sous les ordres de la Coalition mais entretenait de forte relation de coordination. Ce centre, à portée très politique, visait à former les Peshmergas kurdes.

Bien que le nombre exorbitant de pertes irakiennes aurait mérité d'être compensé par un appui en génération de forces, la Coalition avait décidé de ne pas fournir d'effort dans ce domaine. Si cela aurait été utile à court terme, une armée trop massive et puissante aurait pu présenter un risque sur le long terme, notamment si ces forces venaient à se rallier à l'Iran, ennemi de longue date des Américains. D'une certaine manière, en laissant la formation initiale dans la main de l'armée irakienne, la Coalition respecte la souveraineté de l'état hôte tout en maîtrisant le recrutement de nouvelles FSI. L'instruction pour transformer un civil en soldat étant souvent longue de plusieurs mois selon nos standards, le BPC pratiqué en Irak n'a en effet pas vocation à s'engager dans la formation initiale mais vise à l'entretenir et la compléter. Ainsi sur les trois dernières années au rythme d'une brigade (environ 1000 FSI) toutes les huit semaines, cette rationalisation des efforts BPC permet à la Coalition de former, entraîner et équiper une vingtaine de brigades de FSI.

Comme pour l'A&A, d'autres façons de conduire la création de capacité se sont faites jour. Progressivement et au-delà des camps d'entraînement dédiés, le concept de *Mobile Training Team* (MTT) a été revalorisé et s'est vu compléter par l'*Expeditionary Training Team* (ETT). Face à la situation opérationnelle et surtout à l'expression de besoin des Irakiens, il a été décidé de développer « l'entraînement poussé »⁵³. Les FSI étant souvent fixés par les opérations de contrôle de zone, il devenait difficile de les faire venir dans un centre de formation autour de la capitale pour recevoir leur formation. De plus, pour des compétences très particulières comme la création d'une police féminine ou une instruction sur la préservation du patrimoine culturel mondial, des missions d'ETT⁵⁴ ont été créées. Ponctuellement des équipes de formateurs non permanentes sur le théâtre sont projetées directement à partir de leur pays sur les centres de formations pour apporter sur une courte durée, la formation requise. Fin 2017 en Irak, l'intention était de développer le principe des ETT tout en accentuant la formation des futurs formateurs irakiens, afin d'accompagner la transition vers la phase de stabilité. En effet, lorsque les savoir-faire fondamentaux sont considérés comme acquis par la force partenaire, les ETT peuvent être très efficaces pour apporter des compléments de formation spécifique. Ce concept présente aussi de nombreux

⁵³ Il s'agit de projeter des équipes de formateurs de la Coalition (MTT) sur des bases de la Coalition différentes des centres de formations référents et situées au plus près de l'unité irakienne demandeuse. Ce type de formation vient compléter « l'entraînement tiré » réalisé sur les centres de formation.

⁵⁴ Contrairement aux MTT qui sont formées à partir des formateurs déployés sur le théâtre d'opération, les ETT sont formées à partir de formateurs qui viennent directement de leur pays d'origine, pour une durée limitée.

avantages en permettant à la fois la réduction l’empreinte au sol de la Coalition et la conservation de liens étroits, réguliers et éventuellement durables avec le partenaire.

De tels efforts de formation et d’équipement n’auraient pu être possibles sans un investissement financier colossal. Pour accompagner cette manœuvre, le Congrès américain vota le budget demandé par Barack Obama et en 2015, la ligne budgétaire du programme 1236 du *National Defense Authorization Act*, intitulée *Iraq Train and Equip Fund* (ITEF), fut créditée par les Américains de 1,6 milliards de dollars auxquels s’étaient ajoutés 183 millions de dollars provenant d’autres pays de la Coalition⁵⁵. Au cours des 6 premiers mois de cette même année, 316.8 Millions de dollars ont été employés à équiper les FSI et forces tribales et 718.4 millions de dollars furent investis dans le budget de la défense irakienne (dont la moitié fut réinvestie en contrats de vente d’armement). Cet effort budgétaire s’est alors répété chaque année avec l’approvisionnement d’au moins 1 milliard d’euros aux bénéficiaires des différents programmes d’assistance sécuritaire pour l’Irak.

L’application du concept BWT à travers l’A&A et le BPC, est un excellent moyen pour permettre aux différents acteurs de la crise de respecter les principes fochiens de la guerre. Bien que perfectible, la coordination entre les actions A&A et BPC rend possible une économie des moyens certaine. Dans notre cas, alors que l’A&A relayait les besoins en formation, le BPC apportait une réponse structurante mais aussi adaptable aux besoins. La complémentarité des capacités entre celles de la Coalition et celles des Irakiens étaient ainsi assez juste et équilibrée. Cette complémentarité permet également à chaque acteur de conserver une certaine liberté d’action avec d’une part le partage du renseignement via les TF A&A et d’autre part la possibilité d’adapter le format de la force grâce à différents modes de faire du BPC (MTT, ETT, etc.). Enfin, l’apport des feux grâce à la coordination de l’A&A et la fourniture d’équipements par la mission BPC et le budget ITEF mit en exergue la détermination politique de chaque partie et permit la concentration des efforts. La bataille de Mossoul en fut une pleine illustration. Selon les abaques utilisés dans l’OTAN, l’appui feu offert par la Coalition permit d’augmenter le rapport de force d’environ 30% en faveur des FSI. Aussi, l’équipement d’une douzaine de brigades irakiennes de contre-attaques dans le cadre BPC (formées principalement en 2016) et le soutien logistique de ces unités a probablement contribué à augmenter le rapport de force des FSI d’un nouveau tiers

⁵⁵ Inspector General US department of Defense, “Assessment of DoD/USCENTCOM and Coalition Plans/Efforts to Train, Advise and Assist the Iraqi Army to Defeat the Islamic State of Iraq and the Levant”, 30 September 2015, p 2.

supplémentaire. Lorsqu'on sait qu'en zone urbaine, il faut une force dix fois plus puissante que celle de l'ennemi pour espérer une victoire, tout ceci est évidemment non négligeable et place le concept BWT comme une combinaison gagnante.

5.3 La reconnaissance du SFA comme réelle fonction opérationnelle

En parallèle du développement de la SFA avec l'emploi judicieux du BWT, les Armées américaines poursuivent leur transformation doctrinale. Face à l'émergence de menaces dans de nouveaux champs comme le cyber-espace, la tentation de prendre un chemin plus technologique pour rétablir leur supériorité reste latente. L'ensemble des documents stratégiques américains identifie différents domaines de conflictualité et « 4+1 » menaces. L'emploi de cette terminologie pour caractériser les menaces stratégiques des États-Unis montre la prise de conscience américaine quant à l'évolution du contexte géopolitique. Ainsi la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord sont les quatre pays nommément désignés comme pouvant déstabiliser les intérêts stratégiques des USA. Le terrorisme vient s'ajouter, sans se confondre, à ces menaces étatiques. Cette différenciation montre également le rééquilibrage de l'analyse stratégique avec une réalité terroriste contre-balançée par le retour des États-puissances. Cette réapparition d'États qualifiés de « *peer threats* », autrement dit capables de rivaliser avec eux dans certains domaines, vient déclasser la *Global War on Terror*. Pour des raisons partiellement différentes de celles avancées dans l'après-guerre du Vietnam, l'abandon de la COIN semble acté, taxée d'avoir nivelé par le bas la capacité des armées américaines à conduire une guerre large spectre de haute intensité. L'*AirLand Battle* des années 1990 qui avait laissé place à un emploi massif et global de la COIN, semble aujourd'hui se muter en un nouveau concept, porté par l'Army : le *Multi-Domain Battle*(MDB)⁵⁶.

Pragmatique, cette nouvelle doctrine semble être une réponse plutôt bien adaptée aux défis futurs et menaces diverses. Respectant globalement l'idée de l'approche stratégique globale, le MDB a vocation à maintenir ou rétablir la supériorité de l'armée américaine dans les domaines Terre, Air, Mer, Espace, Cyber-espace et champ informationnel. Pour renouer avec l'assurance de la victoire recherchée dans les trois grandes phases stratégiques décrites dans le nouveau FM 3-0 (la « préparation/prévention », la « conduite de l'opération aéroterrestre large spectre » et la « consolidation des gains »), l'armée de Terre américaine a décidé de

⁵⁶ United States Army, *Field Manual 3-0* (FM 3-0), octobre 2017, chapitre 1 p 6.

recentrer les forces sur le cœur de métier et de porter un nouvel effort sur les nouveaux champs de conflictualité.



Figure 4 : les six rôles stratégiques de l'Army et leur place dans le plan de campagne interarmées⁵⁷

Dans cette quête de ré-acquisition de la suprématie militaire, l'armée américaine reconnaît en effet, dans l'actualisation de sa doctrine, une érosion ou une stagnation de sa supériorité en évoquant la notion « d'avantage relatif » sur des facteurs tels que la « létalité, l'influence, la légitimité, le tempo de la manœuvre, la liberté d'action, le moral et la volonté »⁵⁸. Pour compenser cela, il s'agit donc désormais d'éliminer toute fragilité dans des domaines comme « le *Mission Command*, le contrôle de l'espace aérien, les affaires civiles, les opérations d'information, la déception, la sécurité des opérations, cyber espace, guerre électronique, *Space Integration* »⁵⁹.

En conséquence, la COIN n'est plus la référence des opérations et le modèle des AAB, tel que nous l'avons vu apparaître avec la fusion progressive des BCT et des équipes de transitions (MiTT), est ainsi abandonné. Le recentrage des forces sur leur cœur de métier implique une re-spécialisation des forces. Les BCT sont recentrées sur le combat de haute intensité et de nouvelles unités dédiées aux futures missions de partenariat sont créées. La création de ces unités, appelées *Security Force Assistance Brigades* (SFAB), n'est pas un désaveu de la nécessité de lier très directement, à travers une chaîne de commandement commune, les opérations sécuritaires des opérations de coopération et de stabilisation. Cette apparente

⁵⁷ Colonel Pierre-Olivier Marchand, fiche sur le *Field Manuel 3-0 operations* dans le dossier du Détachement de Liaison Terre mensuel d'octobre 2017, p7 ou FM3-0 chapitre 1 p 14.

⁵⁸ FM 3-0 chapitre 1 p 18 et-19

⁵⁹ FM 3-0, *ibidem*.

nouvelle séparation des métiers est en réalité une mesure qui ne recherche pas l'efficacité de la polyvalence mais l'efficacité. Il s'agit en effet d'avoir des instruments, des unités adaptées, pour répondre tantôt aux crises insurrectionnelles et indirectes avec les SFAB, tantôt aux conflits directs de plus haute intensité avec les BCT. Il s'agit finalement pour les États-Unis de se doter d'une capacité à mener des guerres hybrides du niveau tactique au niveau stratégique, non pas à travers des unités polyvalentes mais avec un panel d'unités relativement spécialisées.

Enfin, la création des SFAB de façon permanente dans l'organisation des armées américaines est la reconnaissance officielle du SFA comme véritable fonction opérationnelle. Ce n'est plus seulement un concept englobant des programmes associés à des lignes budgétaires spécifiques. Ce n'est plus seulement un procédé pour obtenir des effets, ou une capacité qui sert la « fonction engagement ». Son positionnement plutôt transverse et multi-domaines place désormais clairement le SFA au rang de fonction opérationnelle intégrante. Cette reconnaissance du SFA confirme sa pertinence dans la résolution de certaines crises et l'avenir des opérations militaires devrait consolider ce constat avec la cohabitation d'opérations tantôt destinées aux SFAB, tantôt destinées aux BCT.

La première SFAB a été créée en octobre 2017 à Fort Benning et cinq autres devraient suivre d'ici 2022. La doctrine est en cours de finalisation et la structure de ces brigades reste proche des brigades de combat actuelles de l'*US Army*, bien que les effectifs ne sont pas comparables. Alors qu'une BCT compte généralement environ 4500 personnes, une SFAB réunirait 600 à 800 personnes environ. Cette légèreté est volontairement recherchée pour conserver la possibilité d'appliquer un *smart power* bien dosé. En termes de contrôle ou commandement opérationnel, l'engagement de ce type de brigade ne devrait pas différer de ce qui est actuellement pratiqué pour les BCT. Pour autant sa faible dotation en éléments de soutien (facteur qui reste cohérent avec l'idée de *light footprint*) ne lui permettra pas d'avoir une pleine autonomie. L'externalisation du soutien à des contractuels locaux sera probablement la solution préférentiellement « jouée », comme c'est le cas actuellement en Irak par exemple. S'agissant de sa capacité à combattre, la SFAB ne dispose pas réellement d'unités de combats mais intègre néanmoins des unités de protection de la force pour lui permettre d'être autonome sur ce point crucial.

Non dotée de matériel majeur, la SFAB devrait principalement être à dominante infanterie mais une version blindée est à l'étude. Le cœur de métier étant la formation et le conseil, il est prévu qu'elle soit composée d'environ 58 équipes formées de 21 hommes possédant les

capacités critiques requises. Comme l'illustre la figure 5, les capacités renfermées seraient de manière générale : l'infanterie, la cavalerie, le génie, l'artillerie et la logistique opérationnelle (ravitaillement, maintenance et soutien santé). Par ailleurs, toutes ces capacités clés pourraient ponctuellement être complétées par des instructions spécifiques selon les besoins de la force partenaire.

Structure simplifiée :

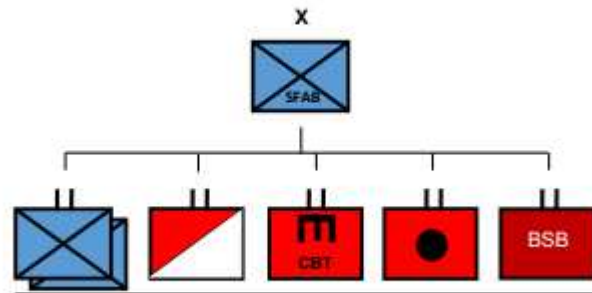


Figure 5 : structure simplifiée d'une SFAB à dominante infanterie⁶⁰

Chaque équipe de la SFAB est constituée de 21 personnes (cf. figure 6). Neuf soldats forment un groupe chargé de la protection des 12 formateurs et conseillers militaires. Les quatre *primary advisors* seront responsables de la formation d'état-major et tactiques de leurs cadres homologues et les huit autres formateurs, *secondary advisors*, enseigneront ou conseilleront la force partenaire dans les domaines de spécialité les plus souvent demandés et nécessaires au combat comme le renseignement, le génie combat (notamment le déminage), les transmissions, le soutien santé, l'appui feu aérien et artillerie, la mécanique, la logistique et le soutien administratif.

⁶⁰ Lcl DEMAY, « les brigades d'assistances des forces de sécurité de l'*us army* : *security force assistance brigade (SFAB)* » fiche du dossier NP DGRIS dossier SFAB, 2017, p 13

L'équipe de conseillers type :

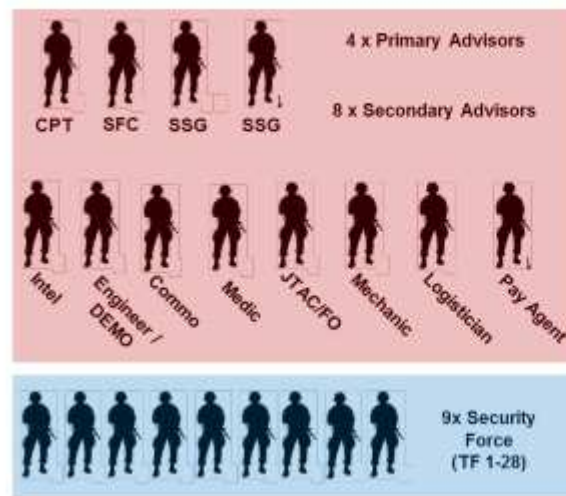


Figure 6 : l'équipe type d'une SFAB⁶¹

Parmi les 58 équipes de la SFAB, deux équipes constituées des plus hauts gradés de cette brigade seraient dédiées au « *Train, Advise, Assist, Accompany and Enable* » (TAAAE) du niveau division de la force partenaire, quand six autres équipes se concentreraient sur le niveau brigade. Les 50 autres équipes seraient vouées au niveau bataillon. Si aujourd'hui, l'exemple de l'opération *Inherent Resolve* montre que l'effort TAAAE se porte essentiellement sur les niveaux division et brigade, la structure des SFAB montre l'intention de l'armée de Terre américaine de réinvestir les plus bas niveaux tactiques. Si ceci est probablement une conséquence des retours d'expérience des dernières guerres et promet une meilleure efficacité, cela pourrait néanmoins fragiliser la préservation d'une empreinte légère. Par ailleurs, l'opération américaine en Irak montre actuellement que le SFA des niveaux divisions nécessite malgré tout, des effectifs supérieurs aux 21 personnes proposées dans une équipe de la nouvelle structure SFAB. En effet, les effectifs requis peuvent atteindre 50 à 80 personnes par divisions partenaires. Pour la conduite des opérations à venir, il est donc probable que plusieurs équipes soient détournées de leur mission à destination des bataillons, pour renforcer les équipes travaillant au profit des divisions, voire des brigades.

S'agissant de la formation et de l'entraînement de ces équipes, il est prévu que 16 semaines soient consacrées à étudier la langue (ou les langues) de la zone géographique affectée à la brigade, puis que six autres semaines soient mises à profit de l'apprentissage du métier

⁶¹ Idem p 16

spécifique de l'A&A⁶². Tout ceci serait complété par un entraînement sur les véhicules, engins et armes en dotation dans les armées partenaires. Une instruction de base serait également délivrée pour apporter des notions de survie et de secourisme pour garantir l'aptitude à s'enfuir en cas d'encerclement par l'ennemi ou de menace directe de « *green on blue* »⁶³. Un effort de formation sur la culture de guerre du partenaire sera aussi fait pour mieux le comprendre, anticiper ses besoins et mieux coordonner les actions. La prise en compte que, l'on ne pourra pas changer les modes d'actions traditionnels du partenaire est effective et c'est ainsi que les États-Unis ont admis en Irak qu'il fallait développer leurs capacités et savoir-faire selon le référentiel « *iraqi good enough* ».⁶⁴

Pour armer ces brigades, le personnel recherché devra être expérimenté et relativement « gradés » pour allier compétence, légitimité et lisibilité vis à vis des partenaires. Aucune jeune recrue ne devrait servir dans ce type d'unité car, par soucis de légitimité, il faut déjà avoir occupé le poste dans une affectation antérieure pour pouvoir prétendre l'enseigner ou conseiller. De plus, afin d'assurer une montée en puissance rapide et efficace de cette nouvelle fonction, seuls les volontaires seront initialement recrutés et une campagne d'incitation et de valorisation des métiers du SFA sera entretenue pour attirer ou maintenir le personnel.

Enfin, les SFAB ont vocation à apporter de la flexibilité et de la liberté d'action, telle une sorte de réserve stratégique de l'armée de Terre américaine. En effet, au-delà de leur mission de conseil et de formation des partenaires, elles doivent pouvoir rapidement intégrer des renforts pour se transformer en BCT à dominante infanterie, cavalerie ou *stryker*. Finalement, les SFAB sont aussi des noyaux clés sur lequel d'autres capacités peuvent venir se greffer en fonction du besoin⁶⁵. Ces capacités pourraient être fournies par exemple, par d'autres BCT,

⁶² C. Todd Lopez, "Security Force Assistance Brigades To Free Brigade Combat Teams From Advise, Assist Mission", Army news service, 19 mai 2017

⁶³ Le « *green on blue* » est lorsque un ennemi infiltré dans l'armée partenaire ouvre le feu sur les militaires en charge de l'A&A ou du BPC.

⁶⁴ Cette expression est régulièrement utilisée dans les états-majors de la Coalition. Elle vise à imposer à la Coalition l'acceptation de la culture de guerre iraquienne. L'écueil des partenariats précédents était de vouloir imposer un standard occidental pour conduire la guerre. Cette démarche était souvent contre productive et l'utilisation de cette terme illustre cette prise de conscience.

⁶⁵ C. Todd Lopez, *op cit.*

les *national guards* (ce qui présenterait une certaine cohérence avec le NG-SPP⁶⁶) ou les réservistes.

Chapitre 3 : Quelles leçons en tirer/ analyse

1. *L'évolution des doctrines et concept*

En janvier 2012, le Secrétaire d'État à la défense, Léon Panetta reconnaissait que :

“building partnership capacity remains important for sharing the costs and responsibilities of global leadership” with states that value freedom, stability and prosperity [...] whenever possible, we will develop innovative, low-cost, and small footprint approaches to achieve our security objectives, relying on exercises, rotational presence, and advisory capabilities.”⁶⁷

Cet extrait de sa directive stratégique intitulée *Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*, illustre le chemin parcouru depuis 2003 en termes de réflexion stratégique. L'évolution doctrinale connue par les États-Unis au cours de ces quinze dernières années de guerre montre en effet toute l'aptitude des Américains à entretenir un débat stratégique dans les milieux militaires comme dans les milieux politiques. Cette progression du *hard power* hyper-technologique vers le *Multi-Domain Battle* témoigne également une bonne prise en compte des retours d'expérience et illustre leur bonne capacité d'adaptation aux nouvelles menaces. Enfin cette transformation est le témoin d'une remise en question profonde des élites américaines quant à leur rapport avec le reste du monde.

En effet, le pays le plus puissant du monde admet connaître quelques fragilités et sa supériorité peut parfois être remise en cause dans certains domaines. Surtout, le modèle occidental dont il se faisait le phare, est aujourd'hui rejeté dans de nombreuses régions du

⁶⁶ William b. Boehm, “THE NATIONAL GUARD STATE PARTNERSHIP PROGRAM, Forging and Maintaining Effective Security Cooperation Partnerships for the 21st Century”, National Guard Bureau Office Of Public Affairs Historical Services Branch Arlington, Virginia, 2014.

⁶⁷ MG Charles W. Hooper, US Army, Director of Strategy, Plans, and Programs, US Africa Command, “Going Farther by Going Together: Building Partner Capacity in Africa”, article du dossier n° 14-14 du *CALL sur Army Security Cooperation*, juillet 2017, p 31.

monde. Les Américains ont donc pris conscience qu'ils étaient entrés dans une nouvelle guerre longue dans laquelle « la victoire » ne serait pas seulement obtenue par des actions politico-militaires. Comme l'illustre la figure ci-dessous, ils sont à nouveau entrés dans une guerre où la dimension idéologique, qu'ils avaient peut-être crue éteinte après la chute du mur, revient avec force.

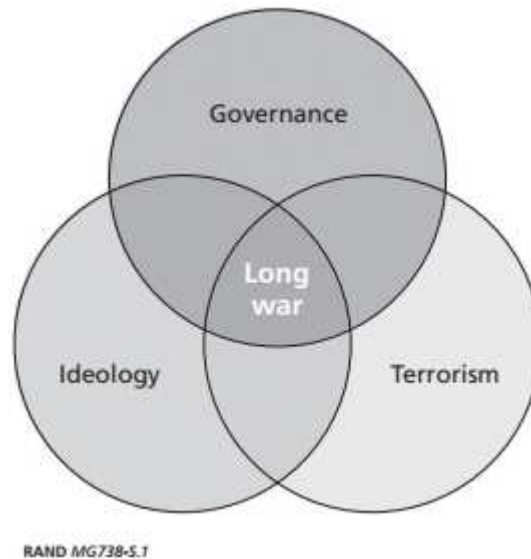


Figure 7 : la Long War, à l'intersection du terrorisme, de l'idéologie et de la gouvernance⁶⁸

Ce concept de *Long War*, montre compréhension américaine des nouveaux enjeux et laisse définitivement de côté de la *Global War On Terror* qui englobait une approche politique mais surtout militaire. Cette prise de conscience a placé l'analyse systémique au cœur de l'analyse stratégique et le développement des doctrines de contre-insurrection puis des techniques de contre-terrorisme, qui reposent davantage sur le ciblage, en sont des effets induits.

Ainsi entre 2003 et 2018 les lignes d'efforts opérationnels ont évoluées comme ci-dessous :

⁶⁸ Christopher G. Pernin, Brian Nichiporuk, Dale Stahl, Justin Beck, Ricky Radaelli-Sanchez, "Unfolding the Future of the Long War Motivations, Prospects, and Implications for the U.S. Army", RAND, 2008, p 13.

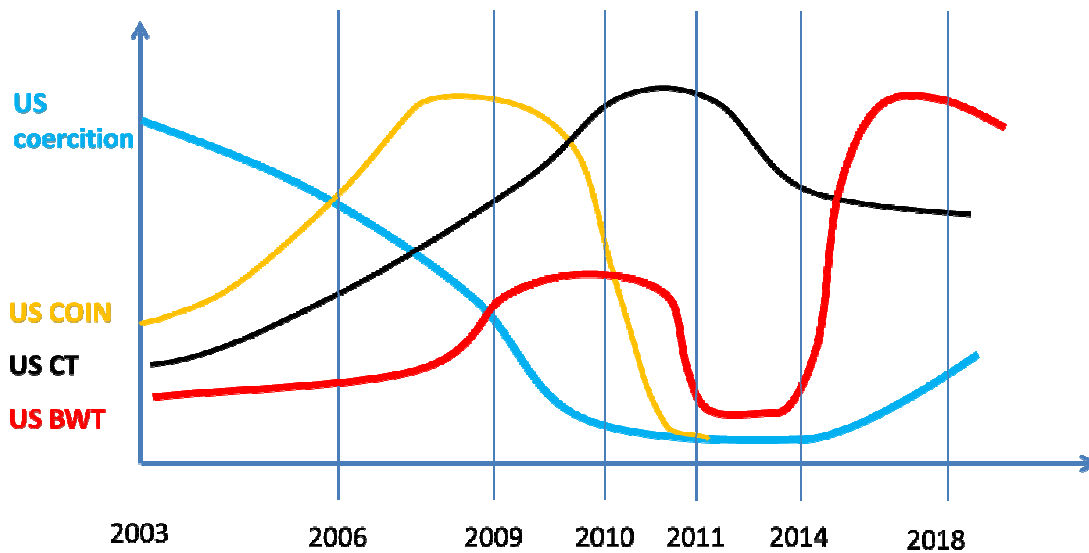


Figure 8 : évolution des lignes d’effort stratégique des États-Unis en Irak entre 2003 et 2018

Les leçons tirées de chaque grandes périodes de la guerre en Irak alimentées par divers contextes politiques difficiles pour les administrations successives, ont permis de passer d’un modèle à l’autre pour arriver aujourd’hui à un concept plutôt équilibré sur l’ensemble des niveaux opérationnels :

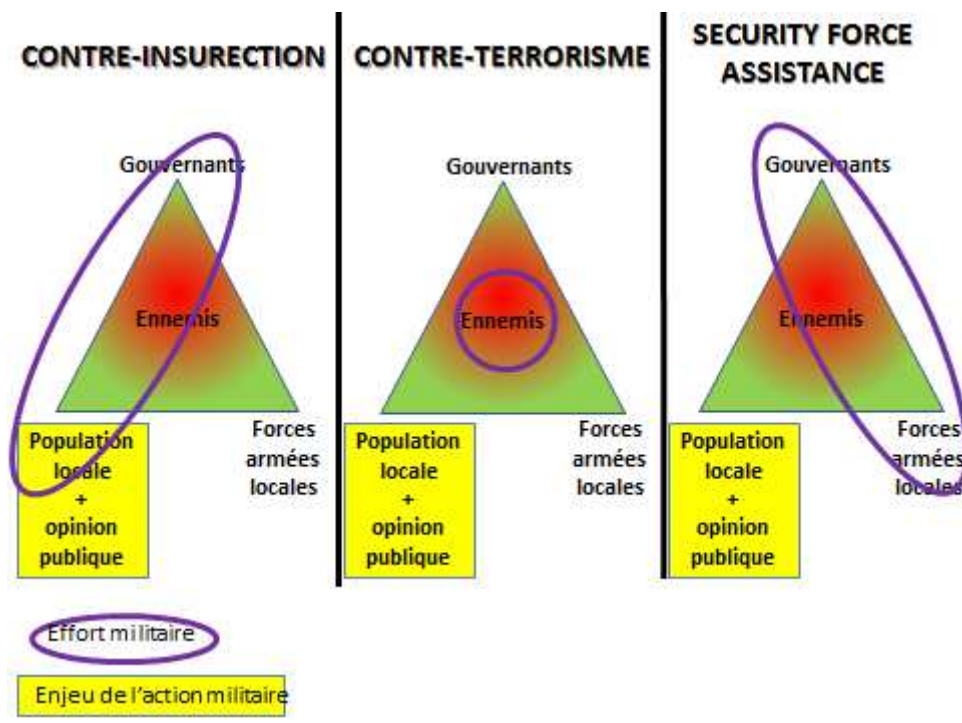


Figure 9 :les points d’application des différentes approches opérationnelles

Cette évolution illustre une meilleure compréhension des facteurs déterminants pour assurer la victoire tactique mais surtout stratégique. Dans cette lutte politique, militaire et idéologique, les deux facteurs clés pour obtenir la victoire sont la légitimité et la flexibilité. Comme l'avait bien perçu le Président Obama, les États-Unis vivent une tension entre leur sentiment de responsabilité vis-à-vis d'une partie du monde qui les voit comme « gendarme du monde » et le refus de ce modèle occidental par une autre partie du monde. Pour réconcilier ces deux nouveaux blocs, les Américains ont voulu repenser leur façon de faire la guerre en s'appuyant sur la philosophie clausewitzienne de la guerre. Ainsi, s'inspirant de la trinité clausewitzienne qui donne la cohérence de l'action étatique : « population, gouvernants et forces armées » ; ils ont d'abord tenté de « gagner les cœurs » de la population avec le modèle de contre-insurrection. Il s'agissait de convaincre la population de se dissocier de l'insurrection afin de faciliter la réduction de celle-ci. Des effets positifs se sont faits sentir et une victoire tactique de court terme fut au rendez-vous. Cette période replaçait la population au cœur des opérations tel un véritable milieu contesté. Malheureusement, ce concept n'a pas permis d'établir les conditions d'une réconciliation et d'une reconstruction étatique durable. Aussi, le modèle américain et occidental restait rejeté, ce qui conduisit les Américains à poursuivre leurs opérations grâce à la supériorité technologique. Ce modèle du contre-terrorisme fondé sur l'usage massif des drones et des services spéciaux ou clandestins, visait à rechercher le maximum de discrétion pour poursuivre l'usure de l'ennemi sans créer davantage de phénomène de rejet à l'encontre des Américains. Assez vite, ce modèle parut incomplet. Certes l'empreinte physique américaine était réduite, mais l'emploi du CT, tel que celui appliqué jusqu'ici ne leur donnait plus vraiment de limite spatio-temporelle. Par une approche uniquement centrée sur le CT, il pourrait ne plus y avoir de zone d'opération clairement définie et discriminée. Cette dilution des limites opérationnelles pourrait transformer le globe en théâtre d'opération. Plus grave encore l'atteinte des objectifs, à savoir la destruction des terroristes, serait difficilement mesurable voire inatteignable. Dans ces conditions, il paraissait impossible pour les Américains de pouvoir déclarer une victoire. Alors, ajoutant alors dans l'équation des théories de psychologie sociale, comme le triangle de Karpman⁶⁹ par exemple,

⁶⁹ En 1968, Stephen Karpman a mis en évidence un scénario relationnel entre victime, persécuteur et sauveur. Selon ses observations, lorsqu'un des acteurs endosse l'un des trois rôles, il entre dans un triangle dramatique dans lequel une sortie de crise est peu probable. Pour résoudre un conflit, Karpman propose de ne pas s'inscrire dans ce triangle. Ainsi, appliqué aux relations internationales, on comprend que l'efficacité d'une action extérieure dépend de la capacité des acteurs à sortir du triangle. Par exemple, l'action d'un pays doit donc être non intrusive pour ne pas se positionner en sauveur et faire en sorte que l'État hôte, fragilisé, ne soit pas considéré comme une victime.

ils replacèrent les aspects culturels au centre de leur engagement. Il leur est apparu paradoxalement qu'une bonne approche globale passait par un recentrage sur la dominante militaire ; la population et les gouvernants récoltant finalement les fruits de cette nouvelle approche. L'effort a donc basculé de la population vers les forces armées partenaires. Il ne s'agit pas de combattre à la place des forces armées de la nation hôte mais d'accompagner ces dernières en leur permettant de réaliser les missions qui leur incombent. Ainsi, ils valorisent les gouvernants qui, en gardant le contrôle sur leur armée et sur les décisions stratégico-opératives, suscitent la reconnaissance de la population pour avoir su gérer la situation de crise. Bien que les *end state* peuvent être divergents entre le partenaire soutenu et la force soutenante, cette approche offre un retour positif pour tous. La légitimité gouvernementale est accrue par la victoire militaire de son armée, elle-même permise par l'appui des forces américaines ou de la Coalition qui obligent à la reconnaissance. Les forces armées partenaires sont également directement valorisées car elles ont consentis de gros efforts (souvent humains), honorables et héroïques, pour vaincre leur ennemi. Les Armées étant souvent un bon échantillon représentatif de la société du pays hôte, la reconnaissance de la responsabilité de celles-ci dans la victoire sert la phase de réconciliation et de stabilisation dans la durée. La plupart des pays s'étant « construits à coup d'épée », l'atteinte des objectifs par une armée et son gouvernement est constitutive d'un roman national qu'ils seront enclins à propager, entretenir, défendre et transmettre. Enfin, en aidant un pays à régler ses problèmes par lui-même, grâce uniquement à l'apport de capacités, complémentaires à celles détenues par celui-ci, les armées occidentales se positionnent en « bon samaritain » tout en servant leurs intérêts sécuritaires. Ceci rejaillit alors positivement sur elles et facilite la compréhension et l'acceptation de « l'idéologie occidentale ». Il s'agit d'une stratégie de *bargain* discret et rusé, entre *sponsorship* et *service delivery*. Des effets pervers de cette approche, comme la possible dépendance de la nation hôte au SFA ou le risque d'enlèvement, existent néanmoins et seront développés plus bas. Pour cette raison, une telle approche ne peut s'inscrire dans un temps court et l'investissement dans le temps long paraît la seule option pour consolider les gains d'une telle campagne et assurer une victoire stratégique.

In fine, bien que le SFA ne soit pas la fonction suffisante pour résoudre tout type de crise, elle est néanmoins nécessaire à la victoire. Le FM 3-0, évoqué plus haut, illustre cette compréhension avec, entre autres, l'affirmation de l'utilité du SFA en prévention, en intervention comme en stabilisation. En intervention le SFA utilisant le BWT renforce la légitimité de l'action, alors qu'en phase de stabilisation le SFA, notamment à travers le BPC, facilite la transition à une force locale ou supranationale, offrant ainsi une stratégie de sortie.

La nouvelle doctrine américaine insiste sur la nécessité de renouer avec le combat de haute intensité mais insiste aussi particulièrement sur cette phase de « consolidation des gains » qui dépasse la stabilisation sans aller jusqu'à promettre la normalisation, écueil régulièrement commis dans les plans de campagne précédents. S'agissant de la prévention des crises, le SFA trouve aussi toute sa pertinence. La création de bonnes relations avec des pays judicieusement ciblés est vecteur d'influence pour améliorer l'acceptation du modèle occidental mais aussi créer des leviers pour agir de façon indirecte sur d'autres pays ou groupes politico-militaires de la sous-région. Cela facilite aussi l'anticipation stratégique en permettant une meilleure analyse de la situation sécuritaire des zones d'intérêts, permet une plus forte interopérabilité, incite davantage au partage du fardeau sécuritaire et rend plus aisée la génération de coalition *ad hoc*. Enfin et surtout, c'est un moyen déterminant pour atténuer le risque de déni d'accès, risque en perpétuelle augmentation. En synthèse, la définition de la coopération de sécurité décrite dans le JP 1-02⁷⁰ reprend globalement ces différents aspects :

All Department of Defense interactions with foreign defense establishments build defense relationships that promote specific U.S. security interests, develop allied and friendly military capabilities for self-defense and multinational operations, and provide U.S. forces with peacetime and contingency access to a host nation.

Pour l'Army, cette approche se retrouve dans la conceptualisation du *Global Land Network* (GLN)⁷¹, qui vise à penser un maillage militaire mondial grâce à une forme d'approche systémique globale. Ce réseau terrestre permettrait la prise en compte de la complexité des relations et des alliances, perpétuellement mouvante et amplifiée par la mondialisation. Un tel réseau servirait aussi efficacement et durablement une stratégie de protection d'intérêts nationaux, en favorisant la proposition de modes d'action diversifiés et réversibles, pouvant aller de la simple présence militaire aux opérations de reconstruction étatique, en passant par des actions préventives ou des opérations militaires coercitives.

La figure 10 ci-dessous, issue d'une étude de la *RAND Corporation*, illustre les bénéfices du GLN dans le cadre de différents types d'engagements opérationnels. En en faisant une lecture rapide, la masse des couleurs noires et grises illustre qu'une bonne partie des engagements opérationnels peuvent être optimisés grâce à la mise en place préalable du GLN. Ceci est

⁷⁰ Joint Publication 1-02 (Washington DC: Government Printing Office, January 2012)

⁷¹ Angela O'Mahony, « the Global Landpower Network , Recommendations for Strengthening Army Engagement », *Rand Corporation*

particulièrement vrai pour les opérations préventives, de stabilisation et de transition, réalisées en partenariat ou en coalition, dans une sous-région.

Table 4.1
Potential Benefits from the Global Landpower Network for Army Core Operational Capabilities

GLN Value Proposition	AOC Army Operational Element									
	Engage Regionally	Respond Globally	Develop Situational Understanding	Conduct Joint Combined Operations	Sustain High-Tempo Operations	Establish and Maintain Security	Consolidate Gains	Respond to and Mitigate Crisis in the Homeland	Ensure Institutional and Operational Synergy	Develop Innovative Leaders and Optimize Human Performance
Operate through partners	Black	White	Black	White	White	Black	Black	White	White	White
Enable robust coalition operations	Gray	White	Gray	Black	White	Black	Gray	White	White	White
Know your partners	Black	Gray	Gray	Gray	White	White	Black	White	Gray	Gray
Improve access to and knowledge of areas and lands	Gray	Black	Black	Black	White	Gray	Gray	White	Gray	Gray
Get ahead of future problems	Black	White	Gray	White	White	White	White	White	White	White
Increase capacities and capabilities	Gray	Gray	Gray	Gray	White	Gray	Gray	White	Gray	White
Transition relationships	Gray	Black	White	Black	White	Gray	Gray	White	White	White
Convey strategic intent	Black	Black	White	White	White	Gray	Gray	White	White	White

NOTE: Black cells indicate full support to the mission. Gray cells indicate partial support to the mission. White cells indicate negligible or small support to the mission.

Figure 10 : les potentiels bénéfiques du GLN pour les opérations militaires⁷²

Pour permettre cela de façon efficiente et rationnelle, l'étude compare différents types de réseau et identifie celui qui serait plus pertinent dans l'atteinte d'objectifs du GLN. Ainsi il n'existerait pas un réseau capable de remplir l'ensemble des objectifs.

⁷² O'Mahony, *idem*, p 53.

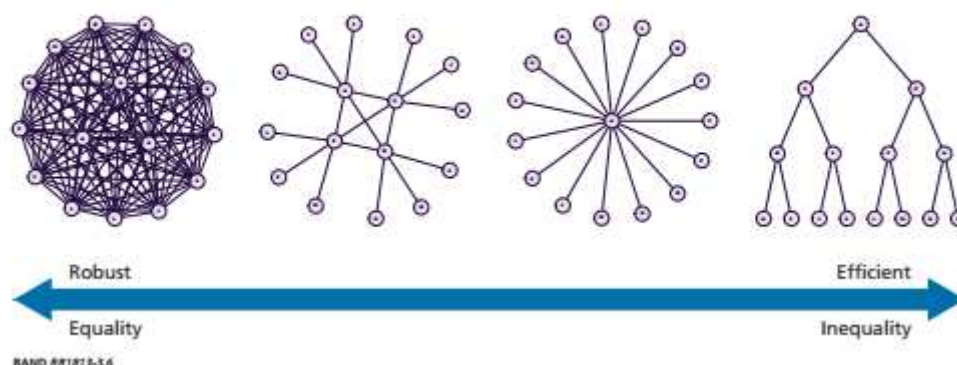
Table 3.1
Global Landpower Network Value Propositions, Network Archetypes, and Engagement Activities

Value Proposition	Archetype	Engagement Activity
Transitioning relationships	Clique	Humanitarian assistance, cooperation on transnational threats, and conferences
Creating interoperability for robust coalition operations	Clique subset	Personnel exchanges and information sharing
Increasing capacity and capability	Core-periphery and multiscale	Research and development, personnel exchanges, and information sharing
Operating through partners	Core-periphery and multiscale	Military education, security funding, and advanced arms activities
Getting ahead of future problems	Core-periphery and tree	Stability operations and defense institution building
Knowing your partners	Star	Civilian engagement and senior-leadership visits
Gaining knowledge of areas and lands	Star and tree	Surveillance and access agreements
Conveying strategic intent	Star and tree	Coalition-building and access agreements

Figure 11 : description du type de réseau le plus adapté à quelques objectifs du GLN⁷³

Néanmoins, si on en croit les figures 11 et 11 bis, certains types de réseau seraient plus appropriés pour répondre à tel défi ou faciliter tel effet. Les réseaux qui pourraient globalement être qualifiés de « glocalisés » sembleraient être plus pertinents pour faire face à la majorité des défis actuels. Aidant à la réaction, le GLN et le type de réseau employé sont surtout des instruments d'anticipation et de dissuasion. Le choix d'un type de réseau implique qu'une réelle vision stratégique soit établie afin de clairement fixer les ambitions et les effets finaux recherchés.

Figure 3.6
Archetype Summary



⁷³ O'Mahonny, *idem*, p 35.

Figure 11 bis : description du type de réseau le plus adapté à quelques objectifs du GLN⁷⁴

Enfin, pour accompagner cette nouvelle vision stratégique, qui s'est progressivement développée sous l'administration Obama, le général Odierno a mis en place en 2013 le concept de Regionally Aligned Forces (RAF) pour replacer l'approche culturelle au cœur de l'efficacité opérationnelle.

Alors qu'il est chef d'état-major des Armées américaines, le général R. Odierno décide d'optimiser et faciliter le travail des *Combattant Commanders* (COCOM) chargés de planifier et conduire les opérations américaines dans 6 régions⁷⁵ du monde identifiées pour leur intérêt stratégique. Pour cela des forces spécialement entraînées aux problématiques de la région concernée sont désignées et, d'une certaine manière, pré-affectées aux différents COCOM. Selon le concept, ces forces éduquées aux spécificités culturelles de chaque théâtre seraient modulables et adaptables aux besoins de chaque opération, ainsi qu'aux efforts recherchés par chaque COCOM. Ce dispositif vise à compléter l'existant, comme le corps des *Foreign Area Officers* ou le *State Partnership Program* des *National Guards*, en augmentant le vivier de spécialistes et en autorisant l'acculturation de quelques unités constituées allant du groupe de forces spéciales à la division. Ainsi, par exemple, la 2nd Division d'Infanterie est plutôt dédiée à l'US Pacific Command alors que la 2nd *Armored Brigade Combat Team* (BCT) de la 1^{ère} Division Infanterie serait davantage concernée les activités menées par l'*US AfriCom*.

En conclusion, la citation ci-dessous du général Odierno illustre cette vision et synthétise tout l'intérêt et l'enjeu d'une telle approche, pour gérer une crise et surtout la prévenir. La sécurité collective s'en trouverait ainsi fortement consolidée.

"Our Army must help shape the international environment so our friends are enabled and our enemies contained. We do that by engaging with our partners, fostering mutual understanding through military-to-military contacts, and helping partners build the capacity to defend themselves. This is an investment in the future, and an investment we

⁷⁴ O'Mahonny, *idem*, p 33.

⁷⁵ USAFRICOM, USCENTCOM, USEUCOM, USNORTHCOM, USSOUTHCOM, USPACOM.

cannot afford to forgo. It is cultivating friends before you need them, being a reliable, consistent, and respectful partner.”⁷⁶

2. les principaux enseignements tirés de ces 15 années de guerre américaine au Moyen-Orient

Une étude de la RAND Corporation, dirigée par Linda Robinson en 2014 et intitulée, “*Improving Strategic Competence, Lessons from 13 Years of War*”⁷⁷ fait ressortir quelques enseignements remarquables des années de guerre américaine en Irak et Afghanistan. Parmi ceux-ci on peut noter :

- la nécessité d’établir des structures de commandements interministérielles, inter-agences et multinationales du niveau tactico-opératif au niveau stratégique ;
- la nécessité de fonder les plans de campagnes militaires sur une véritable stratégie politique et de les doter d’un plan de transition (*stability operations, capacity-building, etc*) ;
- la guerre ne peut être gagnée uniquement par la technologie et sans prise en compte du contexte socio-culturel ;
- le travail d’influence des forces pré-positionnées ou des opérations spéciales peut effectivement réduire le coût humain et financier des opérations conventionnelles.

L’histoire militaire recèle de nombreux exemples pouvant confirmer ces quelques constats. Agamemnon avait déjà compris tout l’intérêt de travailler en Coalition, l’empire romain était connu pour ses agents infiltrés et veillait à mailler son empire avec de nombreux détachements de légionnaires. L’histoire contemporaine, avec la seconde guerre mondiale ou les guerres de colonisations ou de décolonisations, montre également tout l’intérêt de prendre en compte les aspects culturels. Si ces enseignements paraissent aujourd’hui relativement évidents, le fait qu’il faille les souligner montre comme la conduite de la guerre est un art difficile, qui souffre des tensions permanentes générées par la complexité mouvante du milieu dans lequel nous évoluons.

⁷⁶ GEN (Ret.) Raymond T. Odierno, “CSA Editorial: Prevent, Shape, Win,” 16 DEC 2011; http://www.army.mil/article/71030/CSA_Editorial_Prevent_shape_win/

⁷⁷ Linda Robinson, “Improving Strategic Competence, Lessons from 13 Years of War”, Rand Corporation, 2014, p 15.

Pour faire face à cette complexité, la dialectique entre stratégie directe et indirecte est restée vive dans le débat stratégique américain. L'approche BWT est née de ce débat et il convient d'en souligner les enseignements spécifiques complémentaires des éléments génériques soulignés ci-dessus.

3. Les enseignements spécifiques à l'approche BWT

3.1 La planification et la conception d'un partenariat :

Comme évoqué plus haut, l'approche BWT répond à de nombreuses problématiques stratégiques et opérationnelles. À travers une certaine hégémonie discrète, il s'agit de pouvoir lier des partenariats solides pour prévenir les crises ou rendre possible la résolution de celles-ci. Les menaces étant aujourd'hui de plus en plus transnationales, il s'agit bien d'assurer la défense de nos intérêts nationaux à travers la participation à une forme de défense collective qui ne dit volontairement pas son nom. L'approche BWT vise à partager le fardeau et replace chaque acteur à sa juste place, face à ses responsabilités. La résolution d'une crise, autrement appelée « victoire », passe par une intervention légitime, crédible et flexible qui sont trois qualités essentielles de l'approche BWT. Le travail en coalition et surtout le respect de la souveraineté de l'état hôte confortent la légitimité des différents acteurs quand les succès tactiques, permis par le soutien humain, matériel et financier des coalitions, garantissent la crédibilité de la force. L'amalgame proposé par l'approche BWT apporte une réponse flexible et évolutive à la crise, assurant une réversibilité permanente de l'emploi de la force.

L'évolution non formelle du *jus in bello* comme du *jus ad bellum* que connaît notre époque ne permet plus clairement de définir ce qu'est une victoire. Les juges de paix ne sont plus les États mais davantage l'opinion publique et l'Histoire elle-même. La guerre n'étant plus déclarée, la victoire et la paix ne peuvent pas l'être davantage. Nous ne pouvons plus être dans une approche manichéenne et il existe désormais plusieurs degrés de victoire. L'objectif n'est plus nécessairement d'empêcher l'ennemi de nuire à nouveau, mais il s'agit de permettre à nos alliés et nos partenaires, d'aborder favorablement les éventuelles négociations et d'être en situation de force pour initier une reconstruction et une réconciliation.

La victoire stratégique des États soutenant dépend de leur capacité à permettre la victoire stratégique des États soutenus et l'obtention de cette victoire stratégique se conquiert à la fois tactiquement mais aussi dans le champ des perceptions. Cette victoire pourra donc être qualifiée comme telle si l'effet final recherché est politiquement réaliste et atteignable. En effet, le temps nécessaire à la pacification d'un pays et à la reconstruction de ses institutions

sécuritaires s'inscrit dans un temps long qui ne s'accorde pas toujours avec les exigences politiques conjoncturelles du pays hôte ou des pays accueillis. Le risque d'un « travail inachevé » est récurrent et ne peut être atténué que si les objectifs politiques sont définis en communs par les différentes parties prenantes, ne sont pas trop ambitieux, intègrent une stratégie de transition et ne correspondent pas à des objectifs calendaires mais à résultats mesurables et tangibles.⁷⁸

En conséquence, cette stratégie de partenariat suit une logique presque économique avec la recherche d'un degré de victoire stratégique apprécié au juste besoin, permis par un engagement et des actions nécessaires et surtout suffisantes. Il s'agit bien d'une démarche de complémentarité capacitaire et politique qui vise à mettre en synergie les volontés des partenaires pour combattre une autre volonté. Concrètement, cette démarche « gagnante gagnante » s'est traduite en Irak par l'apport de hautes technologies en complément de la masse fournies par les Irakiens⁷⁹. Finalement, l'engagement dans une démarche de partenariat fait donc écho à un plan stratégique commun qui s'inscrit lui-même pour partie dans la véritable vision stratégique plus globale de chaque acteurs prenant part.

Si le choix des partenaires est un véritable enjeu au niveau stratégique, il l'est aussi au niveau tactico-opératif. Dans une démarche de stabilisation d'un pays, le choix des partenaires doit être finement planifié au regard des avantages tactiques et stratégiques qu'ils pourront apporter sur le court terme mais surtout dans le temps long. Pendant de nombreuses années et particulièrement pendant la phase de contre insurrection, les partenaires locaux privilégiés étaient les milices tribales. Il est vrai que cela montra une efficacité tactique quasi immédiate durant quelques années. Pour autant, le fait de concentrer uniquement son effort sur des milices tribales, au détriment de la reconstruction des forces de sécurité de l'État hôte, peut concurrencer la relance d'une armée et d'une police nationales. Considérant que la

⁷⁸ Le risque d'avoir des effets finaux recherchés divergents ou ne suivant pas le même tempo doit être accepté, que ce soit en coalition ou dans une démarche partenariale. Pour cela, il faut aussi admettre que le fonctionnement classique du commandement des opérations, suivant plutôt une logique « *top down* » est remis en cause. La conduite d'une opération avec un partenaire reconnu et le respect primordial de sa souveraineté obligent l'adoption d'une démarche « *bottom up* » qui rend difficile l'anticipation stratégique des pays coalisés.

⁷⁹ Au cours des neufs premières années de guerre, environ 4 500 soldats américains sont morts en Irak et la guerre aura coûté aux Etats-Unis environ 770 milliards de dollars depuis 2003. Avec l'approche BWT qui complète la masse irakienne par des conseillers et formateurs, les Américains ne sont plus en première lignes et ont perdu moins d'une dizaine de soldats depuis 2014.

reconstruction de forces de sécurités nationales prend un temps certain⁸⁰, celles-ci doivent faire l'objet d'un effort immédiat, dès le début de la campagne. De plus, les ressources à y consacrer étant beaucoup plus élevées que celles nécessaires aux partenariats avec des milices locales, les efforts de formation et d'équipement doivent être anticipés, priorisés et bien répartis entre les acteurs. Cette répartition se fera en fonction des intérêts stratégiques recherchés par la coalition, les pays contributeurs et les partenaires. Ainsi, la charge est telle que la tendance à un emploi quasi exclusif de forces spéciales pour réaliser ces missions de partenariats n'est plus viable. L'implication des forces conventionnelles s'impose pour la reconstruction de forces partenaires nationales alors que les forces spéciales se concentreront sur les partenariats locaux.

3.2 Le BWT et la manœuvre collaborative.

Toute manœuvre recherche l'atteinte d'un objectif militaire par une combinaison d'actions de feu et de mouvement. Dans le cas des opérations menées en partenariat, on ne peut pas clairement dire que chaque partie prenante effectue une manœuvre. Néanmoins, lorsque les effets sont bien combinés et coordonnés, on peut parler de manœuvre collaborative. Ainsi, dans le but de conserver une dynamique opérationnelle, l'action de feu peut compenser le manque de mobilité et inversement, la mobilité doit être importante en l'absence d'appui feu. Ici, dans le cas irakien, les FSI ont la charge de la partie « mouvement » alors que la Coalition concentre ses efforts sur l'appui feu par *Close Air Support* (CAS) ou artillerie, tout apportant un soutien logistique et une participation au renseignement importants.

Bien souvent, cette manœuvre particulière se cristallise dans les milieux urbanisés. Au même titre que les forces régaliennes, l'ennemi cherche à contrôler les lieux peuplés pour asseoir sa légitimité et se garantir l'accès à des ressources matérielles et humaines nécessaires à la soutenance de son effort de guerre et à l'atteinte de ses fins. En Irak, au regard de la dureté des combats dans les milieux urbains extrêmement cloisonnés, la mobilité des FSI était très difficile ce qui augmenta le besoin en appui feu. Dans ce contexte, le risque de dommage collatéral était croissant, pouvant ainsi créer une tension dans les termes du contrat implicite

⁸⁰ L'exemple irakien illustre le temps nécessaire à la reconstruction de forces de sécurités. Aujourd'hui, grâce à l'engagement de plusieurs centaines de soldats, l'*operation Inherent Resolve* entraîne et équipe environ une brigade de soldats et un bataillon de policiers tous les trois mois. A ce rythme et considérant les nombreuses pertes humaines subies par ces unités en guerre, il faudra compter plusieurs années pour reformer le corps des forces armées et des forces de sécurité.

de la manœuvre collaborative. Ainsi, seuls l'utilisation de munitions de précisions⁸¹ et la mise en place de processus réactifs et précis pouvaient maîtriser ce risque spécifique. Par ailleurs, en complément du détachement d'officiers de liaison auprès des forces partenaires, une cellule interarmées et interagences, baptisée *strike cell*, fut mise en place pour assurer la réactivité requise, une meilleure combinaison des effets dans la troisième dimension et un meilleur contrôle national dans la fourniture des feux. Après avoir observé que plus de 90% des tirs effectués étaient effectués en réaction (en conduite et non de façon planifiée), la pertinence de ces mesures n'était plus à démontrer.

Au plan logistique, l'effort fourni dans le cadre de l'opération *Inherent Resolve* ne s'est pas amoindri du fait de l'empreinte légère choisie. Il est d'ailleurs resté assez proche de l'effort logistique fourni dans des opérations plus traditionnelles. Ceci s'explique par un investissement important de la Coalition dans le soutien logistique de l'effort de guerre des FSI mais aussi du fait de l'intensité des approvisionnements nécessaires à l'appui feu des opérations. Toujours dans cette même fonction opérationnelle, d'autres contraintes sont apparues, exacerbées par l'approche BWT. Le respect inconditionnel de la souveraineté du pays hôte et de la légitimité de son gouvernement entraîne évidemment de nombreuses conséquences sur le processus de planification, à la fois sur un plan juridique mais aussi conceptuel. En effet, le cadre juridique de l'opération répond strictement aux exigences du pays partenaire. Si ceci renforce considérablement la légitimité de l'action de la Coalition, cela contraint aussi très fortement sa liberté d'action et sa capacité de réaction. Par exemple en Irak, aucun travail d'infrastructure, aucune construction de base temporaire, ni même le creusement d'une digue ne peuvent être réalisés sans l'accord du gouvernement hôte. Celui-ci conserve ainsi un contrôle permanent des actions réalisées par la force étrangère dans son pays.

Cette limitation de la liberté d'action de la Coalition se retrouve au niveau de la conception des opérations. Au-delà du respect de la souveraineté, il s'agit aussi de respecter les différentes cultures de guerre en acceptant de soutenir ce que le partenaire est réellement capable et sait réaliser. Dans notre exemple, cette mission de soutien des FSI passe par

⁸¹ Que ce soit dans la bande sahélo saharienne ou au Levant, l'essentiel des combats s'effectue dans les centres urbains, parce qu'ils restent tactiquement décisifs pour les différents belligérants. L'imbrication possible avec l'ennemi ou la population nécessite des appuis feu toujours plus précis, ce qui milite pour le développement rapide d'obus guidé, tels que l'Excalibur américain.

l'entretien d'une confiance mutuelle⁸², la connaissance de la culture irakienne et l'acceptation du fait que leur doctrine est suffisante pour atteindre notre objectif commun. Le respect de cette souveraineté et du principe de conception « *iraqi good enough* » représentent une véritable révolution culturelle apportée par l'approche BWT. Bien qu'une des lignes d'effort consiste à conseiller et assister les FSI, le respect de Nation hôte et de ses institutions obligent la Coalition à accepter les plans du pays partenaire, souverain chez lui. La Coalition s'inscrit donc véritablement dans une dynamique « *bottom-up* » insufflée majoritairement par le gouvernement irakien, ce qui peut parfois perturber l'anticipation des niveaux stratégiques des pays contributeurs à la Coalition, davantage habitués au commandement « *top-down* » des opérations. Ainsi, il ne s'agit pas de décider le mode d'action à la place des Irakiens mais bien de permettre réalisation du mode d'action qu'ils ont choisi.

Que ce soit dans la mission de *capacity building* ou dans celle d'assistance, les capacités critiques attendues par le partenaire se rejoignent. L'évaluation précise du besoin capacitaire de la force partenaire sera la première action des détachements d'assistance ou d'instruction. Un audit précis des lacunes capacitaires de la force partenaire locale doit être réalisé afin de permettre à la force extérieure, souvent occidentale, de ne pas imposer ses savoir-faire garantissant ainsi une meilleure acceptabilité de l'assistance. De plus, cette appréciation de l'environnement opérationnel et des besoins du partenaire permet d'offrir une réponse en complément. Bien que chaque situation soit unique, on observe néanmoins que les forces nationales partenaires expriment souvent des besoins ayant trait à l'appui feu (artillerie et aviation), à la coordination des effets dans la troisième dimension, à la logistique opérationnelle, aux opérations de maintenance, au renseignement et au management et au commandement des forces.

Par ailleurs, il a aussi été observé que ces efforts de formation ont eu tendance à concerner principalement les forces armées ou milices des pays partenaires en oubliant souvent les forces de police. Pendant de nombreuses années, la reconstruction des forces de polices était souvent mise au second plan et prise en compte trop tardivement. L'expérience acquise au cours de ces dernières années de guerre a montré toute l'importance de ne pas négliger la formation des unités de police, qui auront la charge de maintenir un niveau sécuritaire

⁸² La réussite d'une démarche de partenariat est en effet fondée sur les liens de confiance qui mettent toujours beaucoup de temps à se construire et qui demandent tout autant de temps pour être entretenus. Dans ce contexte, plusieurs enseignements ont montré qu'une rotation trop rapide des unités A&A ou BPC pouvaient être contre-productive. Une certaine stabilité et durabilité de ces unités et des personnes qui les arment doit être recherchée.

acceptable en phase de stabilisation. Le passage de témoin entre les armées et les forces de police est une étape primordiale qui matérialise une transition sécuritaire et incarne une reconstruction étatique en bonne voie.

En conclusion, l'application du concept « by, with and through » à travers l'A&A et le BPC, a véritablement permis la mise en place d'une manœuvre collaborative efficace. Grâce au BPC, les FSI ont pu économiser leurs moyens et régénérer leurs forces. À travers l'alimentation du renseignement permise par les missions A&A, les FSI comme la Coalition ont conservé une certaine liberté d'action et les moyens offerts et coordonnés grâce aux TF A&A ont permis de concentrer les efforts dans la campagne. Si l'on prend l'exemple de la bataille de Mossoul l'appui feu offert a augmenté environ de 30% le rapport de force en faveur des FSI. La fourniture des équipements dans le cadre BPC visant à équiper 11 brigades de contre-attaques et à soutenir l'effort de guerre irakien a probablement contribué à augmenter ce rapport de force d'un tiers supplémentaire aux profits des Irakiens. Par ailleurs, la formation et l'assistance étant les deux piliers fondamentaux de la manœuvre collaborative, il faut noter que l'approche BWT ne saurait être efficace sans un emploi massif de *Key Leader Engagement* (KLE- favorisant influence et coordination ; dont l'importance ne peut être minimisée) et la recherche d'une décentralisation importante dont la *directive tactique n°1* du général Townsend en est l'illustration.

3.3 Les risques spécifiques d'une telle manœuvre

Bien que l'approche indirecte du BWT semble vertueuse, elle renferme quelques risques intrinsèques/endémiques. Le principal risque est celui du partage de la responsabilité de l'action qui conforte l'idée de bien mesurer l'intérêt stratégique de chaque démarche partenariale. Si la réussite d'une campagne ou d'une opération peut rejaillir positivement sur les différents acteurs engagés dans le partenariat, cela peut aussi avoir un retour négatif en cas d'échec ou, pire encore, en cas de non-respect des usages de la guerre par le partenaire formé et soutenu. En effet, si celui-ci ne respecte pas le droit des conflits armés, la responsabilité des pays fournissant les conseillers et les formateurs pourraient être engagée. Par exemple, la coopération militaire américaine au Libéria a été stigmatisée et accusée après les différents coups d'état.

Pour atténuer ce risque, le Congrès américain s'est engagé à ne fournir une aide qu'aux pays et acteurs respectueux des droits de l'homme, comme en témoigne l'appareil législatif des lois

Leahy. Un processus d'accréditation a donc été mise en place pour identifier les bons partenaires. Ces enquêtes visent les différents responsables politiques et militaires. Elles se déroulent de façon préalable à l'accord de partenariat, mais se répètent aussi dans le temps afin de maîtriser les possibles exactions et assurer la loyauté des acteurs aidés. Ainsi, dans le cadre de l'opération *Inherent Resolve*, l'ensemble des chefs militaires irakiens ont été passés au crible de ces enquêtes et une partie d'entre eux n'ont pas été accrédités (ou se sont vus temporairement retirés leur accréditation) en raison de liens trop étroits avec Daesh ou l'Iran. Lorsque c'est le cas, l'accès à toute formation ou fourniture d'équipements pour leurs unités leur est alors refusé.

Tout ce procédé est aussi important pour minimiser le risque d'instrumentalisation des pays soutenus par les pays soutenus. Ce risque existe d'un point de vue financier avec la juxtaposition des très nombreux programmes de partenariats existants à ce jour. Cette complexité favorise en effet une certaine opacité financière qui augmente parfois le fléau de la corruption dans les pays en crise. Une instrumentalisation peut également se jouer au niveau politique et stratégique. Comme précisé plus haut, si les intérêts stratégiques de deux pays partenaires peuvent se rejoindre à court terme, cela n'est souvent pas le cas sur le long terme. L'autre intérêt de ce type de processus et de la démarche BWT est de favoriser la conservation d'un dialogue constant pour anticiper sur les intentions des parties prenantes. De plus, au-delà de la maîtrise du risque d'exaction ou de collusion et bien que le respect des institutions irakiennes soit toujours mis en avant, ce processus de « *vetting* » offre aussi un moyen aux États-Unis de réaliser un *casting* des autorités irakiennes qui leur serait globalement favorable. En sus de cette démarche de partenariat opérationnelle, on mesure alors l'importance de compléter celle-ci par un partenariat plus académique de formation des élites, compris dans une approche de *soft power*.

L'autre spécificité de la manœuvre BWT est qu'elle diffuse aussi le risque au niveau tactique. En effet, une telle approche répartit différemment le risque tactique sur le champ de bataille. Dans les opérations classiques, le risque est principalement porté par les unités de mêlée en première ligne. Avec le BWT, les unités A&A ou de formation peuvent être davantage exposées par leur isolement. La dispersion des éléments sur un territoire possédant des espaces lacunaires non contrôlés augmente aussi le risque sur les unités du génie et de la logistique. Dans ce type d'opération, la protection de la force est donc une priorité pour chaque pays contributeur. En Irak, une bonne partie des unités déployées étaient ainsi dédiées à la *Force Protection* et il n'était pas rare d'avoir des détachements d'appui (chargés de la

protection, de la logistique et de la reconnaissance des axes) 5 à 10 fois supérieurs aux effectifs de la TF A&A appuyée. Par ailleurs, il faut aussi noter que la majorité des missions logistiques (transport et construction de base) étaient contractualisées avec des sociétés privées. La contractualisation de sociétés privées n'est pas un phénomène nouveau. Dès 2009, le Président Obama avait indirectement encouragé ce phénomène de privatisation de la guerre en voulant réduire l'empreinte militaire en Irak. De nombreuses sociétés militaires privées s'étaient alors engagées au Moyen-Orient pour « compléter » officieusement l'action des armées américaines. Parfois confrontées à de vraies situations de combat, leurs principales tâches concernaient les missions d'assistance, de conseil, de formation et de soutien logistique. Après un bilan mitigé de leur action, les armées ont repris à leur compte la plupart de ces missions. La logistique et les gros œuvres d'infrastructure restant néanmoins externalisés, cela a pu créer quelques opportunités pour les entreprises nationales locales et favorisa une relance économique locale vertueuse.

Enfin, un point d'attention de l'approche BWT est l'assistance du partenaire avec des moyens hautement technologiques qu'il n'est pas en mesure de développer lui-même ou qu'il ne réussira pas à s'approprier pleinement. Ceci est d'autant plus risqué que les partenaires aidés éprouvent souvent des difficultés à assurer une maintenance saine de leurs matériels. L'analyse du partenaire et le choix de s'engager à ses côtés, comme la manière de le faire (types de capacités et de formation, vente ou dons de matériels) sont des points clés en phase de planification. L'équipement des forces partenaires en matériels utilisés par les armées occidentales implique un effort important pour former la force partenaire et maintenir les matériels, endommagés par les combats ou par défaut d'utilisation. Il est vrai que le développement de tels partenariats peut servir de vitrine à l'efficacité de nos matériels, offrant ainsi de belles opportunités en termes d'exportation d'armements. Néanmoins, les pays dans lesquels nous serions amenés à intervenir n'ont pas toujours les moyens d'acheter en masse de tels équipements. Surtout, il faut noter que cela peut créer une dépendance capacitaire du partenaire. La dépendance des forces de sécurité irakiennes (FSI) au renseignement et aux frappes de drones américains en est la manifestation. L'enlèvement maîtrisé peut parfois être recherché dans une démarche d'influence de longue durée mais, si une sortie rapide du théâtre est recherchée, cet élément devra aussi être pris en compte dans le plan de campagne pour permettre au pays hôte d'être confiant en sa capacité à sécuriser son pays avec ses moyens propres ou récemment acquis.

Chapitre 4 Quelles leçons en tirer pour la stratégie française

1. Généralités sur le contexte opérationnel

De tout temps, les États se sont livrés des batailles de façon plus ou moins directe pour rayonner sur la scène internationale et renforcer les attributs de leur puissance. Dans un monde toujours plus complexe et globalisé, les volontés s'opposent dans tous les champs faisant apparaître une multitude de nouvelles menaces. Ainsi la lutte se porte en mer, sur terre, dans les airs, dans l'espace et les champs cybernétiques, économiques et cognitifs. Les États, assaillies de toute part se fragilisent peu à peu, perdent progressivement la main sur une partie de leurs pouvoirs régaliens. Ils doivent alors redoubler d'efforts pour garantir leurs intérêts stratégiques.

De plus, le monde dans lequel nous interagissons devient de plus en plus paradoxal. Les échanges sont mondialisés, mais l'océan, symbole même du bien commun, se territorialise chaque jour un peu plus. Les organisations supranationales montrent peu d'efficacité et de crédibilité mais, en même temps, il est presque impossible pour un pays aujourd'hui de lancer une campagne militaire en dehors du multilatéralisme et d'une coalition créée *ad hoc*. Les progrès technologiques sont fulgurants mais ils ne permettent pas vraiment de garantir la supériorité. En effet, les compétences techniques sont très vite diffusées et de nombreux produits de hautes technologies deviennent accessibles à tout un chacun sans investissement financier important et sans formation pointue. Internet a favorisé tout cela et a permis à chaque citoyen du « village mondial » d'interagir. Pour autant on observe des fractures sociales qui s'aggravent, avec la prise de conscience de certaines inégalités et surtout une montée du communautarisme à travers les diasporas ou le fait religieux. Aujourd'hui, un événement d'importance relative à l'autre bout du monde peut avoir un effet retentissant dans notre pays. De la même façon, à l'intérieur de nos frontières, un simple fait divers peut bouleverser l'opinion publique et semer le trouble de l'ordre public. La lutte est donc dans tous les domaines mais se retrouve aussi disséminée partout, à l'échelle mondiale comme à l'échelle locale. Cette dispersion du risque et des menaces rend plus difficile l'anticipation et l'analyse stratégique. La menace n'est pas toujours perceptible et peut être soudaine et il n'est pas toujours aisé de poser le diagnostic ou de lier les causes et les symptômes. Tout est interconnecté dans un continuum et c'est de ce qui donne du sens à chaque action politique, diplomatique, économique ou militaire, réalisée ici et là-bas. Conscient de cela et attentif à sa politique extérieure, Barack Obama souhaitait réduire son empreinte militaire et obtenir quelques succès opérationnels au Moyen-Orient pour faciliter la conduite de sa politique

intérieure. En France, en 2013, alors que la côte de popularité du Président Hollande était plutôt basse pour des problèmes liés à sa politique intérieure, elle est devenue extrêmement positive lorsqu'il lança l'opération Serval au Mali. Enfin, à l'heure du retour en force des combats idéologiques on observe que certains Français sont prêts à trahir leur pays et leurs compatriotes séduits par le modèle social proposé et imposé par un groupe de terroristes islamistes radicaux.

Face à cette dilution spatio-temporelle que connaît notre époque, il ne peut y avoir une stratégie pour la politique extérieure et une autre pour la politique intérieure. Il est encore plus primordial de disposer d'une stratégie nationale pour identifier le cap à suivre. Bien sûr, les circonstances viendront interférer cette vision prospective et imposeront de nouvelle prise de décision, mais il est toujours plus facile de choisir lorsqu'on a une idée du sens que l'on veut donner à l'histoire de son pays.

Comme montré ci-dessus, les USA se sont longtemps interrogés sur le type de stratégie qu'ils devaient mener et sur l'efficacité réelle des approches directes et indirectes. Il n'y a pas de réponse préférentielle à cette question et l'une ne s'oppose pas nécessairement à l'autre pour résoudre une crise. Un peu comme l'envisageait Jomini, il n'y a pas de recette stratégique immuable, cela dépend évidemment des circonstances et de la conjoncture. Certains reprennent la formule clausewitzienne en disant que la guerre, lutte entre deux volontés, « est un caméléon ». Il s'agit donc, comme le déclarait le professeur Martin Motte, d'une « combinatoire infinie » liée à la multiplicité des acteurs et des espaces d'affrontement. Face à cette ubiquité de menace il ne s'agit donc pas de disperser ses efforts en voulant être partout en réaction, mais bien d'être à la manœuvre, d'avoir l'initiative sur ce qui nous apparaît comme primordial et fondamental pour notre pays.

Dans ce contexte particulier, une stratégie globale et complexe paraît adaptée, mais il s'agit surtout d'adopter une stratégie efficace fondée sur une certaine rationalité. Comme à de nombreux autres pays, cette rationalité s'impose à la France aujourd'hui. Si les Américains admettent voir leur supériorité contestée dans certains domaines, cela ne peut pas en être autrement pour la France. Les enseignements des dernières années de guerre ont conduit les Américains à stopper la recherche de polyvalence de leurs unités de combat, dont le niveau semblait s'éroder peu à peu, usé et nivelé par le spectre du « tout contre insurrection ». Conscient de cette fragilité et surtout parce que leurs capacités humaines et financières les y autorisent, ils sont revenus vers plus de spécialisation avec la nouvelle doctrine du *Multi Domain Battle*. Si les forces sont recentrées sur le combat de haute intensité, d'autres unités

spécialisées (SFAB) ont été créées pour être pleinement vouées aux missions de Security Force Assistance (SFA). Ainsi, bien que la polyvalence structurelle soit abandonnée, elle est confortée au niveau politique et stratégique qui consacre la prise en compte des aspects culturels comme facteur opérationnel de réussite.

Dans cette confusion où la guerre est permanente, diffuse, omniprésente et où la supériorité n'est jamais totalement acquise, il ne s'agit plus seulement dissuader les menaces et d'être capable d'y répondre par l'arme nucléaire, le ciblage large spectre⁸³ ou les forces conventionnelles. Il s'agit désormais de protéger nos intérêts vitaux par la dissuasion et la prévention. La complexité des crises étant si forte et l'impact de celles-ci étant mal maîtrisable par anticipation, l'approche n'est plus seulement l'intervention pour résoudre une crise mais l'engagement pour empêcher le développement d'une crise, tel un système immunitaire.

2. La stratégie immunitaire

Au cours de son histoire, la France s'est régulièrement trouvée face à ce dilemme stratégique et la situation actuelle se rapproche finalement de celle connue au 18^e et 19^e siècle, alors qu'elle définissait sa stratégie maritime pour tenter de remettre en cause la suprématie maritime britannique. Face aux puissants navires de la Royal Navy, il fallut adopter une posture telle que celle décrite Aube et Castex : combiner en offensive comme en défensive une guerre des côtes, avec une guerre de course et une guerre de communication.

La guerre de côte se comprend assez aisément et consiste, en défensive, à protéger l'accès à nos intérêts vitaux, à contenir la menace pour la rendre moins critique et la mettre à portée de nos offensives. Pour prendre l'exemple de l'espace aérien, la création des radars a contribué à cette « guerre de côte », en bouleversant totalement la manœuvre d'acquisition de la supériorité aérienne. Les menaces et tactiques évoluant, il s'agit donc de trouver un modèle faisant office de nouveaux radars, pour nous permettre de conserver l'initiative. En offensive, l'objet de la guerre de côte est d'assurer la conservation de notre liberté d'action et de manœuvre. L'objectif sera de garantir la possibilité d'agir partout où cela serait nécessaire, sans être contraint par les défenses adverses et leur stratégie de déni d'accès dans les champs physiques, juridique, économique et cognitif. In fine, il s'agira d'une part de conserver

⁸³ Le ciblage large spectre est une déclinaison des premières théories de ciblage développées par les stratèges des airs comme Douet et Warden. Ce ciblage large spectre emploie le ciblage cinétique, les forces spéciales, l'influence opérationnelle et le ciblage cybernétique.

l'initiative par la prévention des crises et d'autre part, de conserver notre mobilité stratégique en étant capable de varier nos efforts et nos effets sans que cela soit nécessairement brutal, de façon souple, parfois discrète, et réversible.

La guerre de course quant à elle, vient compléter la guerre de communication. La guerre de communication mise en avant par Castex souligne l'importance de la coordination pour assurer une cohérence de l'action et des effets, et permettre une meilleure agilité comme une meilleure réactivité. Une organisation structurelle du commandement solide associée à un processus décisionnel réactif permet la mise en place d'une stratégie globale et cohérente qui paraîtra inébranlable et déterminée. On entre ainsi dans le champ des perceptions. S'agissant de la guerre de course l'objectif initial était d'atteindre des cibles plus faciles, souvent moins militaires mais d'intérêt stratégique supérieur ou à minima égal. Tel un combat de guérilla, la guerre de course ne visait pas la tête ou le cœur mais cherchait à couper les jambes. On comprend alors que guerre de course et guerre de communication puisse se faire écho. En effet, la guerre de course que l'on traduirait globalement aujourd'hui par le ciblage large spectre, aide la guerre de communication en cherchant à déstructurer l'adversaire pour lui faire perdre sa cohérence, sa crédibilité et donc sa légitimité. Cet aspect s'avère aujourd'hui encore plus fondamental car pour la majorité des conflits actuels, la population est à la fois juge et partie.

Dans les années 70, bien que le débat ne se soit jamais réellement installé, Guy Brossolet remettait partiellement en cause le modèle stratégique français de l'époque, quasi exclusivement fondé sur la haute technologie avec notamment la dissuasion nucléaire. Selon lui, la France n'avait pas réellement les moyens de ses ambitions et n'aurait pas été en mesure d'arrêter une éventuelle attaque du pacte de Varsovie sans déclenchement du feu nucléaire. Dans son « Essai sur la non-bataille »⁸⁴ il prône un modèle de défense d'usure moins fondé sur la technologie et davantage centré sur l'humain. Dans cet ouvrage il met bien en lumière l'intérêt premier d'une action militaire en cas de crise ou de guerre, à savoir donner du temps aux instances politiques nationales pour trouver une solution politique de sortie de crise ou être en mesure de prendre de graves décisions sans précipitation et en ayant eu le temps de réfléchir aux différentes options comme aux conséquences. Autrement dit, l'emploi des forces armées devait pouvoir permettre d'apporter une réponse graduée pour faire comprendre à l'ennemi notre détermination avant une possible décision politique de déclenchement de

⁸⁴ Guy Brossolet : Essai sur la non-bataille, éditions Belin, Paris 1975.

l'arme nucléaire. Pour remplir ces missions, le choix réalisé à cette époque était d'adopter un modèle d'armée plutôt lourdement équipés (chars...) pour compléter la menace de l'arme nucléaire par des moyens adaptés au combat de haute intensité. Ce choix était probablement motivé par une réflexion stratégique marquée par la sortie de deux guerres mondiales. Pour autant cela n'avait pas pleinement pris en compte le pouvoir égalisateur de l'atome qui allait geler la grande guerre pendant des décennies pour laisser place aux petites guerres, crises et conflits en tout genre de la guerre froide. Guy Brossolet avait peut-être davantage appréhendé cela en proposant un modèle d'armée moins lourdement équipé et plus mobile, capable de mener un combat d'usure dans la profondeur sur les différents échelons ennemi. Selon lui, ce modèle avait divers avantages. Moins coûteux en équipements, la réussite des opérations reposait davantage sur la combativité des hommes ce qui, en termes de perception, augmentait la force du message de détermination de la nation. Ceci est finalement une vision assez « clausewitzienne » du combattant, qui le place comme ultime prolongation de la politique. Le concept étant de donner des « zones de chasse » à chaque unité, ces dernières auraient presque établie un lien charnel avec leur zone à défendre ce qui renforcerait encore leur détermination. Cette idée était d'ailleurs reprise dans les plans de Défense Opérationnelle du Territoire, « suspendue » actuellement. Concernant la manœuvre de freinage, cédant progressivement du terrain contre du temps politique, une manœuvre d'usure de type guérilla est toujours très efficace ce qui n'est pas nécessairement garanti avec des manœuvre plus conventionnelle réalisée avec des unités lourdes. Les conflits actuels contre les terroristes djihadistes au Moyen-Orient comme dans la bande sahélo-saharienne en sont de bonnes illustrations. D'autre part, en « grignotant » l'ennemi sans chercher à le détruire par une manœuvre brutale on peut aussi considérer que cela apporte une certaine réversibilité qui pourrait rendre les négociations de paix plus facile qu'après des assauts brutaux et humiliants.

Avec les guerres totales et l'émergence de l'arme nucléaire, le principe de bataille décisive a finalement perdu de son sens. Il y aura toujours des batailles décisives mais probablement plus de bataille terminale. C'est d'ailleurs aussi pour cette raison que l'idée de victoire pleine et entière est également difficilement atteignable et que nous pouvons parler aujourd'hui d'atteinte d'un certain degré de victoire. Ainsi, des stratégestes tels que Brossolet, l'Allemand Horst Afheldt ou encore le général autrichien Spannochi ont développé des stratégies donnant une primauté à la défense. Dans chacun de ces modèles, le point clé est la liberté de manœuvre et l'agilité des forces. De plus, si l'essentiel de la défense est pris en charge par une dispersion des forces armées rustiques et moyennement équipées, les forces lourdement équipées conservent un rôle complémentaire du premier rideau, en permettant de concentrer

ponctuellement un effort pour reprendre l'initiative, colmater une brèche importante ou défendre les points clés et vitaux.

On retrouve aujourd'hui ce principe d'agilité dans la doctrine des « opérations dispersées » portée par les Marines américains. Pour faire face au caractère adaptatif de l'ennemi et être plus efficace dans un espace de bataille non-linéaire, les Marines ont créé des unités interarmées appelées *Marine Air Ground Task Force*. Ces unités, allant du groupe de combat au régiment, sont distribuées sur plusieurs sites judicieusement choisis pour harceler l'ennemi. Ces différentes opérations en apparence décalées servent en réalité une même stratégie. Façonnant l'ennemi, une très grande mobilité tactique, facilitée notamment par les capacités interarmes et interarmées, permet ponctuellement de concentrer les efforts pour réduire l'ennemi avant de disperser à nouveau.

Ces modèles stratégiques sont finalement des mix de stratégie russe et de stratégie chinoise. La première pourrait être une stratégie de la profondeur recherchée pour pallier le manque de frontière naturelle et pour tenter de contrôler des espaces extrêmement vaste. L'éparpillement d'unités sentinelles dans la profondeur servait à la fois l'anticipation stratégique et la défense d'usure, par des raids, des bréchages ou des embuscades sur les arrières. La stratégie chinoise, quant à elle, correspond bien à une lutte multi-domaines avec des approches encore plus indirectes. Le premier objectif est davantage d'atteindre le moral de l'adversaire que de le neutraliser physiquement. Le deuxième point d'attention est de garantir une porte d'entrée dans l'espace de confrontation mais aussi une porte de sortie, pour soi comme pour l'adversaire. Ainsi, la stratégie chinoise vise à priver l'adversaire d'initiative, de ressources et d'alliés. Enfin, cette stratégie se rapproche des stratégies arabes dans leur rapport au temps. Chaque action est réalisée au juste besoin pour produire une efficacité stratégique la plus durable possible.

N'ayant pas les mêmes moyens humains et financiers que les États-Unis la France n'a pas d'autre choix que de prôner un modèle polyvalent, rationnel et sincèrement adapté à ses besoins et à ses réelles capacités. La France fait aujourd'hui face à l'émergence de puissances ayant adopté une stratégie plutôt agressive. Comme les États-Unis, elle doit aussi contenir les nombreuses menaces apparues dans de nouveaux champs de confrontation. Pour pallier ses faiblesses structurelles liées au manque de ressources et de capacités, elle doit s'appuyer plus que jamais sur ses atouts pour construire sa stratégie. Ceux-ci sont nombreux et l'on peut citer par exemple la francophonie, l'autonomie stratégique française, son industrie et sa technologie de défense de pointe, son savoir-faire diplomatique, la renommée de son armée,

son processus décisionnel, etc. Grâce à son rayonnement, son autonomie d'appréciation de situation et son industrie de défense, la France possède tous les atouts pour être le partenaire idéal. Ainsi, pour faire face aux stratégies des autres puissances et conserver son rang sur la scène internationale, la France compensera ses fragilités en adoptant une stratégie immunitaire fondée sur un bon dosage des différentes stratégies exposées plus haut. Si la France conserve une forte aptitude à mener une guerre de course, elle peut encore consolider sa capacité à mener la guerre de communication et la guerre de côte, notamment dans l'aspect offensif. Pour cela, la définition d'un maillage stratégique (*Ground Land Network*) couplé avec une approche BWT paraît être une solution qui remplirait tous les critères de la stratégie immunitaire, de façon rationnelle et durablement efficace.

3. propositions

La stratégie immunitaire repose sur un maillage territorial judicieusement pensé et sur le partenariat selon l'approche « *by, with and through* » (BWT) qui propose assistance, conseil, formation et équipement aux pays partenaires, tout en respectant leur culture de guerre et leur souveraineté. Dans les opérations actuelles, presque aucune ne réalise sans une part de formation, d'appui ou de conseil. La France est déjà bien engagée dans cette voie à travers la coopération militaire technique pilotée par la direction de la coopération et de la sécurité de défense (DCSD). Dans son histoire récente, les armées françaises ont renoué avec a des missions d'assistance et d'accompagnement au combat pratiquées autrefois. Ce fut le cas par exemple en Afghanistan avec les OMLT. Pour autant, il reste encore un pas à franchir en reconnaissant le concept BWT comme étant une véritable fonction opérationnelle.

Dans nos contextes actuels d'engagement, la démarche de partenariat ne cherche donc plus à imposer un modèle occidental à un régime déclinant ou fragile. L'objectif de la stratégie immunitaire est bien d'éviter l'implosion du pays menacé et de créer les conditions d'une résolution de crise politique respectueuse de sa souveraineté. Pour cela, il ne s'agit pas de répondre favorablement à toutes demandes de partenariat, au risque de savoir instrumentalisé par un partenaire suivant sans concession son agenda politique propre. L'acceptation d'un tel engagement doit correspondre à l'analyse stratégique réalisée au regard de nos intérêts et doit être consentie sous certaines conditions pour ne pas s'engager à l'aveugle sans avoir quelques gages de succès. L'engagement américain en 2014 en Irak illustre cette nécessité contractuelle de contrepartie. En effet, ils ont fini par répondre favorablement à la demande d'aide du gouvernement irakien, seulement après s'être assuré que le Premier Ministre Maliki, source d'instabilité dans le pays, laisserait son poste. L'exemple de l'opération SERVAL en 2013

montre que la France aurait peut-être du poser davantage de conditions politiques avant de s'engager auprès de son partenaire. L'une des sources majeures de l'instabilité malienne étant la question de la représentativité des groupes touaregs, ce sujet aurait pu être mis sur la table au préalable. Pour faciliter et légitimer ce genre de négociation, une appréciation autonome de l'environnement politique et opérationnel est nécessaire. Ainsi, pour ne pas se laisser happer par des décisions d'engagement pris dans l'urgence, l'idée d'un vrai maillage « glocalisé » couplé au concept BWT retrouve ici toute sa justification.

Au plan doctrinal, la plupart des opérations suivent un déroulé selon quatre grandes phases : PREPARER et FAÇONNER, AGIR, TENIR et CONSOLIDER les gains puis TRANSMETTRE les responsabilités et PARTIR. Dans chacune de ces phases l'application de la stratégie immunitaire semble répondre efficacement. D'abord, elle permet de préparer l'engagement par une démarche de prévention. Un tel maillage prépare le terrain politique, facilite les alliances durables, permet de développer des alliances d'opportunités dans la sous-région, et favorise l'anticipation stratégique tout en prévenant ou neutralisant le déni d'accès. Elle offre aussi une bonne efficacité dans les phases d'action plus coercitive « agir et tenir » en tirant les bénéfices de la neutralisation du déni d'accès et en assurant une certaine interopérabilité entre les différents acteurs. Enfin elle favorise une stratégie de sortie en permettant de mettre en œuvre la réversibilité de l'action, en proposant des formations utiles à la stabilisation et la reconstruction des institutions du pays en crise.

En termes d'emploi, nous avons pu voir toute la pertinence de la mise en œuvre de l'approche BWT à travers son couplage du pilier « assistance, conseil et accompagnement » (construction de la *capability*) avec le pilier « formation et équipement » (*Building Partner Capacity*). Ainsi les partenaires établissent de forts liens de confiance et une capacité de manœuvre collective efficace. Néanmoins la démarche mériterait d'être poussée plus avant en créant une unité rassemblant ces deux piliers. La fusion des unités A&A et BPC formerait une unité BWT capable d'agir sur l'ensemble du spectre, en assistance comme en formation, capable de passer de l'entraînement à l'accompagnement. En effet l'expérience montre qu'il est plus efficace de lier les deux composantes car d'une part les conseillers sont probablement les mieux placés pour identifier les besoins en formation de leurs partenaires et d'autre part le lien de confiance est déjà établi. Le risque d'une décentralisation de la formation pourrait être la perte d'un référentiel unique. Pour maîtriser ce point, l'harmonisation des conseillers-formateurs pourrait être réalisée avant la projection ou en arrivant sur le théâtre pendant la phase de montée en puissance.

D'autre part, deux autres points issus de l'étude du cas américain en Irak paraissent importants à souligner. D'abord, l'efficacité d'une démarche BWT réside dans le fait qu'elle est appliquée sur l'ensemble de la chaîne opérationnelle, du niveau stratégique au niveau opératif. En effet, chaque niveau de l'État partenaire doit être informé sur les capacités offertes par l'État soutenant. Ceci permettra d'appuyer le partenaire le plus justement possible et offrira une meilleure acceptation du partenariat. Il est vrai que la partie conseil sera plus importante dès qu'on se rapprochera du niveau stratégique alors que la partie formation et accompagnement sera l'effort plus on descendra au niveau tactique. Néanmoins, le fait d'informer toute la chaîne garantira aussi une cohérence du partenariat. Le soutien santé des forces irakiennes est un bon exemple de cette problématique. Durant la bataille de Mossoul, les FSI ont déploré des milliers de blessés. Au début de cette guerre, 80% des blessés irakiens mourraient de leurs blessures en raison d'une prise en charge tardive et pas toujours appropriée. La prise en charge médicale fait partie de la culture de guerre d'une armée et peut-être difficile à optimiser. Initialement, la Coalition avait tenté d'améliorer les procédures au niveau tactique. Ceci donna des résultats mitigés car, selon la tradition, les chefs militaires ne s'instruisent pas avec leurs subordonnés. L'intérêt d'une modernisation n'était donc pas perçu à tous les niveaux, qui par conséquent ne maîtrisaient pas les nouvelles procédures. Pour autant, le fait d'avoir des conseillers au niveau stratégique a permis d'impulser une volonté politique pour initier cette modernisation du soutien médical irakien relayée au niveau opératif et tactique. Bien que cela reste perfectible, les premiers effets positifs ont commencé à apparaître démontrant l'efficacité et la cohérence de l'approche respectueuse BWT.

L'autre point à soulever est la plus-value apportée par des parcours alternés entre des postes en opérations et des postes en centre de doctrine. Que ce soit le général Mathis ou le général Petraeus, leur carrière professionnelle illustre l'efficacité d'un lien fort voire systématique entre opération et doctrine. Le débat stratégique américain et surtout la modernisation de leurs doctrines depuis des dizaines d'années, n'auraient pas été si riches sans cette complémentarité. En effet, la doctrine de contre-insurrection du général Petraeus n'aurait pas été si aboutie sans ses expériences professionnelles préalable en Irak. Surtout, l'intérêt de l'alternance est qu'on lui a donné l'occasion de mettre en œuvre sa doctrine comme commandant de la force internationale, afin de la tester et de l'améliorer. Cette alternance entre opération et doctrine contribue à développer une démarche vertueuse tant pour les opérations que pour l'élaboration de la doctrine. Dans le but de développer rapidement la stratégie immunitaire, fondée en partie sur l'approche BWT, cet aspect pourrait être un point d'attention.

3.1 L'organisation et la définition des unités BWT structurelles, socles ou optimisées

L'efficacité de toute organisation dépend de la cohérence de sa structure de commandement. Aux États-Unis, une lutte interagence et entre départements a pu être ressentie. Les forces spéciales et forces conventionnelles ont parfois un peu de mal à se répartir les missions quand le DoD prend l'ascendant sur le DoS sur les sujets de SFA. Cette prise d'ascendant peut s'expliquer par le fait que le besoin n'est plus seulement technique mais devient plus capacitaire, notamment avec la multiplication des missions d'accompagnement au combat. Il s'explique aussi par le fait que l'approche globale est une quasi utopie qui reste très difficile à mettre en œuvre concrètement. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui explique le fait que la contre-insurrection ait été abandonnée pour le concept BWT, qui recherche un effet global de stabilisation en portant l'effort sur l'appui et la reconstruction des institutions sécuritaires.

L'organisation française en matière de coopération a aussi ses spécificités. Le ministère de la défense, celui des affaires étrangères et le ministère de l'intérieur sont tous trois pleinement impliqués dans le développement des partenariats. La coordination se fait régulièrement en réunion interministérielle, mais l'absence d'autorité supra ministérielle pour arbitrer semble pouvoir, sur le long terme, fragiliser la cohérence de l'action collective de partenariat. La désignation d'un ministère pilote ou l'implication du Premier Ministre ou d'un Conseiller National pour les Partenariats, pourraient atténuer le risque de compétition interministérielle et manifesteraient une volonté politique de placer le partenariat en pilier de notre stratégie nationale.

Considérant le rôle clé de la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD), cette direction pourrait être élevée au rang d'agence nationale pour assurer la coordination des actions de partenariats. La mission principale de la DCSD serait alors d'affiner et d'adapter l'application de la stratégie immunitaire définie par le gouvernement, en lien avec le chef d'état-major des armées. Cette stratégie étant vouée à protéger les intérêts vitaux de la France, elle devrait voir sa dimension interministérielle renforcée, tout en restant pilotée par les Armées qui sont responsables de l'élaboration et de la bonne application de la stratégie de défense. Par ses liens interministériels et son analyse stratégique, la DCSD conseillerait le niveau politique dans le choix des partenariats à entretenir ou à initier. Pour mettre en œuvre ces partenariats, elle s'appuierait pour cela sur plusieurs équipes BWT, constituées de

plusieurs demi-sections⁸⁵. Par la mise en place de ces équipes BWT « structurelles » correctement dimensionnées, la DCSD serait alors capable de réaliser un audit des forces partenaires de la région concernée et d'accueillir, le cas échéant, un détachement BWT « socle » ou « optimisé ».

Si la DCSD serait plutôt en charge de la partie politique de partenariat, les Armées, quant à elles participeraient à la définition du maillage territorial idéal et proposeraient des adaptations de la stratégie nationale en termes de partenariats. Responsables de la stratégie immunitaire, les Armées marqueraient l'effort sur l'implémentation du concept BWT, qui serait alors mis en œuvre à travers ses Forces de Présence (FP), ses Forces de Souverainetés (FS) et ses Forces Métropolitaines (FM).

S'agissant des FP ou FS, elles auraient en leur sein une unité BWT « socle », en mesure d'entretenir les partenariats stratégiquement intéressants dans l'environnement régional sous leur responsabilité. Ce détachement BWT socle du volume d'une petite compagnie environ fonctionnerait, comme les unités BWT structurelles dépendant de la DCSD, tel un noyau clé détenant des capacités critiques communes à tous les partenariats. Ce noyau clé serait aussi capable d'agréger différentes cellules définies *ad hoc* en fonction d'un besoin supplémentaire du partenaire ; il s'agirait alors d'une unité BWT « optimisée ». L'unité BWT socle proposerait une formation, des conseils et un appui capacitaire, en cohérence avec les besoins exprimés ou identifiés par les armées partenaires. Très souvent les besoins en capacités critiques concernent le *command and control*, les systèmes d'information et de commandement, le combat interarmes, l'appui feu et la coordination dans la troisième dimension. Le soutien et la maintenance opérationnelle et le soutien santé, comme l'appui génie, particulièrement dans les domaines infrastructures et lutte contre IED, sont aussi très recherchés.

De plus, comme nous l'avons vu plus haut, la prise en compte des aspects civilo-militaires et la consolidation des institutions chargées de la sécurité sont deux points qui peuvent prendre beaucoup de temps pour se construire. Il pourrait être judicieux d'intégrer d'emblée ou à compter du déclenchement d'une crise un aspect « stabilisation » à ces unités BWT socles. Sous commandement du chef de détachement BWT, cette équipe de transition

⁸⁵ Le volume de la demi-section paraît être le niveau seuil d'une unité pour assurer la mission et sa propre sécurité. On peut le qualifier de pion insubmersible.

interministérielle aurait pour mission de former et conseiller le partenaire dans les actions civilo-militaires et missions de polices.

Pour finir, l'unité BWT socle devrait aussi comporter une équipe de communications et une composante génie infrastructure importante. L'opinion publique étant le juge qui proclamera la sentence de l'efficacité du partenariat, il convient de pouvoir l'alimenter de nos différents succès. Le Maréchal Lyautey avait parfaitement compris que l'acceptation de la pacification passait par ce type d'opérations d'influence.⁸⁶ Par ailleurs, les guerres de colonisations et de décolonisations nous ont montré toute l'importance de l'arme du génie, aussi bien dans la protection de la force que dans une démarche de pacification régionale. Notamment après des combats rudes, la reconstruction physique d'un pays est un point critique si l'on veut pouvoir espérer une réconciliation nationale. L'apport d'expertise et de moyens du génie seront donc bien reçus par le pays partenaire.

Les Forces métropolitaines seraient aussi chargées de constituer ces unités BWT sur un format expéditionnaires de mission de courte durée.

En fonction du besoin, un détachement réduit, pourrait fournir les cellules *ad hoc* pour compléter et optimiser l'assistance et la formation des unités BWT socles constituées dans les FP, les FS ou unités BWT socles employées avec les Forces spéciales. Ce complément concernerait notamment des capacités très rares comme, la cynotechnie, le cyber, le NRBC, etc. L'ensemble constituerait alors une unité « BWT optimisée ».

En format socle ou optimisé, les FM pourraient aussi fournir des détachements BWT employés en relève des détachements provenant des FP, ces dernières n'ayant pas toujours la ressource humaine pour assurer une auto-relève. Dans ces deux cas la responsabilité de l'opération resterait sous commandement des FP.

Surtout, les détachements BWT socles ou optimisés issus de métropoles, pourraient répondre à un besoin opérationnel ou de formation exprimés par les équipes structurelles déjà sur place. Aussi, ils pourraient finalement initier puis entretenir des partenariats dans les zones d'intérêts stratégiques extérieures à celles identifiées par la

⁸⁶ Julie d'Andurain, « Lyautey : la pacification par le verbe et par l'image », dans L'AFN dans la Première Guerre mondiale, actes de la journée d'études à l'Hôtel des Invalides le 15 octobre 2014, Paris, Riveneuve, 2015, p. 37-54

DCSD ou extérieures aux zones de responsabilités des FP et FS. Ces détachements seraient alors aux ordres d'un commandant de la force ou d'un représentant national.

Quelques soit le mode d'engagement, ces missions de courtes durée pourraient être captives pour assurer une permanence de l'assistance ou de la formation. Un engagement non captif, ponctuel et cyclique serait aussi envisageable pour certains types de partenariat. Dans ce cas, une unité socle pourrait par exemple être projetée une fois par an pour entretenir de façon régulière un partenariat en cours. En période globalement stable, ce rythme opérationnel rendrait plus aisé l'abonnement d'une unité à un partenaire et faciliterait la maîtrise du risque d'enlèvement. La mission CORYMBE illustre ce mode de partenariat ponctuel mais régulier. Au-delà de la recherche d'interopérabilité, les grands exercices sont aussi un vecteur d'influence pour nouer ou entretenir des liens avec les pays partenaires. La planification de ces exercices doit donc être pensée de façon corrélée et intégrée aux autres opérations de partenariats afin de conserver la cohérence d'ensemble de la stratégie immunitaire.

3.2. La création de la ressource

À ce jour, pour conduire ce type de missions très consommatrices en cadres, les contraintes en ressources humaines obligent les forces armées à former des détachements *ad hoc*, en ponctionnant les compétences dans plusieurs unités. Bien que tout soit fait pour l'éviter, ce type de fonctionnement favorise la déstructuration des unités, qui pendant plusieurs mois, se voient privés de cadre. Ainsi, sans sacrifier la polyvalence de nos unités, il serait judicieux de créer un vivier de personnes aux compétences éprouvées pour constituer en organisation ces unités spécialisées, culturellement formées et légitimes dans leur mission d'assistance et de formation. Comme l'a montré la création des SFAB américaines, la création de ce vivier donnerait corps à cette nouvelle fonction opérationnelle et participerait à la reconnaissance de celle-ci.

Un tel vivier permettrait ainsi d'armer en priorité les postes de la DCSD, des unités BWT des forces prépositionnées ou de souverainetés et les unités BWT des forces métropolitaines.

Au vu du besoin mais surtout au regard de nos contraintes financières et humaines, la création d'une brigade interarmées spécifiquement dédiée aux opérations BWT dans nos différentes zones d'intérêts paraît peu probable. Il est vrai que la création d'une unité spécialisée de ce niveau offrirait plusieurs avantages. Comme les Américains l'ont observé, cela permettrait aux unités destinées au combat de haute intensité de rester concentrer sur leur cœur de métier. Cela faciliterait aussi la montée en puissance de cette nouvelle fonction opérationnelle grâce à

un certain auto-portage en termes de gestions des ressources, de formation, etc. De plus le caractère interarmes et interarmées d'une telle unité offrirait une rapide interopérabilité et serait garant d'une bonne efficacité opérationnelle.

Néanmoins, la France étant principalement engagée aujourd'hui dans des opérations aux côtés de partenaires, une seule brigade ne pourrait pas suffire pour assurer l'ensemble des missions assurées par les FP et FS ou celles en cours dans la bande sahélo-saharienne (BSS) ou en Irak. Surtout, l'expérience opérationnelle acquise par la brigade BWT, qui serait nécessairement fortement engagée au vu des besoins actuels, ne bénéficierait pas directement à l'ensemble des forces armées.

Ainsi, pour pallier la contrainte en ressources mais aussi la non-diffusion de l'expérience des opérations actuellement menées, il pourrait être judicieux de créer une ou plusieurs entités BWT au sein des brigades terrestres. Ces unités formeraient le groupement BWT de la brigade, qui pourrait conserver son aspect interarmées avec l'abonnement de quelques unités justement définies et identifiées au sein de l'armée de l'air, de la Marine Nationale et potentiellement dans certains services.

La création de ce groupement au niveau de la brigade pourrait se traduire selon deux options possibles :

a) Un groupement BWT centralisé au niveau de la brigade.

La solution d'un groupement centralisé sous commandement de la brigade paraît être la meilleure solution car cela permettrait à l'unité BWT de suivre le cycle opérationnel de la brigade, de participer à la préparation opérationnelle de l'ensemble pour, *in fine*, apporter une meilleure synergie des effets en opération. De plus, cela harmoniserait l'expérience opérationnelle acquise par les différentes unités BWT entre les brigades mais aussi en leur sein.

Enfin, sans rechercher à recréer un nouveau centre, cette unité pourrait être colocalisée ou fusionnée avec les Centres de Formation Initiale des Militaires (CFIM). Même si le lien entre ces deux unités ne paraît pas évident en première approche, un rapprochement des missions de formation avec les missions de conseil et d'accompagnement en opération pourrait être vertueux. Ainsi, les militaires chargés de réaliser la formation initiale de nos soldats seraient aussi chargés des missions de formation et d'assistance en opération extérieure auprès de nos partenaires. Le fait de projeter en mission BWT des cadres expérimentés choisis pour former nos propres recrues serait un signal positivement reçu par les partenaires. De plus l'expérience

acquise par ces cadres en opération au contact des partenaires, permettra de consolider leurs savoir-faire pédagogiques mais surtout facilitera une transmission et une diffusion plus rapide de leurs retours d'expérience dans les centres de formation français. Les opérations actuelles étant très complexes et évolutives, un tel système pourrait optimiser la préparation opérationnelle de chaque brigade.

De plus, l'autre effet positif serait d'augmenter plus encore l'intérêt pour une affectation dans les CFIM. L'ajout de cette mission opérationnelle à la mission de formation donnerait une motivation supplémentaire et créerait une dynamique constructive qui participerait à la reconnaissance de cette nouvelle fonction opérationnelle.

b) La création d'une unité BWT au sein de chaque régiment.

À l'image des groupements commandos des brigades parachutiste ou de montagne, une unité BWT de la taille d'une compagnie environ pourrait être créée dans chaque régiment. Chaque unité aurait une spécialité dominante selon son arme (infanterie, cavalerie, génie, etc) et s'entraînerait de façon décentralisée dans leur régiment ou de façon centralisée aux ordres de la brigade. En fonction du besoin opérationnel, la brigade pourrait alors engager un détachement BWT constitué à partir de ces unités régimentaires.

Sur ce modèle la difficulté résidera dans la conservation du caractère interarmées et interarmes du groupement. Néanmoins, il offre l'avantage de donner de la souplesse au plan de la gestion des ressources humaines et participe à la diffusion des retours d'expériences au sein du régiment. Il s'agirait finalement d'une forme de recréation des Détachements d'Assistance Opérationnelle (DAO) ou des Détachements d'Assistance Militaire et d'Instruction (DAMI) des années 1980. Ceux-ci étaient des unités à part entière des régiments de mêlée de la force d'action rapide (FAR), qui avaient été employées au Tchad en 1983 lors de l'opération MANTA.

Par ailleurs, ce dispositif pourrait être complété par le développement d'un branche spécifique dans la réserve opérationnelle. Au même titre que la réserve est aujourd'hui sollicitée pour participer à la défense du territoire national et réinvestir certaines zones qualifiées de déserts militaires, un vivier de réservistes spécialistes de l'outre-mer pourrait être recherché. Il pourrait alors servir de différentes manières. À partir de la métropole, ils pourraient participer à la formation des unités BWT ou éventuellement aux missions de

celles-ci. Ceci serait particulièrement utile pour des missions de très courte durée destinée à apporter une compétence très spécifique à un partenaire. Un vivier des réservistes pourrait aussi être créé à l'étranger parmi les expatriés. Leur connaissance de l'environnement comme la stabilité de leur présence seraient de véritables atouts pour nos partenariats.

Enfin la solution de l'externalisation est une option envisageable, notamment lorsque les ressources humaines sont contraintes. Les Américains ont développé ce mode d'action pendant plusieurs années avant de revenir sur leur choix. Il est vrai que l'usage des sociétés militaires privées (SMP) peut être intéressant politiquement car il permet d'assurer un partenariat tout en affichant une empreinte militaire très réduite. Barack Obama avait fait ce choix au début de son premier mandat, mais il fut confronté aux contraintes des SMP, qui sont peu flexibles, peu maîtrisables, difficilement coordonnables avec les forces armées régulières et dont l'efficacité reste à démontrer. L'entretien de la formation des forces irakiennes avait progressivement été confié à des SMP avant le départ des Américains et leur manque de résultat expliquerait en partie l'effondrement des FSI face à Daesh. Par ailleurs, au-delà du risque d'une efficacité non garantie, l'emploi des SMP repose la question de la responsabilité de l'action. L'image de la France serait ternie si une SMP française venait à être complice d'un coup d'état ou d'exactions. En conclusion, l'emploi de soldat d'active ou de réserve reste la meilleure solution pour conduire les opérations BWT, notamment s'agissant de la partie accompagnement au combat. Eventuellement, les SMP pourraient être employées pour aider à la formation initiale, mission habituellement conservée par le pays hôte.

3.3 Les différentes formes de couplage

Après avoir vu dans quelles structures de commandement ces unités BWT pourraient intervenir, les différentes manières de mettre en œuvre ce partenariat peuvent désormais être décrites. Il existe en effet deux grands types de couplage :

a) Le couplage « sous contrat et à terme »

Cette forme de couplage pourrait s'assimiler à une forme de « mariage blanc » où les deux parties décident de travailler ensemble pendant un certain temps parce qu'ils y trouvent tous les deux leur intérêt. Cette solution est principalement adaptée pour des couplages de forces temporaires et n'exigerait pas un transfert important de compétences techniques ou opérationnelles.

Ce mode de couplage n'est pas à favoriser dans une démarche stratégique de long terme. Néanmoins, il peut être utile ponctuellement pour commencer à créer le lien avec un pays afin de consolider notre capacité d'anticipation stratégique. Surtout, il peut aider à consolider les liens de deux pays d'une même sous-région, soit en confortant l'influence de l'un sur l'autre, soit en obligeant ces deux pays à travailler ensemble, comme dans le cas du G5 Sahel par exemple. La pertinence d'un engagement dans ce dernier cas ne doit pas être sous-estimée car elle correspond pleinement à l'intention du développement d'un maillage glocalisé.

b) Le couplage fort « sous le régime de la communauté »

Ce type de couplage s'adresse à un partenariat de plus longue durée et repose sur l'établissement d'une confiance mutuelle lucide, solide et durable. Il se décline lui-même sous deux formes qui se différencient par leur philosophie, leur coût, leur portée politique et l'effet final recherché :

- Un couplage fort de transfert

Il s'agit d'un transfert de compétences et d'équipements assumé par les deux parties. Ce modèle correspond globalement à celui réalisé actuellement par les Américains au profit des Irakiens. Devant malgré tout respecter la culture de guerre du partenaire et éviter le risque de dépendance aux moyens techniques fournis, la transmission des savoir-faire peut s'avérer assez longue. Bien que beaucoup plus économe en ressources que les opérations classiques, un tel couplage représenterait tout de même un certain investissement en hommes et en finances, si des résultats militaires étaient exigés à court ou moyen termes.

- Un couplage fort adaptatif

Dans ce cas, le transfert de compétence existe toujours mais il est peut-être plus facilement assimilable par le partenaire. L'objectif principal est d'optimiser leurs savoir-faire en les aidant à mieux mettre en œuvre leur doctrine ou coutumes guerrières. Cette souplesse serait permise par l'acceptation d'une adaptation matérielle. Cette adaptation peut être partielle ou totale.

Dans le premier cas, l'unité BWT assisterait le partenaire en fournissant et utilisant des moyens militaires « *low cost* » capables d'apporter les capacités clés requises par le pays pour gérer leur crise. Un peu à l'image de notre parc RECAMP, il s'agirait d'un parc de matériels de moyenne gamme alliant robustesse et technologie. L'emploi de ces moyens répondrait à la mission de façon justement suffisante. À ce jour, il est

de plus en plus courant de voir des ennemis se doter à bas prix de technologies duales, comme le drone qui en est le meilleur exemple. Après avoir militarisé ces matériels, ils sont en mesure de compenser leur écart technologique avec les pays les plus développés et sont capables de transformer l'asymétrie initiale en un combat dissymétrique voire, parfois, quasi symétrique. L'emploi de telles armes pourrait aussi être intéressant pour le pays sponsor comme pour le pays sponsorisé car il serait moins onéreux que nos matériels de hautes technologies et demanderait un temps de formation très inférieur. Surtout, cela éviterait d'user trop prématurément nos matériels de guerre de hautes technologies et nous autoriserait à les conserver en bon état pour un éventuel engagement de haute intensité. Pour illustrer cette pratique, l'exemple de l'avion agricole *Air Tractor AT802* peut être pris. Cet avion américain initialement prévu pour l'épandage a été transformé en plusieurs autres versions capables de larguer des bombes ou de collecter du renseignement. L'US Air Force a décidé de se doter d'un parc de ce type d'avion pour ménager sa flotte d'avions de chasse au Moyen-Orient et en aurait vendu au Kenya qui a montré un vif intérêt pour ce matériel.

Si l'on poussait la logique ci-dessus encore plus loin, il serait possible d'aller vers un couplage où l'adaptation et l'intégration seraient presque totales. Avant l'engagement, l'unité BWT se serait équipée et entraînée sur les matériels de dotations du pays partenaire. Une fois déployée, elle viendrait alors s'intégrer totalement dans la force partenaire. Le fait de s'adapter aux matériels du partenaire renverserait l'effort de formation et d'assimilation qui n'incomberait plus au pays partenaire mais au pays sponsor. Cette solution supprimerait le temps habituellement nécessaire au transfert de matériel et permettrait aux unités de se concentrer prioritairement sur le transfert de compétences. Etant très respectueux de la culture de guerre du pays partenaire, ce modèle de couplage rechercherait l'efficacité tactique. Le message politique d'un tel couplage serait fort, présentant des risques comme des opportunités. Surtout, il affirmerait le souhait de construire un partenariat solide et durable.

Quel que soit le modèle de couplage choisi, les aspects logistiques seront déterminants pour la réussite de la mission. Ce soutien sera spécifique à plusieurs titres, d'une part parce qu'il est probable qu'une partie des forces BWT déployées soient très éloignées d'un plot ou d'une base logistique et d'autre part parce que le soutien de la force partenaire devra être pris en compte.

Aussi, ce soutien devra être anticipé pour les phases de combat dans les pays en crise mais également pour les phases d'entraînement des unités appartenant aux pays partenaires stabilisés. Comme dans toute opération, les aspects logistiques ne devront pas être négligés car le sérieux de notre soutien logistique conditionnera la cohérence et l'efficacité du partenariat. Cet aspect devrait donc prendre toute sa place dans le choix du modèle de couplage à adopter qui, en première approche, semblerait favoriser un couplage fort adaptatif.

Chapitre 5 : CONCLUSION

Depuis des dizaines d'années, et plus particulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont mis en places des dizaines de programmes de coopération pour étendre leur influence et juguler ou maîtriser l'émergence de crises qui pourraient menacer leurs intérêts vitaux. Chaque année, des milliards de dollars ont été investis pour assister et appuyer environ 120 pays. Au-delà d'un investissement financier conséquent pour lequel les résultats sont toujours difficilement mesurables, les forces armées américaines ont engagés des moyens humains et matériels importants, tantôt suivant des approches directes agressives, tantôt suivant des approches plus indirectes comme le recommandaient les doctrines telles que la contre-insurrection. L'enseignement de ces quinze dernières années de guerre au Moyen-Orient associé à l'apparition de nouvelles menaces étatiques ou transnationales, les ont conduits à revoir une nouvelle fois leur modèle stratégique. En effet, faisant le constat d'une érosion progressive du niveau opérationnel de leurs unités et de l'émergence de nouveaux champs de conflictualité, la stratégie américaine s'est transformée pour donner naissance à une doctrine plus flexible et agile. D'une part elle invite chaque unité à se recentrer sur son cœur de métier et d'autre part elle développe de fortes capacités dans les champs contestés, souvent moins physiques. Surtout elle développe une coopération militaire large spectre, à travers la création des *Security Force Assistance Brigades* notamment. Bien que l'assistance militaire ne soit pas un concept nouveau pour les États-Unis, leur approche a évolué au rythme de leurs opérations jusqu'à la définition d'un modèle équilibré dont la maturité semble pouvoir être facteur de stabilité et qui s'intitule *by, with and through*.

Cette stratégie ambitieuse vise à assurer une suprématie opérationnelle aussi bien dans la haute intensité que dans le champ de l'influence. Nécessairement très couteuse, la nouvelle administration du Président Trump a donc engagé une rationalisation de son effort de guerre, qui entraîne une baisse significative du financement de plusieurs programmes de *Security*

Force Assistance. Pour faire mieux, le Président américain veut diminuer l'éparpillement de ses ressources et cherchent à partager le fardeau de la sécurité mondiale en se désengageant de zones moins stratégiques pour les Américains. Voulant replacer d'autres puissances ou organisations internationales face à leur responsabilité, les Américains laissent penser que l'Afrique et l'Europe ne font plus partie de leurs priorités stratégiques.

Parallèlement à cela des puissances telles que la Chine, la Russie et l'Iran gagnent des parts de marchés dans le domaine de l'influence en développant leur propre stratégie de coopération.

Dans ce nouveau contexte, une forme de nécessité d'agir se dessine pour la France, qui du fait de son histoire et de ses atouts, paraît être un des pays les mieux placés pour équilibrer cette situation. La période actuelle serait donc favorable à la redéfinition d'une stratégie d'influence et d'action française qui pourrait d'ailleurs se transformer en véritable opportunité pour l'ensemble de l'Union Européenne.

L'enjeu n'est plus seulement de conquérir la puissance mais de la conserver. Il s'agit désormais de créer une stabilité durable dans les zones d'intérêts comme au sein des pays fragilisés. L'objectif est d'éviter l'effondrement de nos remparts stratégiques, de nos partenaires. Aujourd'hui, l'intervention extérieure se fait moins pour réduire une menace que pour empêcher l'émergence d'une crise. La résolution d'une crise ne s'obtient plus seulement par une victoire décisive et stratégique, car les Etats ne sont plus les seuls juges de la victoire. En effet, l'opinion publique est le véritable enjeu et l'Histoire, que l'on croyait enterrée avec la chute du rideau de fer, est ressuscitée avec un retour des idéologies, notamment à travers les religions. Ainsi, une stratégie fondée uniquement sur l'emploi de la force ne paraît plus suffisante. L'obtention d'un certain degré de victoire passera d'une part par une victoire collective et d'autre part par l'acceptation forcée de la défaite par l'ennemie, non pas selon nos critères, mais selon les siens. Ainsi, pour empêcher l'ennemi d'atteindre ses propres objectifs et de réaliser son intention, il faut être capable de dissuader et prévenir une crise tout en conservant la possibilité d'agir vite avec un panel d'actions et d'effets plus large que ceux habituellement utilisés. Il faut préférer une stratégie d'anticipation à une stratégie de réaction inconditionnée.

L'étude du cas américain en Irak et des transformations doctrinales qui en ont découlées a montré la pertinence d'une stratégie bien dosée, fondée sur un maillage territorial de forces organisé en réseau et une approche de partenariat opérationnel respectueuse de la souveraineté du pays hôte. Comme l'illustre l'opération *Spartan Shield* qui servait au Koweït

de réserve opérative pour l'opération *Inherent Resolve* tout en assurant sa propre mission, l'organisation en réseau permet aux unités ou aux opérations d'être des réserves l'une pour l'autre, facilite les bascules d'effort et offre une bonne réactivité et un aspect dissuasif face aux potentiels belligérants (comme l'Iran dans ce cas précis). De plus, bien qu'il faille toujours être prêt à s'engager dans un conflit de haute intensité avec le retour des États puissances, il faut noter que les opérations militaires actuelles appellent davantage des engagements militaires nationaux limités, à faible empreinte humaine, financière et médiatique. La résolution d'une crise n'étant durable que si elle est acceptée par tous, la conservation de la légitimité de toute campagne militaire s'impose et l'empreinte réduite en est un effet induit. Répondant à cette contrainte, la démarche partenariale notamment à travers le concept BWT, montre une efficacité reconnue. Cette approche convenant à la fois aux opérations bilatérales et multinationales, permet cette durabilité tel un tuteur pour une pousse jeune ou fébrile.

Dans cette perspective, la stratégie immunitaire proposée dans cette étude paraît pertinente au vu de l'environnement stratégique actuel. Celui-ci se caractérise par une forte interdépendance et une complexité croissante mais voit aussi, dans le même temps, une dilution de ses structures et repères. Ainsi les notions d'échelle spatiale et temporelle deviennent moins lisibles, rendant difficile l'élaboration d'un modèle stratégique « court termiste ». Le contexte actuel appelle donc une stratégie de long terme et suffisamment géographiquement déployée pour être capable de dissuader et prévenir une crise, ou permettre une réaction. La défense de nos intérêts vitaux et de notre modèle de vie passe en effet par la consolidation des États voisins ou stratégiquement importants. Il s'agit d'éviter l'apparition d'espaces contestables et de permettre à nos États voisins ou d'intérêts stratégiques de rester en mesure de contenir toute menace visible ou latente. La stratégie immunitaire répond à cette problématique et propose un maillage « glocalisé » dans nos grandes zones d'intérêts que sont l'Europe, l'Afrique du Nord, l'Afrique Centrale et le Moyen-Orient. Par ce dispositif, la liberté d'action et de manœuvre ennemie serait entravée. Pouvant difficilement concentrer ses efforts, l'ennemi serait alors contraint de ne pas économiser ses moyens pour espérer une quelconque victoire. Dans la durée il pourrait alors s'effondrer, usé d'avoir mené des campagnes à la Pyrrhus. Pour rendre ce dispositif performant et légitime, la stratégie immunitaire propose aussi de redoubler d'effort sur l'approche partenariale en intégrant un concept BWT rénové et optimisé, décloisonnant la formation de l'opérationnel.

Chaque partenariat serait nécessairement différent en fonction du besoin capacitaire et de la culture de guerre du partenaire. Le but n'étant pas nécessairement d'exporter nos modèles mais de consolider les leurs, il s'agirait de les aider à adopter une stratégie, définie au regard de leurs moyens et culture, allant dans le sens de notre propre stratégie. Ainsi, telle une vraie fonction opérationnelle, le partenariat militaire nécessiterait alors une formation spécifique complémentaire pour nos instructeurs afin de garantir l'ajout d'une plus-value respectueuse des particularismes du partenaire.

Bien que comportant quelques risques comme l'éparpillement des forces et la question de la responsabilité de l'action, les opportunités et bénéfices d'une telle approche semblent plus nombreux.

En étant réaliste le risque de dépendance du partenaire aux capacités et formations offertes par le partenariat, pourrait être transformé en opportunité pour s'inscrire dans une présence durable sur un territoire. Aussi, même si le plus efficace serait de réaliser des couplages forts adaptatifs, le partenariat militaire pourrait aussi créer un marché pour notre industrie de défense. Enfin, la stratégie immunitaire, à la fois dans sa dimension de maillage territorial et dans l'approche partenariale, pourrait aisément se répliquer sur le territoire national, ce qui assurerait une vraie cohérence stratégique et un véritable continuum entre la défense intérieure et extérieure. Une unité BWT socle ou optimisée serait tout aussi capable d'aider une unité étrangère qu'une unité française issue du ministère de l'intérieur par exemple. Les principes seraient les mêmes : respect des responsabilités de chacun ; limitation de l'apparition d'espaces lacunaires favorable à l'émergence d'une menace subversive ; appui des forces de sécurité avec des capacités réellement complémentaires.

Parfaitement complémentaire de notre stratégie de dissuasion nucléaire, la stratégie immunitaire favoriserait l'emploi gradué d'une force crédible et légitime. Adaptée aux problématiques de notre temps, elle conviendrait aux contraintes et atouts français, ce qui renforcerait sa soutenabilité, sa durabilité et sa crédibilité. À la fois offensif et défensif, alliant guerre de côte, guerre de course et de communication, cette approche stratégique pourrait également être un succès, source de stabilité, car elle s'inscrit dans une démarche plus constructive que destructrice. Principalement appuyée sur un apport humain, cette stratégie permettrait de dépasser la célèbre définition de la guerre de Clausewitz. A l'heure où les opérations militaires sont partout mais la guerre nulle part, le partenariat militaire, appliqué

judicieusement et durablement sur nos quatre grandes zones d'intérêts, deviendrait réellement la continuité de l'action politique.

|

Références bibliographiques

Ouvrages et documents institutionnels

Stéphane Taillat. "L'impuissance de la puissance ?" : l'action des militaires américains en Irak (2003-2008). Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2013, page 107 et page 80.

United States Department of the Army, *Field Manual 100-20: Military Operations in Low Intensity Conflict*, 5th December 1990.

Anthony F. Heisler, "By, with, and through: the theory and practice of special operations capacity-building", *Monterey, California: Naval Postgraduate School*, décembre 2014, p 41.

Joint Center for International Security Force Assistance. "Historical Context and Contemporary Understanding of SFA." Joint Center for International Security Force Assistance, 2014.

Richard Kugler, "Operation Anaconda in Afghanistan, a Case Study of Adaptation in Battle", *National Defense University, Center for Technology and National Security Policy, Fort Lesley J. McNair, Washington*, 2007, p 3.

Liam Walsh, *Enabling Others To Win In A Complex World: Maximizing Security Force Assistance Potential In The Regionally Aligned Brigade Combat Team*, United States Army War College Press, December 2015, page 9.

Kathleen J. McInnis et Nathan J. Lucas, "What-Is-Building-Partner-Capacity, issues for Congress", *Congressional Research Service*, 18 décembre 2015, p 28.

United States Department of the Army, *Field Manual (FM) 3-07.1, Security Force Assistance*, mai 2009.

United States Army, *Field Manual 3-0 (FM 3-0)*, octobre 2017, chapitre 1 p 6.

Colonel Pierre-Olivier Marchand, fiche sur le *Field Manuel 3-0 operations* dans le dossier du Détachement de Liaison Terre mensuel d'octobre 2017, p7 ou FM3-0 chapitre 1 p 14.

Lcl DEMAY, « les brigades d'assistances des forces de sécurité de l'*us army* : *security force assistance brigade (SFAB)* » fiche du dossier NP DGRIS dossier SFAB, 2017, p 13

William b. Boehm, "THE NATIONAL GUARD STATE PARTNERSHIP PROGRAM, Forging and Maintaining Effective Security Cooperation Partnerships for the 21st Century", National Guard Bureau Office Of Public Affairs Historical Services Branch Arlington, Virginia, 2014.

MG Charles W. Hooper, US Army, Director of Strategy, Plans, and Programs, US Africa Command, "Going Farther by Going Together: Building Partner Capacity in Africa", article du dossier n° 14-14 du *CALL sur Army Security Cooperation*, juillet 2017, p 31.

Christopher G. Pernin, Brian Nichiporuk, Dale Stahl, Justin Beck, Ricky Radaelli-Sanchez, “Unfolding the Future of the Long War Motivations, Prospects, and Implications for the U.S. Army”, RAND, 2008, p 13.

Joint Publication 1-02 (Washington DC: Government Printing Office, January 2012)

Angela O’Mahony, « the Global Landpower Network , Recommendations for Strengthening Army Engagement», *Rand Corporation*

Linda Robinson, “Improving Strategic Competence, Lessons from 13 Years of War”, Rand Corporation, 2014, p 15.

Guy Brossolet : Essai sur la non-bataille, éditions Belin, Paris 1975.

Articles scientifiques

Christopher Conlin, « What Do You Do For An Encore », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°9, septembre 2004, p.76.

John Nagl, “Institutionalizing Adaptation: It’s Time for an Army Advisor Command,” *Military Review*, September-October 2008.

Philip Battaglia and Curtis Taylor, “Security Force Assistance Operations: Defining the Advise and Assist Brigade,” *Military Review*, July-August 2010, p. 3.

Maya Kandel, «Retenue stratégique et *light footprint* : un bilan d’Obama en chef de guerre », article du dossier de l’IRSEM n°52 « les États-Unis et la fin de la grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d’Obama » ; septembre 2017,p 102.

Maya Kandel (dir.) et Aude Emmanuelle Fleurant, « Etats-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama, entre dynamiques internes et évolutions internationales », Etudes de l’IRSEM n°29, *IRSEM*, 2013, p 14.

John F. Sopko, « reconstruction the afghan national defense and security forces : lessons from the US experience in afghanistan », Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, sept 2017

LTG Michael X.Garrett, « the By, with and Through Approach : an ASCC perspective », *Center Army for Lessons Learned*, octobre 2017, p 14.

Peter Dombrowski et Simon Reich, « The Strategy of Sponsorship », *Survival*, 57:5, 2015

Inspector General US department of Defense, “Assessment of DoD/USCENTCOM and Coalition Plans/Efforts to Train, Advise and Assist the Iraqi Army to Defeat the Islamic State of Iraq and the Levant”, 30 September 2015, p 2.

C. Todd Lopez, “Security Force Assistance Brigades To Free Brigade Combat Teams From Advise, Assist Mission”, Army news service, 19 mai 2017

Julie d'Andurain, « Lyautey : la pacification par le verbe et par l'image », dans L'AFN dans la Première Guerre mondiale, actes de la journée d'études à l'Hôtel des Invalides le 15 octobre 2014, Paris, Riveneuve, 2015, p. 37-54

Articles de presse et Internet

Alia Al Jiboury, dossier « La politique américaine et ses évolutions depuis le projet du Grand Moyen Orient », *Modus Operandi*, novembre 2006, en ligne sur http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-533_fr.html , consulté le 20 décembre 2017.

« la CIA reconnaît avoir renversé le Premier ministre iranien en 1953 », *Le Monde*, 19/08/2013, en ligne sur http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/19/la-cia-reconnait-avoir-renverse-le-premier-ministre-iranien-en-1953_3463576_3222.html

Ned Lamont, “Bush-Petraeus Contradicts Baker-Hamilton”, *Huffington Post*, 09/12/2007, en ligne sur https://www.huffingtonpost.com/ned-lamont/bushpetraeus-contradicts-b_64127.html.

Jean-Pierre Perrin, « Brigades du Sahwa : de la bannière étoilée à l'armée nationale », *Libération*, 3/10/2008, en ligne sur http://www.liberation.fr/planete/2008/10/03/brigades-du-sahwa-de-la-banniere-etoilee-a-l-armee-nationale_111519

Marisa Cochrane, “Operation Knight's Charge (Saulat al-Fursan)”, extrait du rapport 9 sur l'Irak "The Battle for Basra," Iraq Report 9, *Institute for the Study of War*, June 2008, en ligne sur <http://www.understandingwar.org/operation/operation-knights-charge-saulat-al-fursan>

James Traub, “ The Biden Doctrine, How the vice president is shaping President Obama's foreign policy “, *Foreign Policy*, 10/10/2012, en ligne sur <http://foreignpolicy.com/2012/10/10/the-biden-doctrine/> .

GEN (Ret.) Raymond T. Odierno, “CSA Editorial: Prevent, Shape, Win,”16 DEC 2011; http://www.army.mil/article/71030/CSA_Editorial_Prevent_shape_win/